



**CNEFOP**

# **Le financement et les effectifs de l'apprentissage**

## **Données 2013**

**Février 2016**



## Introduction

Le rapport sur le financement et les effectifs de l'apprentissage (données 2013) s'inscrit dans la continuité des précédents rapports de la Commission des comptes du CNFPTLV pour effectuer une analyse sur presque une décennie.

**Ce rapport permet de cerner les grandes masses financières dégagées au niveau national** par les principaux financeurs finaux (Entreprises, Régions, Etat) à destination des bénéficiaires finaux (CFA, employeurs d'apprentis, apprentis eux-mêmes), de les schématiser et d'**analyser les circuits de la taxe d'apprentissage.**

**Au niveau régional, il permet d'approfondir le financement des CFA.**

Ainsi sont fournis des éléments pour mesurer la portée des différentes mesures mises en œuvre pour développer l'apprentissage depuis une dizaine d'années :

- Loi de cohésion sociale du 18 janvier 2005 : augmentation du quota de 40 à 52%, augmentation des versements au FNDMA, intermédiation obligatoire des OCTA, création de la CDA en compensation d'un crédit d'impôt pour les employeurs d'apprentis,
- Plan d'urgence pour les jeunes en 2009-2010 : dispositifs de primes à l'embauche d'un apprenti supplémentaire et « zéro charges »,
- Loi du 28 juillet 2011 (dite Loi « Cherpion ») et plus généralement plan alternance 2011 : augmentation du quota de la taxe d'apprentissage, système de bonus-malus pour les entreprises de plus de 250 salariés, simplifications et incitations à l'embauche.

Plus récemment, la loi du 5 mars 2014 et les lois de finances pour 2013 (rectificative), 2014 et 2015, introduisent notamment une refonte de la collecte de la taxe d'apprentissage : fraction régionale de 51%, quota à 26%, hors-quota à 23%, la diminution du nombre d'OCTA à une cinquantaine ainsi qu'une répartition concertée des fonds libres.

**Ces mesures n'entrant en vigueur qu'à partir de l'année 2015, le présent rapport marquera un point de référence à partir duquel pourront être étudiées les incidences de ces nouvelles mesures sur les évolutions futures.**

La partie I du rapport permet de présenter la situation et l'évolution des effectifs d'apprentis selon différentes caractéristiques : région, niveaux, formation, insertion.

En partie II, une vue d'ensemble du financement de l'apprentissage au niveau national est présentée du point de vue des bénéficiaires et de celui des contributeurs ; les schémas globaux des flux financiers et un zoom sur la taxe d'apprentissage complètent cette partie.

Enfin, le financement des Centres de formation par apprentissage (CFA, SA) est détaillé en partie III.

Ce rapport a été rédigé par Tom Goldman, conseiller technique, assistée d'André Bossard, pour la réalisation de la base de données et des annexes.

## Sommaire

Introduction.....	3
<b>Sommaire</b> .....	5
<b>Partie I : Les effectifs d'apprentis</b> .....	7
1. Stabilisation globale des effectifs avec des évolutions variables selon les régions.....	7
2. La part de l'apprentissage parmi les jeunes de 16 à 25 ans en hausse dans un contexte démographique à la baisse .....	8
3. Une concentration des apprentis dans le domaine de la production.....	10
4. L'apprentissage, une voie de formation majoritairement masculine.....	11
5. Une baisse des effectifs des niveaux V et IV malgré la permanence d'un socle important d'apprentis sur ces niveaux.....	12
6. Une augmentation régulière des niveaux supérieurs permettant à l'effectif total de ne pas baisser .....	12
7. Une insertion professionnelle favorisée pour les apprentis .....	14
<b>Partie II : Vue d'ensemble sur le financement de l'apprentissage</b> .....	15
1. Le financement de l'apprentissage sous l'angle des bénéficiaires .....	15
1.1 Les CFA reçoivent 3 milliards d'euros (37% du financement).....	15
1.2 Les employeurs d'apprentis bénéficient de 1,6 milliard d'euros (20%) .....	16
1.3 Les apprentis et leurs familles bénéficient de 3,5 milliards d'euros (43%).....	18
2. Le financement de l'apprentissage sous l'angle des contributeurs.....	20
2.1 Les entreprises versent 3,7 milliards d'euros à l'offre de formation (13% du financement) et aux apprentis (32%) .....	20
2.2 Les Régions contribuent pour 2 milliards d'euros (soit 24% du financement de l'apprentissage).....	22
2.3 L'Etat contribue pour 1,9 milliard d'euros (soit 24 %).....	24
2.4 Autres contributeurs.....	25
2.5 Autres contributions .....	26
2.6 Synthèse du financement de l'apprentissage.....	27
3. Focus sur le circuit de la taxe d'apprentissage .....	28
3.1 Fonctionnement .....	28
3.2 Le circuit de la taxe en 2012 .....	29
4. Les schémas des flux financiers.....	34
<b>Partie III : Le financement de l'offre de formation et les aides aux apprentis</b> .....	38
1. Les établissements de formation par apprentissage (centres de formation d'apprentis - CFA).....	39
1.1 La moitié des organismes gestionnaires de CFA sont privés .....	39
1.2 En moyenne, quatre sites de formation par CFA .....	39
2. Les ressources globales des CFA.....	40
2.1 En 2012, les ressources des CFA ont augmenté.....	41
2.2 Les ressources sont principalement destinées au financement pédagogique.....	42
2.3 Les Régions sont les premiers financeurs de l'offre de formation (44%) .....	43
2.4 La taxe d'apprentissage versée par les entreprises aux CFA représente 36% des ressources de leurs ressources.....	43
2.5 D'autres contributions se retrouvent dans les comptes des CFA .....	44

<b>3. Le financement du fonctionnement pédagogique pour les deux principaux financeurs</b>	<b>45</b>
<b>3.1 Les contributions des deux principaux financeurs (Régions et entreprises) se complètent</b>	<b>45</b>
<b>3.2 Pour le financement de la pédagogie, les ressources par apprenti dont disposent les CFA pour le fonctionnement pédagogique varient selon les territoires régionaux.</b>	<b>46</b>
<b>4. Les dépenses des CFA</b>	<b>48</b>
<b>4.1 86 % des dépenses des CFA sont des charges pédagogiques</b>	<b>49</b>
<b>4.2 Les frais de personnel constituent près des deux-tiers des charges d'exploitation</b>	<b>51</b>
<b>5. Les investissements des CFA</b>	<b>52</b>
<b>6. Les aides aux jeunes</b>	<b>54</b>
<b>6.1 Les frais de transport, hébergement, restauration (THR) ne transitent pas toujours par les comptes des CFA</b>	<b>54</b>
<b>6.2 Les Régions accordent des aides aux apprentis, au-delà du THR</b>	<b>55</b>
<b>Annexe 1 : Comptes en T des acteurs de l'apprentissage</b>	<b>56</b>
<b>Annexe 2 : Tableaux régionaux</b>	<b>57</b>

## Partie I : Les effectifs d'apprentis

Les données présentées dans cette partie sont issues de l'enquête SIFA et établies avec la collaboration de la Direction de l'évaluation, de la perspective et de la performance (DEPP) du ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche<sup>1</sup>.

Son exploitation permet de connaître les effectifs de pré-apprentis et d'apprentis inscrits dans les CFA au 31/12 de chaque année, par sexe, spécialité et niveau de formation.

Les effectifs annualisés (ou pondérés) sont calculés en prenant en compte 60% des effectifs de l'année scolaire N-1 et 40% des effectifs de l'année scolaire N. Ce calcul permet une analyse financière des coûts rapportés aux effectifs présents dans l'année.

Evolution des effectifs d'apprentis au 31 décembre et annualisé										
	31/12/2007	31/12/2008	31/12/2009	31/12/2010	31/12/2011	31/12/2012	31/12/2013	Evolution 2007-2013	Evolution 2012-2013	
Nombre d'apprentis	425 162	427 650	424 742	426 280	436 334	438 143	424 348	0%	-3%	
Nombre d'apprentis annualisé	414 734	426 199	426 523	425 428	430 302	437 058	432 625	4%	-1%	

Source : enquête SIFA MENESR - DEPP

### 1. Baisse globale des effectifs avec des évolutions variables selon les régions

De 2008 à 2010, le nombre d'apprentis au 31 décembre est resté quasiment stable après de fortes augmentations de 2004 à 2007 où il était passé de 369.000 à 425.000 (+15%) ; il a légèrement augmenté (2%) en 2011 pour se stabiliser à nouveau en 2012. **En revanche, 2013 voit une baisse de 3% des effectifs, qui reviennent à leur niveau de 2007.**

Du point de vue des effectifs, la France métropolitaine représente 97.9 % des apprentis au 31 décembre 2013, les départements d'Outre mer représente donc 2.1%.

Quatre régions (Ile-de-France, Rhône-Alpes, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Pays de la Loire) concentrent à elles seules 42,7 % des effectifs d'apprentis. Près d'un apprenti sur cinq est formé dans la région Ile-de-France (19,2 %).

La tendance à la baisse se retrouve dans l'ensemble des régions, avec néanmoins une certaines disparités entre elles. La plupart des régions connaissent une baisse de leurs effectifs comprise entre 1% et 4%. Les régions Languedoc-Roussillon et Corse voient leurs effectifs rester à un niveau relativement similaire, alors que la région Bourgogne enregistre une baisse de 7.5%.

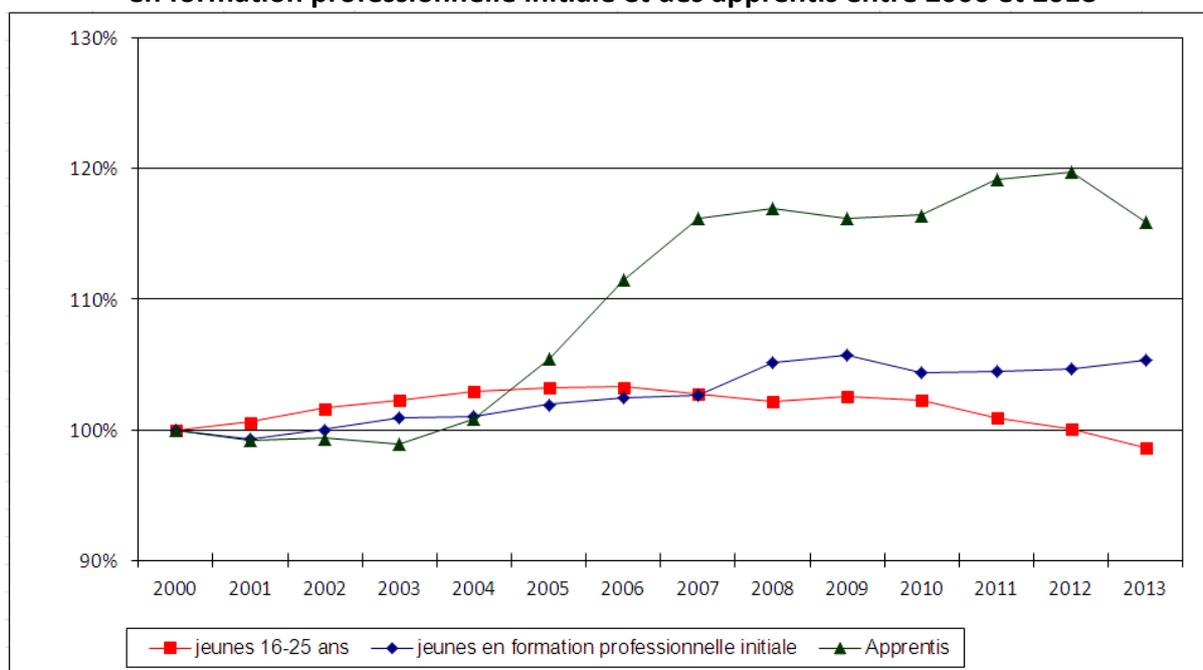
<sup>1</sup> Certaines données et analyses sont reprises d'après le RERS (Répertoire et références statistiques) du ministère du MENESR

## 2. La part de l'apprentissage parmi les jeunes de 16 à 25 ans en hausse dans un contexte démographique à la baisse

**Le contexte démographique est à la baisse continue du nombre de jeunes de 16 à 25 ans :** de 8.144.000 en 2004, ils ne sont plus que 7.802.086 en 2013 soit une baisse de 3.7% (baisse de 1.2% par rapport à 2012).

**Dans le même temps, les jeunes en formation professionnelle initiale<sup>2</sup> passent de 2.100.000 à 2.189.440 soit une augmentation de 4.2%, le nombre de jeunes en apprentissage passant de 369.000 à 424.348 (+15%),** malgré la stagnation des jeunes en formation professionnelle initiale et la baisse des jeunes en apprentissage en 2013 par rapport à 2012 (respectivement +0.6% et -3.2%)

**Evolution du nombre de jeunes âgés de 16 à 25 ans, des jeunes en formation professionnelle initiale et des apprentis entre 2000 et 2013**



Source : SIFA au 31/12 de chaque année, MEN DEPPA1  
Base 100 en 2000

**Ainsi, la part des jeunes en formation professionnelle initiale passe en moyenne de 17,6%**

<sup>2</sup> La formation professionnelle initiale recouvre les jeunes en formation professionnelle, que cela soit sous statut scolaire ou d'apprenti. La délimitation des jeunes sous statut scolaire entre cursus général et formation professionnelle, si elle est aisée concernant le secondaire, s'avère plus compliquée pour le supérieur, puisque la délimitation entre formation professionnelle et générale n'est pas évidente, et que le périmètre des études possibles en alternance n'équivaut pas à celui de la formation professionnelle initiale. Par ailleurs, les niveaux de formation (notamment en lien avec la réforme LMD) et les cursus ne sont pas toujours équivalents. Ainsi, l'ensemble des étudiants en licence sont considérés comme étant en formation professionnelle initiale, alors que seule la troisième année de licence (licence professionnelle) peut se faire en apprentissage. Un travail de redéfinition du périmètre des jeunes en formation professionnelle sous statut scolaire dans le supérieur sera conduit, en vue du rapport sur les données 2014.

en 2004 à 19,9% en 2007 et 19,4% en 2013. Dans le même temps, la part des apprentis passe de 4,5% en 2004 à 5,5% en 2012, liés au développement de l'apprentissage dans le supérieur, pour les âges supérieurs à 19 ans. En revanche, ce taux recule légèrement en 2013 avec la baisse plus importante des effectifs d'apprentis.

	31/12/2004	31/12/2007	31/12/2012	31/12/2013	Evolution 2012/2013	Evolution 2004/2013
Apprentis	368 988	425 162	438 058	424 348	-3%	15%
Apprentis et pré apprentis	378 759	433 709	443 877	430 117	-3%	14%
Jeunes en formation professionnelle sous statut scolaire	1 730 787	1 710 551	1 737 412	1 765 092	2%	2%
Jeunes en formation professionnelle initiale	2 099 775	2 135 713	2 175 555	2 189 440	1%	4%
Jeunes âgés de 16 à 25 ans	8 144 598	8 131 163	7 918 932	7 802 086	-1%	-4%
Poids des apprentis dans la formation professionnelle initiale	17,6%	19,9%	20,1%	19,4%		
Poids des apprentis parmi les jeunes de 16 à 25 ans	4,5%	5,2%	5,5%	5,4%		

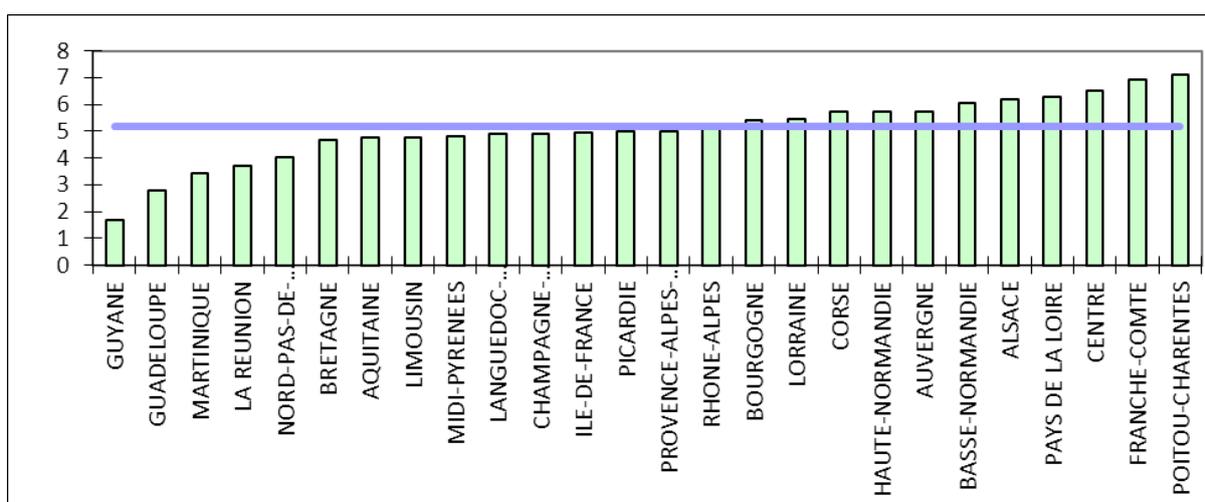
Note : L'évolution de l'apprentissage est appréhendée par son taux de pénétration dans la classe d'âge des 16 à 25 ans et par sa place dans le dispositif de formation professionnelle initiale<sup>3</sup>.

On constate toutefois un écart important entre les régions, la part des apprentis parmi les 16-25 ans<sup>4</sup> variant de 4 % à 7,1 % au 31 décembre 2013 en France métropolitaine. Les DOM ont les taux les plus faibles, compris entre 1,7 et 3,7 %.

C'est dans les régions Poitou-Charentes (7,1 %) et Franche-Comté (6,9%) que l'on rencontre la proportion la plus élevée d'apprentis parmi les jeunes.

Ces régions sont suivies de près par la région Centre (6,5 %) et les Pays de la Loire (6,3 %).

### Part des apprentis parmi les jeunes âgés de 16 à 25 ans en 2013



Source : SIFA au 31/12/2013, MEN DEPPA1

<sup>3</sup> La formation professionnelle initiale recouvre les jeunes sous statut scolaire et les apprentis

<sup>4</sup> Pour effectuer la comparaison, on se limite aux apprentis ayant moins de 25 ans, soit 402 000 apprentis.

### 3. Une concentration des apprentis dans le domaine de la production

59.2 % des apprentis préparent un diplôme ou un titre dans le domaine de la production<sup>5</sup> en 2013 contre 40,1 % dans le domaine des services et seulement 0,8 % dans les domaines dits disciplinaires (sciences, lettres, art).

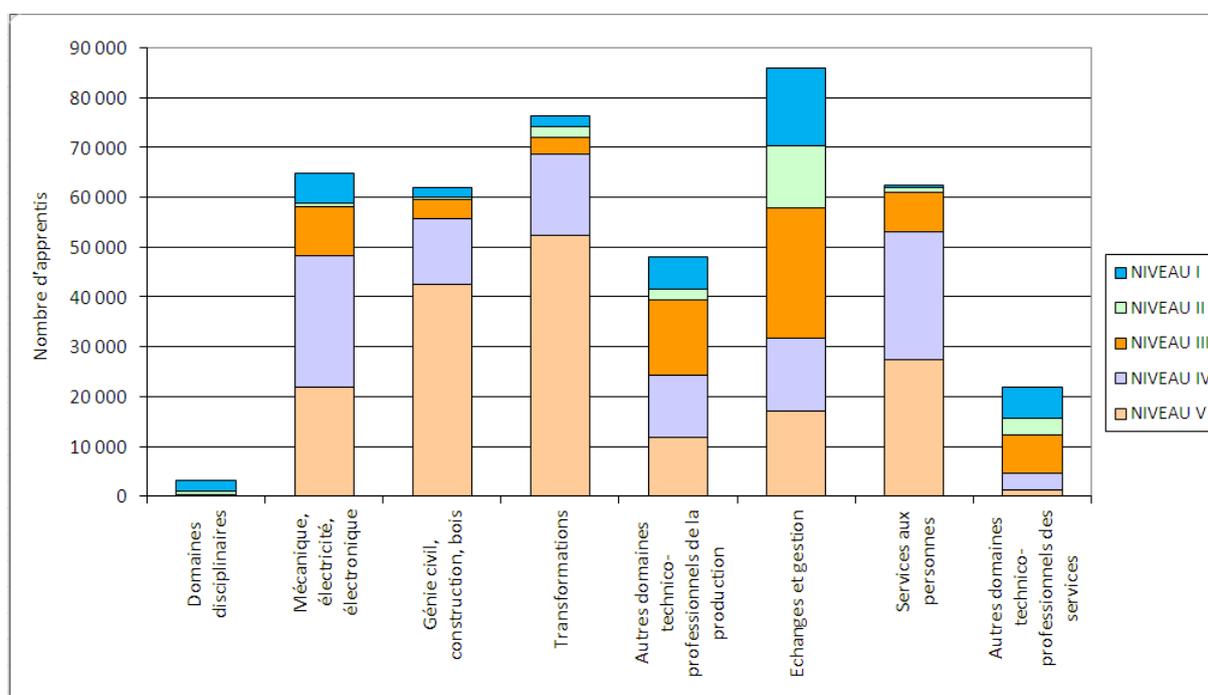
Il y a un contraste entre les premiers niveaux de qualification (IV et V), relevant majoritairement des domaines de la production (69 %), et le supérieur (niveaux I, II, et III), relevant majoritairement de ceux des services (58,4 %).

Au niveau V, près de trois apprentis sur quatre préparent leur diplôme dans les domaines de la production. Les effectifs les plus importants se concentrent dans les spécialités du génie civil et de la construction, et dans celles des transformations.

Les domaines de la production concentrent également un grand nombre d'apprentis en formation de niveau IV (61,1 %).

Les apprentis suivant une formation de l'enseignement supérieur relèvent majoritairement des domaines des services (56,2 % pour le niveau III, 73.2 % pour le niveau II et 54.3 % pour le niveau I) et plus particulièrement dans celui des échanges et gestion (respectivement 35,2 %, 54,6 % et 38,1 %).

**Répartition des apprentis par niveau et par spécialité de formation au 31/12/2013**



<sup>5</sup> S'agissant de jeunes inscrits en formation dans les CFA, c'est la nomenclature des spécialités de formation (NSF) du Conseil national de l'information statistique qui a été retenue ici pour ventiler les effectifs.

#### 4. L'apprentissage, une voie de formation majoritairement masculine

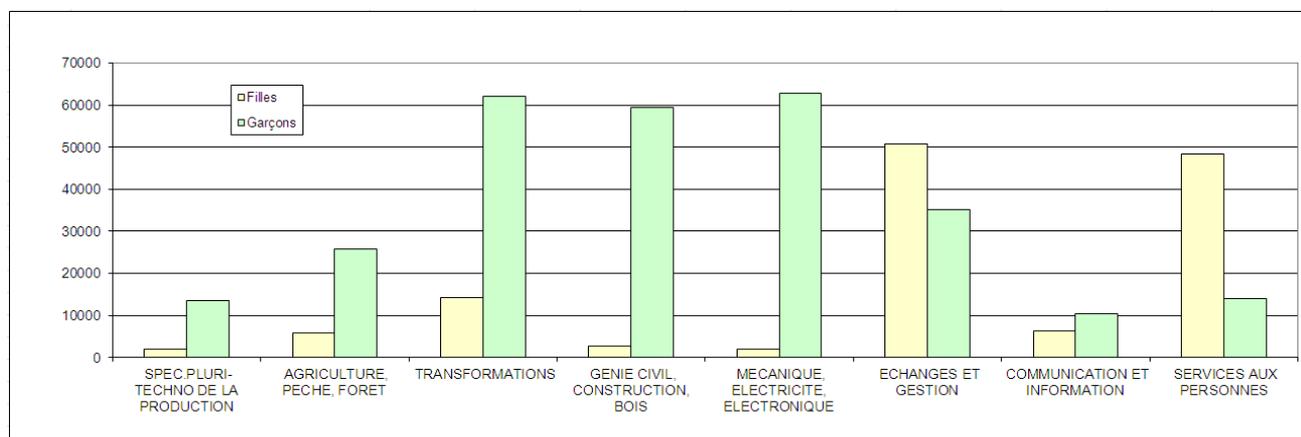
**Tous niveaux confondus, les filles sont toujours minoritaires dans l'apprentissage (32,3 %).**

La féminisation des effectifs ne progresse que lentement : **entre 2007 et 2013, la part des filles en apprentissage a gagné 1,8 point passant de 30,5 % à 32,3 %.**

Huit régions accueillent une part de jeunes apprenties, supérieure ou égale à la moyenne nationale ; les taux les plus élevés se rencontrent en Ile-de-France (40,2 %), dans les DOM (38%) et en Corse (37.2%) alors que la Picardie, la Bourgogne, l'Auvergne, les Pays de la Loire et Champagne-Ardenne affichent les taux de féminisation les plus faibles (entre 25 et 27 % de filles).

Les domaines de la production sont à dominante fortement masculine (89,2 % sont des garçons). Les filles sont majoritaires en revanche dans les formations relevant des domaines « Services aux personnes » (77,7 %), « Matériaux souples » (70,2 %) et « Échanges et gestion » (59,2 %).

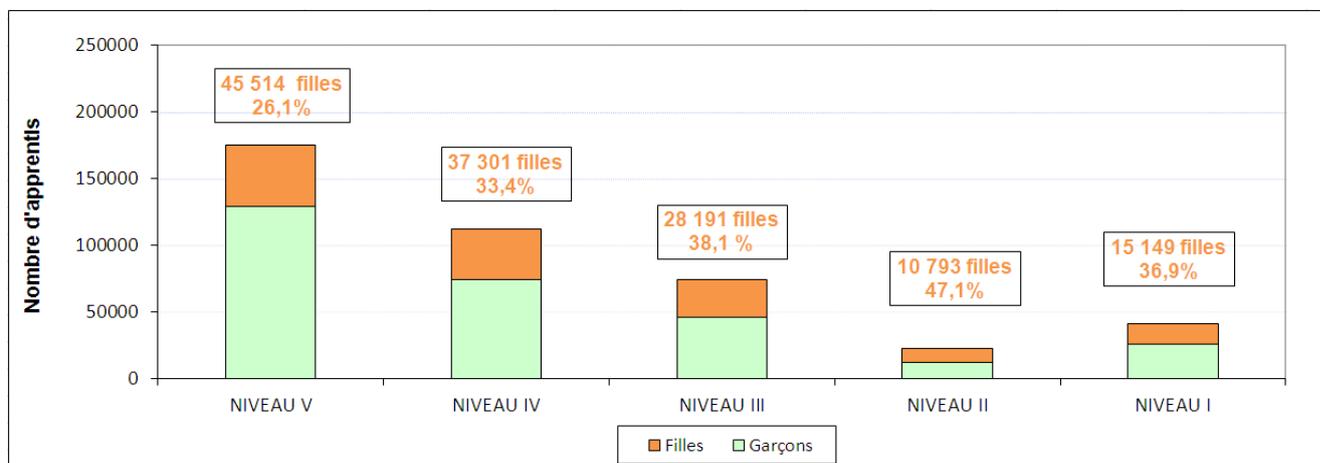
#### Nombre d'apprentis selon la spécialité de formation et le sexe en 31/12/2013



Source : SIFA au 31/12/2013, MEN DEPPA1

La part des filles reste la plus élevée au niveau II, mais augmente au niveau I (37,0 % en 2012-2013 contre 36,1 % en 2011-2012). Plus globalement, la part des filles à chaque niveau est liée à l'importance de l'offre de formation dans les spécialités des services.

## Répartition des apprentis par sexe et niveau de formation au 31/12/2013



Source : SIFA au 31/12/2012, MENESR DEPPA1

### 5. Une baisse des effectifs des niveaux V et IV malgré la permanence d'un socle important d'apprentis sur ces niveaux

Les niveaux V et IV concentrent à eux seuls 67,4 % des effectifs d'apprentis au 31 décembre 2013, soit 286 336 apprentis. Mais ce chiffre est en baisse constante depuis 2007 (-14,5%).

Le niveau V est celui qui connaît la baisse la plus importante par rapport à 2012 (-6,5%). Si sa part est en baisse, ce niveau accueille encore 41,2% des apprentis, dont 94% préparant un CAP. Le niveau IV baisse également (-5,4%) et forme 26,3 % des apprentis, répartis entre le baccalauréat professionnel (58 905 apprentis, -6,3%) et le brevet professionnel (43 772, -2,2%).

### 6. Une augmentation régulière des niveaux supérieurs permettant de limiter la baisse de l'effectif total

L'élévation souhaitée des niveaux de compétence des apprentis, associée à la mise en place de filières de formation en apprentissage (du CAP à l'ingénieur) dans certaines régions, conduit à une hausse régulière des effectifs du supérieur (niveau III, II, I) qui passent de 63.000 en 2004 à 90.000 en 2007 et 138.000 en 2013, représentant 32,5% des apprentis contre 17% en 2004. **L'année 2013 marque néanmoins un ralentissement de la hausse, à 2% contre 9% en 2011 et 2012.**

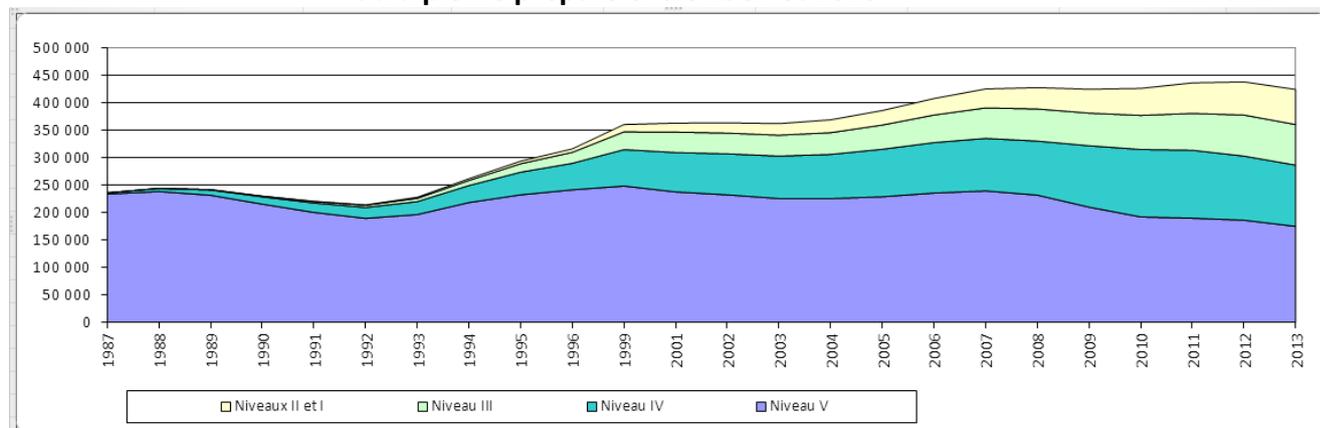
## Evolution comparée des niveaux bac et infra bac, et des niveaux supérieurs

Effectifs apprentis	31/12/2004	31/12/2007	31/12/2012	31/12/2013	Evolution 2007/2013	Evolution 2012/2013
Niveaux V IV	305 897	335 047	302 772	286 336	-15%	-6%
Niveaux III II I	63 091	90 115	135 371	138 000	53%	2%
TOTAL	368 988	425 162	438 143	424 348	0%	-3%
Part des niveaux supérieurs	17%	21%	31%	32%		

Cette évolution s'explique par la baisse du nombre d'apprentis de niveau III (BTS et DUT) de 1.2%, alors qu'en 2012 les effectifs avaient augmenté de 11.4%, et par une moindre hausse des apprentis de niveau I (7,5% en 2013 contre 12,5% en 2012). En revanche, les apprentis de niveau II connaissent une augmentation relativement similaire à celle de 2012 (2,8% en 2013 et 2,6% en 2012). L'augmentation des niveaux I et II s'explique par le développement important des licences professionnelles (niveau II), des formations d'ingénieurs et des masters professionnels (niveau I) préparés par la voie de l'apprentissage.

Le niveau III représente 17.4 % des apprentis, le niveau II, 5,4 % et le niveau I, 9,7 %. Le BTS baisse de 1,5% mais occupe toujours une place prépondérante, puisqu'il regroupe 44% des apprentis du supérieur. Les formations d'ingénieurs, qui connaissent une hausse importante des effectifs même si moindre qu'en 2012 (9,4% contre 12,7% en 2012) représentent 12.5% des apprentis du supérieurs (17 300 apprentis).

### Répartition des apprentis selon le niveau du diplôme préparé entre 1987 et 2013



Source : SIFA au 31/12 de chaque année, MEN DEPPAI

En Ile-de-France, plus de la moitié des apprentis sont inscrits en niveau supérieur. En deuxième place, la région Nord-Pas de Calais suit de très loin avec seulement 35%. La

plupart des régions se situent entre 30 et 40% d'apprentis aux niveaux III, II et I. L'Auvergne, la Basse-Normandie, la Bourgogne et le Limousin sont les régions où l'apprentissage est le moins développé dans le supérieur avec des taux inférieurs ou égaux à 20%.

## 7. Une insertion professionnelle favorisée pour les apprentis<sup>6</sup>

La situation d'emploi des apprentis sept mois après leur sortie d'apprentissage se dégrade légèrement en 2013, passant de 62.7 % des apprentis en emploi sept mois après leur sortie en 2012 à 61.7% en 2013.

### **Le niveau d'études et le diplôme restent déterminants pour l'entrée dans le monde du travail : plus les jeunes sont diplômés, plus ils ont de chances de trouver un emploi.**

Ainsi les diplômés de niveau CAP ont un taux d'emploi de 54.5 % ; ce taux atteint plus de 67% pour les titulaires du baccalauréat et près de 80 % pour les diplômés d'un BTS ou de niveaux I ou II. Les diplômés du Brevet professionnel ont un taux d'emploi équivalent à ceux du BTS (77%), bien supérieur au diplômé du baccalauréat professionnel.

Un peu plus d'un jeune sur deux (45.5%) sortant d'apprentissage sans diplôme ou possédant uniquement le brevet des collèges, est au chômage.

Le taux d'emploi varie substantiellement d'une région à l'autre (de 69% en Ile de France à 50% en Languedoc Roussillon). Ces différences sont à relier au niveau d'études des jeunes sortants, qui diffère d'une région à l'autre, mais aussi au contexte économique local, facteur déterminant de l'insertion professionnelle des jeunes.

---

<sup>6</sup> Note d'information 04 de mars 2014 - DEPP

## Partie II : Vue d'ensemble sur le financement de l'apprentissage

---

Les apprentis, les CFA (offre de formation) et les employeurs d'apprentis sont les trois bénéficiaires des contributions accordées à l'apprentissage par les trois contributeurs principaux que sont les Régions, les entreprises et l'Etat.

Alors que le financement final de l'apprentissage avait connu, après une augmentation importante depuis près d'une décennie, une légère baisse en 2012, il augmente de 4.3% en 2013, pour atteindre 8.5 milliard d'euros.

Le niveau reste très au-delà de celui des années 2008 (7 milliards en 2008) et surtout 2004 (autour de 5 milliards d'euros).

**Si l'on ne tient pas compte des rémunérations des apprentis, soit 2,7 milliards d'euros<sup>7</sup>, (champ du compte formation professionnelle de la DARES), le financement de l'apprentissage se monte à 5,8 milliards d'euros en 2013.**

### 1. Le financement de l'apprentissage sous l'angle des bénéficiaires

Les bénéficiaires reçoivent des contributions de natures différentes :

- les apprentis perçoivent la rémunération de leur travail et bénéficient d'exonérations d'impôt sur le revenu ;
- les CFA sont financés principalement par des subventions des conseils régionaux et des fonds des entreprises ;
- enfin les employeurs d'apprentis bénéficient d'exonérations de charges sociales sur le salaire des apprentis, d'un crédit d'impôt ; des primes versées par le conseil régional leur sont également attribuées.

#### 1.1 Les CFA reçoivent 3 milliards d'euros (36% du financement)

Les ressources des CFA<sup>8</sup> leur proviennent en grande partie des conseils régionaux (par des subventions de fonctionnement et d'investissement) et des entreprises (principalement par la taxe d'apprentissage).

Après une quasi stabilisation des ressources des CFA autour de 2,8 milliards d'euros entre 2009 et 2010, **les ressources des CFA sont reparties à la hausse en 2012 et en 2013, pour atteindre plus de 3 milliards d'euro.**

Cependant, la part qui leur revient (36%) reste plus faible qu'en 2004 où elle était de 41%.

L'analyse détaillée du financement de l'offre de formation figure en partie III de ce rapport.

---

<sup>7</sup> Les primes aux employeurs sont déduites de la rémunération versée aux apprentis.

<sup>8</sup> Les **comptes financiers des organismes de formation (CFA, SA)** sont exploités par les conseils régionaux et transmis depuis 2006 (données 2004) au CNFPTLV qui les agrège et les consolide ; cette source est intitulée « remontées CNFPTLV ».

## Ressources des CFA en 2013

en millions d'euros

Subvention des Régions aux CFA régionaux (y compris investissements)	1 275
Participation des Régions aux frais de Transport, d'Hébergement et de Restauration (THR) *	73
Concours des entreprises Taxe d'apprentissage reçue**	905
Concours des entreprises ** Fonds mutualisés de la professionnalisation, taxes fiscales (ANFA, AFT) et cotisation professionnelle (CCCA-BTP)	203
Contribution des organismes gestionnaires	113
Participation des familles	53
Subvention des Ministères aux CFA à recrutement national et autres ressources provenant de l'Etat	21
Autres collectivités	40
Ventes et prestations	128
Recettes de contrepartie***	171
Autres ressources ****	99
<b>Total</b>	<b>3 080</b>

Source : comptes financiers des CFA - remontée CNFPTLV

\* Il s'agit ici de la partie des fonds du THR pour les apprentis qui transite par les CFA (une partie des fonds du THR est versé directement aux apprentis par les conseils régionaux) ; ces fonds contribuent également à l'activité des CFA lorsqu'ils gèrent des structures d'hébergement et/ou de restauration

\*\* Les sources des contributeurs donnent des répartitions sensiblement différentes ; on peut attribuer ces différences à une difficulté d'identification de l'origine exacte (taxe d'apprentissage ou autres concours des entreprises) dans les comptes des CFA.

\*\*\* Il s'agit des contreparties comptables (quote parts de subvention, reprises sur amortissements / provisions, transfert de charges et produits financiers

\*\*\*\* Les principaux postes des autres ressources sont des quotes-parts de subventions virées au compte de résultat, des ventes et prestations de services, des contributions d'autres collectivités

### 1.2 Les employeurs d'apprentis bénéficient de 1,7 milliard d'euros (20%)

Les employeurs d'apprentis (en majorité des entreprises) bénéficient de la part de l'Etat :

- **d'exonérations de cotisations sociales patronales sur le salaire versé à leurs apprentis pour un montant de 1,15 milliard d'euros en 2013**, soit un niveau équivalent à l'année 2012<sup>9</sup>.
- d'un crédit d'impôt sur les sociétés (dit crédit d'impôt apprentissage) et qui se monte à 545 millions d'euros en 2013, montant qui a augmenté de 10% par rapport à l'année 2012 et a quasiment doublé depuis sa création en 2005.

Au total, les employeurs d'apprentis voient les ressources provenant de l'Etat augmenter de 5.8% en 2013, contre une baisse de 17% de leurs ressources en 2012 après une hausse importante (33%) entre 2008 et 2009.

Les entreprises employeurs reçoivent par ailleurs une indemnité compensatrice forfaitaire (également appelée prime) versée et modulée par les Régions selon les actions qu'elles mènent. Le montant versé augmente de 5%, passant de 550 millions d'euro en 2012 à 577 millions en 2013, même si cela ne compense pas la baisse survenue depuis 2009, où le montant était de 628 millions.

Afin d'éviter les double-comptes et afin de mieux mesurer les dépenses liées à la politique publique d'apprentissage des Régions, il a été choisi de porter l'indemnité compensatrice forfaitaire (ICF) ou prime aux employeurs :

- côté bénéficiaires, au bénéfice des apprentis (incluse dans les rémunérations qui leur sont versées par leurs employeurs)
- côté contributeurs, en tant que contribution des Régions.

### Ressources des employeurs d'apprenti en 2012 et 2013

	2012	2013
Crédit d'impôt apprentissage	490	545
Exonération de charges salariales et patronales sur le revenu de l'apprenti	1109	1150
Bonus apprentissage	3	1,7
<b>Total</b>	<b>1602</b>	<b>1697</b>

Source : RAP 2014, 2013 et 2012

Notes :

- Les employeurs d'apprentis sont considérés comme bénéficiaires, mais ils sont à la fois bénéficiaires et contributeurs ; les éléments ci-dessus représentent une moindre charge imputable sur leur rôle de contributeurs (pour les rémunérations) ; voir les comptes en T en annexe de ce rapport.
- le compte des employeurs d'apprentis est incomplet du fait de manques d'informations concernant :
  - en ressources, la production des apprentis,
  - en charges, le tutorat et autres dépenses liées à l'emploi des apprentis.

<sup>9</sup> Les données ne nous permettent pas de distinguer entre les cotisations patronales et les cotisations salariales qui sont ici entièrement affectées aux employeurs.

### 1.3 Les apprentis et leurs familles bénéficient de 3,6 milliards d'euros (43%)

Les apprentis reçoivent la rémunération de leur travail. Le total des rémunérations reçues en 2013 se montent à près de 3,3 milliards d'euros en hausse constante (3.7% en 2013) probablement en raison de l'augmentation régulière de l'âge des apprentis et de niveaux d'études<sup>10</sup>.

Les ménages concernés bénéficient en outre d'une exonération de l'impôt sur le revenu pour le salaire des apprentis. Cette exonération représente 335 millions d'euros en 2013, soit 30 millions de plus qu'en 2012.

Les apprentis bénéficient également d'aides qui leur sont attribuées par les Conseils régionaux : aides directes au THR versées sans l'intermédiation des CFA, aides au permis de conduire, à la mobilité, fonds social d'urgence, etc. Ces aides représentent 32 millions d'euros en 2013.

#### Ressources des apprentis en 2013

	en millions d'euros	Sources
Rémunérations des apprentis	3 287	DARES
Crédit d'impôt sur le revenu de l'apprenti	335	Loi de finances
Aides directes des Conseils régionaux	32	Comptes financiers des CFA (remontées CNFPTLV)
<b>TOTAL</b>	<b>3 654</b>	

Les apprentis reçoivent également des aides par l'intermédiaire des CFA (cf Partie III du rapport). Selon les politiques, les Conseils régionaux versent les aides au THR soit par l'intermédiaire des CFA, soit directement aux apprentis.

<sup>10</sup> La rémunération légale des apprentis est fonction de l'âge et de l'année d'études

## 1.4. Synthèse des bénéficiaires du financement de l'apprentissage

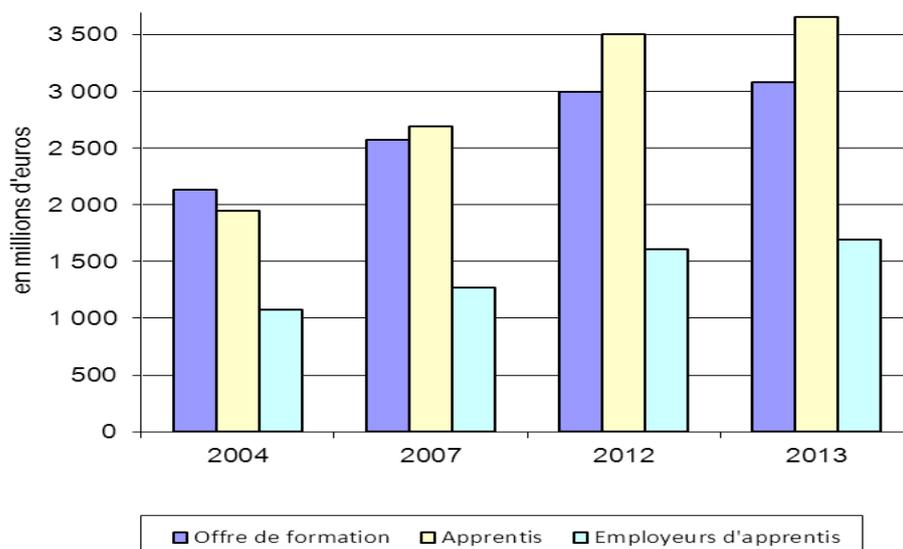
L'ensemble des bénéficiaires de l'apprentissage voit une hausse de leur ressource, ce qui porte à 4.3% la hausse totale des ressources en 2013. Cette hausse fait suite à la baisse importante des ressources des employeurs d'apprenti en 2012.

**Tableau de synthèse des ressources des bénéficiaires**

en millions d'euros

Bénéficiaires finaux	2004	2007	2012	2013	Evolution 2012/2013	Evolution 2004/2013
Offre de formation	2 135 41%	2 578	2 997	3 080 36%	3%	44%
Apprentis	1 950 38%	2 690	3 505	3 654 43%	4%	87%
Employeurs d'apprentis	1 078 21%	1 270	1 613	1 697 20%	5%	57%
Autres		84	60	95		
<b>Total bénéficiaires</b>	<b>5 163</b>	<b>6 622</b>	<b>8 175</b>	<b>8 526</b>	<b>4,3%</b>	<b>65%</b>

Evolution des ressources des bénéficiaires finaux



## 2. Le financement de l'apprentissage sous l'angle des contributeurs

En miroir des bénéficiaires, les financeurs finaux de l'apprentissage consacrent 8,4 milliards d'euros au financement de l'apprentissage dont 3,8 milliards d'euros soit 45% proviennent des entreprises (entreprises assujetties et employeurs), 2,1 milliards d'euros de l'Etat, tout comme les régions Régions (soit 24% chacun).

**Hors des rémunérations des apprentis**, le financement de l'apprentissage se monte à **5,7 milliards d'euros** en 2013 avec une répartition de l'effort ainsi ventilé : 36% provenant de l'Etat, 36% des Régions et 19% des entreprises.

Chaque contributeur finance selon des modalités différentes :

- Les entreprises versent la taxe d'apprentissage aux CFA mais aussi d'autres contributions des branches dont elles relèvent. Celles qui emploient des apprentis leur versent des rémunérations.
- L'Etat intervient principalement auprès des employeurs sous forme de dépenses fiscales et sociales (exonérations de cotisations ou d'impôts).
- Les Régions apportent des subventions aux CFA. Elles versent également des primes aux employeurs d'apprentis et des aides aux apprentis.

### 2.1 Les entreprises versent 3,8 milliards d'euros à l'offre de formation (soit 13% du financement de l'apprentissage) et aux apprentis (32%)<sup>11</sup>

**On distingue les entreprises dites « assujetties » des entreprises employeurs d'apprentis**, dont le champ ne se recoupe que partiellement<sup>12</sup>.

Les entreprises « assujetties » versent, par l'intermédiaire des OCTA, la taxe d'apprentissage sous forme de concours financiers aux CFA : concours obligatoires pour les employeurs d'apprentis, affectation libre pour les autres.

De plus, les branches professionnelles peuvent prévoir, par voie conventionnelle et selon des pourcentages qu'elles déterminent, l'affectation de fonds mutualisés au financement de

---

<sup>11</sup> Si l'on s'intéresse aux flux intermédiaires, la contribution des entreprises est bien supérieure, puisqu'elle comporte également la contribution au développement de l'apprentissage (CDA) et le financement du fonds national de modernisation de l'apprentissage (FNDMA) versés à l'Etat pour transfert aux Régions. De plus, depuis la loi de finances rectificatives du 29 juillet 2011, une contribution supplémentaire à l'apprentissage (CSA) est versée par les entreprises ne respectant pas le quota d'alternants (malus). Ces flux figurent en pointillés sur le schéma global du financement de l'apprentissage et sont repris dans les comptes en T (en annexe 1).

<sup>12</sup> Toutes les entreprises ne sont pas assujetties à la taxe d'apprentissage (très petites entreprises qui emploient un apprenti mais dont la masse salariale est inférieure à 6 SMIC, secteurs public, associatif, agricole en grande partie,...). Par ailleurs, les entreprises qui emploient des apprentis sont également bénéficiaires d'exonérations de cotisations salariales et patronales au titre de l'apprentissage.

l'apprentissage. Ainsi les entreprises versent également aux CFA, par l'intermédiaire des OPCA, des sommes issues des fonds mutualisés de la professionnalisation pour 120 millions d'euros. S'ajoutent des taxes fiscales collectées dans les secteurs de la réparation automobile (ANFA) et du transport-logistique (AFT) ainsi que la cotisation professionnelle, du bâtiment et des travaux publics (CCCA-BTP), soit 83 millions d'euros pour ces trois branches.

**En 2013, les contributions des entreprises aux CFA se montent à 1,1 milliard d'euros.** Le financement par la taxe d'apprentissage qui avait baissé de 5% en 2010 à 800 millions d'euros remonte depuis 2011, avec l'augmentation de la part du quota de la taxe, pour atteindre 905 millions d'euros. Les autres fonds attribués aux CFA par les branches, restent stables.

### Contribution des entreprises en 2013

Taxe d'apprentissage *	905
Fonds mutualisés de la professionnalisation	203
Taxe fiscale (secteurs du transport routier et de la réparation automobile) Cotisation professionnelle (secteur du bâtiment)	
<b>Total</b>	<b>1 108</b>

\* Taxe consommée : 905M€, Taxe reçue : 924M€ / Selon Pactole : 872M€

Source : Comptes financiers des CFA (remontées CNFPTLV)

Remarque : les sources des contributeurs (fonds mutualisés et taxes) donnent des répartitions sensiblement différentes ; on peut attribuer ces différences à une sous-estimation dans la source DGEFP d'une part, et d'autre part à une difficulté d'identification de l'origine exacte (taxe d'apprentissage ou autres concours des entreprises) dans les comptes des CFA.

**Les employeurs des apprentis** (en grande majorité des entreprises) versent des salaires aux apprentis en contrepartie de leur travail.

Les entreprises supportent des coûts qui ne sont pas quantifiables, liés notamment au tutorat voire dans certains contextes à l'aménagement du poste de travail.

Le total des rémunérations versées en 2013 se monte à 2,7 milliards d'euros<sup>13</sup> (hors primes aux employeurs).

<sup>13</sup> Afin d'éviter les double-comptes et afin de mieux mesurer les dépenses liées à la politique publique d'apprentissage des Régions, il a été choisi de porter l'indemnité compensatrice forfaitaire (ICF) ou prime aux employeurs :

- côté bénéficiaires, au bénéfice des apprentis (incluse dans les rémunérations qui leur sont versées par leurs employeurs),
- côté contributeurs, en tant que contribution des Régions et donc déduites de la rémunération versée aux apprentis par leurs employeurs.

## Contribution des employeurs en 2013

Rémunérations des apprentis *	2 710
-------------------------------	-------

Source DARES (d'après DADS)

\* Les primes aux employeurs versées par les Régions soit 577 M€, sont ici déduites de la rémunération versée par les employeurs.

Au total, comme le montrent les comptes dits en T<sup>14</sup> (cf annexe 1), les employeurs d'apprentis contribuent à hauteur de 1 milliard d'euros au financement de l'apprentissage ; ils dépensent 3.287 millions en rémunérations et perçoivent 2.272 millions en aides. Ainsi le coût du travail des apprentis est allégé des deux-tiers.

S'ajoute les contributions des entreprises qu'elles soient employeurs ou non, qui contribuent notamment par la taxe d'apprentissage pour un montant également d'environ un milliard d'euros.

## 2.2 Les Régions contribuent pour 2 milliards d'euros (soit 24% du financement de l'apprentissage)

Les Régions contribuent de plusieurs manières :

- par des subventions à l'offre de formation (CFA) pour un montant d'1,2 milliards d'euros dont 1,1 milliard pour le fonctionnement et un peu plus de 100 millions d'euros pour la part de l'investissement passant par les comptes des CFA<sup>15</sup>.
- par des aides directes ou indirectes (via les CFA) aux apprentis pour le transport, l'hébergement et la restauration (THR), aides à la mobilité européenne, au premier équipement des jeunes, etc. pour environ de 100 millions d'euros.
- par le versement d'indemnités compensatrices forfaitaires (dites primes) aux employeurs d'apprentis dont les Régions ont la pleine et entière responsabilité. En 2013, des primes ont été versées pour un montant de 577 millions d'euros.
- selon les Régions, d'autres aides non reprises dans les comptes des CFA, pour un montant d'environ 95 millions d'euros, sont attribuées aux employeurs (aide au tutorat par exemple) ou à des actions de promotion de l'apprentissage comme les

---

<sup>14</sup> Les comptes en T reflètent l'ensemble des ressources et des dépenses des acteurs (flux intermédiaires compris)

<sup>15</sup> Les comptes des CFA ne retracent que partiellement les investissements. En effet, la gestion du patrimoine des établissements relève souvent directement des organismes gestionnaires ou de structures juridiques spécifiques (ex. les sociétés civiles immobilières, les foyers de jeunes travailleurs,...).

Les chiffres présentés ne donnent donc qu'un aperçu partiel du financement des investissements dans les CFA.

Olympiades des métiers, mais aussi l'animation et l'accompagnement, la formation de formateurs, etc.

Le financement provenant des **Régions** a augmenté de 50% entre 2004 et 2009 pour se stabiliser à près de 2 milliards d'euros depuis.

### Contribution des Régions en 2013

	en millions d'euros	Sources
Financement du fonctionnement des CFA régionaux (hors THR)	1 138	Comptes financiers des CFA (remontées CNFPTLV)
Financement de l'investissement des CFA *	138	Comptes financiers des CFA (remontées CNFPTLV)
Participation des Régions aux frais de THR **	73	Comptes financiers des CFA (remontées CNFPTLV)
Aides directes des Régions aux apprentis ou leur famille (THR, mobilité, équipement ...)	32	Remontées CNFPTLV
Indemnités compensatrices forfaitaires (ICF) aux employeurs d'apprentis	577	Comptes administratifs des Régions (DARES)
Autres dépenses des Régions pour l'apprentissage : (formation de formateurs, accompagnement et animations régionales, olympiades des métiers ...)	95	calculé par différence
<b>Total</b>	<b>2 053</b>	Enquête DARES auprès des Conseils régionaux

\* partiel : une partie des investissements ne figure pas dans la comptabilité des CFA, mais dans celle des organismes gestionnaires ou de sociétés civiles immobilières

\*\* une partie du THR est reversée aux apprentis ; de plus certaines Régions versent leurs aides au transport directement aux apprentis.

Sur ces 2 milliards d'euros, les Régions reçoivent de l'Etat 1.3 milliard d'euro (cf annexe 1 : comptes en T) :

- 550 millions au titre du transfert de l'ICF (pour verser les primes aux employeurs),
- 250 millions au titre des compétences transférées,
- 200 millions au titre de la péréquation,
- 353 millions au titre des COM Etat-Régions;

**Le solde de 698 millions provient en partie de la CDA que les Régions peuvent répartir de manière variable entre l'apprentissage et la formation professionnelle.**

## 2.3 L'Etat contribue également pour 2 milliard d'euros (soit 24 %)

La contribution de l'Etat se fait sous forme de dépenses sociales et fiscales :

- remboursement aux régimes de sécurité sociale, aux caisses complémentaires et à l'UNEDIC des exonérations de cotisations sociales des apprentis et de leurs employeurs
- crédit d'impôt pour les employeurs
- et exonération d'impôt sur le revenu des apprentis.

Les dépenses sociales et fiscales de l'Etat se montent à 1,1 milliard d'euros, montant équivalent à 2012, qui était lui en baisse de 20% après s'être maintenues à un niveau élevé depuis 2009 (cette baisse étant due à un réajustement budgétaire<sup>16</sup>).

Le crédit d'impôt en faveur des entreprises employeurs créé en 2005<sup>17</sup> continue à monter en puissance atteignant 545 millions d'euros en 2013, contre 490 en 2012 et 430 en 2010.

Les exonérations d'impôt sur le revenu en faveur des apprentis et de leurs familles continuent de croître régulièrement passant de 175 millions d'euros en 2004 à 305 millions d'euros en 2012, pour atteindre 335 millions en 2013.

En revanche, le « bonus alternance », incitation financière en direction des entreprises respectant le quota d'alternant initié par la loi « Cherpion » du 28 juillet 2011, ne représente que 1.7 millions de dépense pour l'Etat<sup>18</sup> en 2013, après 3.3 millions en 2012, année de son instauration.

---

<sup>16</sup> Le niveau des versements tient compte de l'évolution des méthodes de calcul de la compensation (meilleure prise en compte des ruptures de contrats) avec un ajustement au titre des années 2010, 2011 et 2012 (Rapport annuel de performance 2012).

<sup>17</sup> Crédit d'impôt créé pour compenser la mise en place du paiement de la contribution au développement de l'apprentissage (CDA) par les entreprises

<sup>18</sup> Cette aide est versée par Pôle emploi après dépôt d'une demande par l'entreprise. Le montant ici indiqué correspond au versement effectué par l'Etat à Pôle emploi pour gérer ce système et payer les aides. La LFI 2013 prévoyait un versement de 10 millions. Cette aide a été remplacé par la loi finance rectificative de 2014 par un crédit d'impôt d'un montant équivalent venant en déduction du montant de la taxe d'apprentissage à acquitter au titre du hors quota.

## Contribution de l'Etat en 2013

	En millions	Source
Exonération de cotisations salariales et patronales sur le salaire de l'apprenti	1 150	RAP 2013
Crédit d'impôt pour les employeurs d'apprentis	545	RAP 2014
Exonération d'impôt sur le revenu de l'apprenti	335	RAP 2014
Autres dépenses pour l'offre de formation dont subventions aux CFA nationaux	23	Comptes financiers des CFA (remontées CNFPTLV)
Actions de promotion et de communication	5,2	RAP 2013
Bonus apprentissage	1,7	RAP 2013
<b>Total</b>	<b>2057</b>	

Les comptes en T (cf annexe 1) montrent que les dépenses de l'Etat (dont transfert aux régions) pour l'apprentissage ne sont couvertes qu'à hauteur d'un cinquième par des fonds fléchés apprentissage (fraction du quota de la taxe d'apprentissage, et CSA).

### 2.4 Autres contributeurs

Viennent ensuite d'autres contributeurs finaux dont la participation financière directe est nettement moins importante, malgré leur rôle non négligeable dans le circuit de l'apprentissage.

- **Les organismes gestionnaires des centres de formation avec 113 millions d'euros (soit 1,3 %).** Les apports des organismes gestionnaires ne sont cependant pas entièrement retracés dans les comptes des CFA, notamment en ce qui concerne les investissements, les mises à disposition totales ou partielles de personnel administratif.
- **Les apprentis et leur famille avec 53 millions d'euros (soit 0,7%)** dont les frais sont concentrés sur le transport, l'hébergement et la restauration des apprentis. Une partie de cette somme provient d'aides attribuées par les Régions directement aux apprentis.

## 2.5 Autres contributions

Les autres contributions se répartissent en plusieurs domaines :

- Ventes de produits fabriqués et prestations de services par les apprentis des CFA : 128 millions d'euros dont commensaux (service de repas pour les personnes extérieures au CFA).
- Contributions d'autres collectivités (départements, communes...) pour 40 millions d'euros
- Contreparties comptables :
  - Quotes-parts de subventions virées au compte de résultat (étalement des immobilisations subventionnées) : 129 millions d'euros,
  - Reprises sur amortissements et provisions : 20 millions d'euros,
  - Transfert de charges : 15 millions,
  - Produits financiers : 7 millions d'euros.

Ainsi le poste « autres ressources » non encore identifiées diminue régulièrement pour ne plus atteindre que 99 millions en 2013 (435 en 2004).

## 2.6 Synthèse du financement de l'apprentissage

Tableau de synthèse du financement par les contributeurs

en millions d'euros

Contributeurs	2004	2007	2012	2013	Evolution 2012/2013	Evolution 2004/2013
Entreprises assujetties	735	927	1 068	1 108	4%	45%
	14%			13%		
Entreprises employeurs	1 350	1 852	2 620	2 710	3%	94%
	26%			32%		
Régions	1 321	1 807	1 980	2 053	4%	50%
	26%			24%		
Etat	1 254	1 507	1 923	2 057	7%	53%
	24%			24%		
Autres ressources	504	529	584	483	-17%	16%
	10%			6%		
<b>Total contributeurs</b>	<b>5 164</b>	<b>6 622</b>	<b>8 175</b>	<b>8 411</b>	<b>2,9%</b>	<b>63%</b>

**Le financement de l'apprentissage est en hausse en 2013 (+2.9%)** après la légère baisse de 0.5% en 2012, qui faisait suite à plusieurs années de forte croissance entre 2004 à 2007 et dans une moindre mesure jusqu'à 2011. **En neuf ans (2004-2013), le financement de l'apprentissage augmente de plus de 60%.**

**Dans le même temps, les effectifs de l'apprentissage ont augmenté de 19%,** avec une hausse importante jusqu'à 2007, dans une moindre mesure en 2011 et 2012, pour baisser en 2013 de 1% (chiffres annualisés).

Ainsi, globalement, 19.400 euros ont été dépensés en moyenne par apprenti en 2013 dont 13.200 euros hors rémunération des apprentis. Cette dépense, rapportée au nombre d'apprentis, se partage entre ce que coûte un apprenti :

- aux financeurs de l'offre de formation (pédagogie, THR, investissement) : 7.100 euros partagés entre les Régions (3.100 euros) et les entreprises (2.600 euros) plus divers financements (1.400 euros)
- aux pouvoirs publics pour leurs actions en faveur des employeurs et des apprentis : 6.100 euros dont 4.700 euros par l'Etat et 1.400 euros par les Régions
- aux employeurs d'apprentis en termes de rémunération : 6.300 euros.

Lié à l'évolution du financement et à celui du nombre d'apprentis, **le coût moyen par apprenti passe de 14.200 euros en 2004 à 19.100 euros en 2011. Après la baisse de 2012 (18.700€), le coût moyen par apprenti augmente de 3.7% en 2013, à 19.400 euros.**

## 3. Focus sur le circuit de la taxe d'apprentissage

### 3.1 Fonctionnement

En 2013<sup>19</sup>, la taxe d'apprentissage est encore partagée en deux fractions:

- **le « quota »** : fraction de la taxe réservée au financement de l'apprentissage, qui a été augmenté progressivement par la loi « Cherpion » de 2011. Il **représente 55% de la taxe en 2013, contre 53% en 2012, et est lui-même divisé en deux parties** :
  - 33 % pour les concours financiers aux centres de formation d'apprentis (CFA) et aux sections d'apprentissage (SA) (contre 31% en 2012)
  - 22 % pour le compte d'affectation spécial (CAS) intitulé « Fonds national de modernisation et de développement de l'apprentissage (FNDMA) » au profit de la péréquation régionale et de contrats d'objectifs et de moyens (COM) signés entre l'Etat et les Conseils régionaux. Le CAS FNDMA, créé par la loi du 29 juillet 2011 de finances rectificatives, remplace l'ancien fonds en conservant en grande partie le même usage.
- **le « hors quota », soit 45% de la taxe** (contre 47% en 2012), destiné au financement des premières formations technologiques et professionnelles, qu'elles se déroulent sous statut scolaire (exemple : enseignements dispensés dans les lycées professionnels) ou sous statut d'apprenti. Une partie du hors-quota peut donc aller à l'apprentissage.

Les versements au titre de la taxe d'apprentissage sont obligatoirement effectués par l'intermédiaire d'un organisme collecteur de la taxe d'apprentissage (OCTA) et affectés :

- d'une part aux organismes de formation : CFA pour l'apprentissage, établissements de formation autorisés pour les autres premières formations (figurant sur les listes dites préfectorales des formations susceptibles de recevoir la taxe d'apprentissage),
- d'autre part à l'Etat (CAS FNDMA).

Des règles de base régissent les versements des entreprises :

- respect de la répartition quota / hors-quota,
- part obligatoire destinée au FNDMA,
- obligation de versement au CFA de leur apprenti (concours financier obligatoire) pour les entreprises employeurs d'apprentis qui participent ainsi au coût pédagogique, sur la base du coût par apprenti tel qu'il figure sur les listes des formations publiées annuellement par les préfetures de région.
- au-delà, liberté d'affectation des fonds au CFA ou à l'établissement de formation de leur choix (à condition qu'il figure sur les listes préfectorales).

---

<sup>19</sup> La loi du 5 mars 2014 et la loi de finances pour 2014 réforment le circuit de la taxe d'apprentissage en instituant une part régionale (51%), une part quota réservée à l'apprentissage (26%) et une part hors-quota (23%) dédiée aux autres formations

Si les entreprises n'ont pas indiqué d'affectation, l'OCTA a toute latitude pour répartir les fonds (dits fonds disponibles ou libres) aux formations de leur choix (à condition là encore qu'elles figurent sur la liste préfectorale et que la répartition quota/hors-quota soit respectée).

Depuis la loi du 29 juillet 2011 de finances rectificatives, les entreprises de plus de 250 salariés ne respectant pas le quota d'alternants<sup>20</sup> (4% en 2012) sont tenues de verser une « contribution supplémentaire à l'apprentissage (CSA) » qui est modulée selon leur effort.

En contrepartie, les entreprises dépassant le seuil (entre 4 et 6% d'alternants) reçoivent un « bonus » de 400 euros par an et par alternant supplémentaire, versé par Pôle Emploi.

### 3.2 Le circuit de la taxe en 2013

#### La taxe d'apprentissage finance l'ensemble des premières formations professionnelles et technologiques

*Pour des raisons de cohérence interne entre les données, l'analyse suivante est basée uniquement sur les données de la DGEFP<sup>21</sup> (remontées de données des OCTA – système PACTOLE).*

**En 2013, la collecte totale de la taxe d'apprentissage (basée sur les salaires 2012) s'élève à 2.080 millions d'euros soit une hausse de 2.7% par rapport à 2012.** Avec le passage de 53% à 55% de la part de taxe d'apprentissage destinée au quota, la collecte au titre du quota augmente de 5.8%, après l'augmentation de 6% en 2012. La collecte au titre du hors quota baisse elle de 2.1% par rapport à 2012.

Après déduction des frais de gestion des OCTA sur les opérations de collecte et de répartition (30 millions d'euros), **les fonds à répartir en 2013 s'élèvent à 2.050 millions d'euros (contre 2.005 en 2012).**

Sur cette somme, **1.189 millions d'euros sont répartis au titre du Quota et 862 au titre du Hors-Quota.** Le graphique et le tableau ci-après permettent de détailler les affectations.

En outre, en 2013, les recettes de la CSA inscrites dans le CAS FNDMA se sont élevées à 221 millions d'euros (contre 215 millions en 2012).

---

<sup>20</sup> Les alternants concernés sont les salariés en contrats d'apprentissage, ceux en contrats de professionnalisation, les personnes accomplissant un VIE et celles bénéficiant d'un Cifre.

<sup>21</sup> Les données remontées des comptes des CFA ne correspondant pas exactement aux chiffres de la DGEFP. Les différences peuvent provenir :

- de confusions dans les comptes des CFA entre les fonds provenant de la taxe d'apprentissage et ceux provenant des autres contributions des entreprises,
- une sous-estimation de la source DGEFP.

86.5 % des fonds ont fait l'objet d'affectation par les entreprises (y compris les fonds destinés au CAS FNDMA et les concours financiers des employeurs) et 14.5% (dits fonds libres) ont été attribués par les OCTA.

**L'apprentissage est destinataire de près de 1,3 milliard d'euros soit 65% des fonds de la taxe d'apprentissage.**

#### **42% sont affectés directement aux CFA (via les OCTA)**

En 2013, au titre du quota, les CFA ont reçu des concours financiers obligatoires (versements des entreprises aux CFA de leurs apprentis) pour un montant de 357 millions d'euros soit une hausse de 10.8% par rapport à 2012. Outre les effets liés à l'augmentation du montant de la taxe collecté et de la part du quota, cette hausse est également due à celle de la part des concours financiers obligatoires dans le quota (qui passe de 28.6 à 30%). Au total, les concours financiers obligatoires représentent en 2013 17.4% de la taxe.

Les CFA ont reçu également 199 millions d'euros affectés par les entreprises et 165 millions suite à une décision d'attribution prise par les organismes collecteurs (sur les fonds disponibles ou fonds libres).

**En complément de la partie affectée aux CFA au titre du quota, environ 151 millions d'euros au titre du hors-quota leur sont également attribués.**

#### **23% des fonds sont destinés au Compte d'affectation spécial Fonds national de développement et de modernisation de l'apprentissage (CAS FNDMA)**

Selon les comptes du FNDMA, les ressources 2013 se montent à 690 millions d'euros, dont 455 millions d'euros en 2013 au titre du quota de la taxe d'apprentissage (469 millions d'euros selon PACTOLE, soit 23% de la taxe d'apprentissage) et 221 millions d'euros de la contribution supplémentaire à l'apprentissage.

Les dépenses affectées au CAS FNDMA sont essentiellement des transferts aux régions, 200 millions d'euros consacrés à la péréquation entre Régions pour compenser les disparités de taxe d'apprentissage perçue par apprenti dans chaque région, et 353 millions d'euro de co-financement Etat/Régions dans le cadre de la contractualisation pour le développement et la modernisation de l'apprentissage (COM apprentissage).

Depuis 2013, la partie des fonds destinés à compenser le transfert de l'ICF aux régions mais qui n'est pas utilisé par les régions pour financer cette prime (soit 250 millions en 2012), ont été affectés au CAS FNDMA plutôt qu'au budget général (programme budgétaire 103), sans changement de l'enveloppe globale. Selon le projet de loi de finance 2013, il s'agit « d'assurer une meilleure lisibilité des dépenses engagées par les régions pour le développement de l'apprentissage en les regroupant sur le CAS, à l'exception du montant de DGD effectivement utilisé pour le financement des primes d'apprentissage (550 M€ qui reste financé à partir du budget général) ».

La répartition de la taxe d'apprentissage est détaillée dans le tableau de la page suivante.

	2011	2012	2013	Evolution 2011/2013	Part 2013
FNDMA	438	459	469	7%	23%
Concours financiers obligatoires (CFA des apprentis de l'entreprise)	289	322	357	24%	17%
Versements aux CFA affectés par les entreprises	183	187	199	9%	10%
Versements aux CFA non affectés par les entreprises	146	155	165	13%	8%
<b>TOTAL QUOTA</b>	<b>1 056</b>	<b>1 123</b>	<b>1 190</b>	<b>13%</b>	<b>58%</b>
Versements affectés par les entreprises (CFA et autres premières formations)	710	732	714	1%	35%
Versements non affectés par les entreprises (CFA et autres premières formations)	133	134	132	-1%	6%
Actions de promotion	17	16	16	0	1%
<b>TOTAL HORS-QUOTA</b>	<b>860</b>	<b>882</b>	<b>862</b>	<b>0%</b>	<b>42%</b>
<b>TOTAL QUOTA + HORS-QUOTA</b>	<b>1 916</b>	<b>2 005</b>	<b>2 052</b>	<b>7%</b>	<b>100%</b>
<i>DONT Versements aux CFA (Quota+Hors-Quota) hors FNDMA</i>	753	810	872	16%	42%
<i>DONT Versements aux CFA provenant du hors-quota</i>	135	146	151	12%	7%
<b>TOTAL APPRENTISSAGE (versements aux CFA et FNDMA)</b>	<b>1 191</b>	<b>1 269</b>	<b>1 341</b>	<b>6%</b>	<b>65%</b>

Source : DGEFP (annexe au PLF 2015 - Pactole) - Traitement CNFPTLV

## Les organismes collecteurs

Les organismes collecteurs (notamment organisations professionnelles nationales ou régionales, chambres consulaires régionales) sont au nombre de 147 en 2012.

Parmi eux,

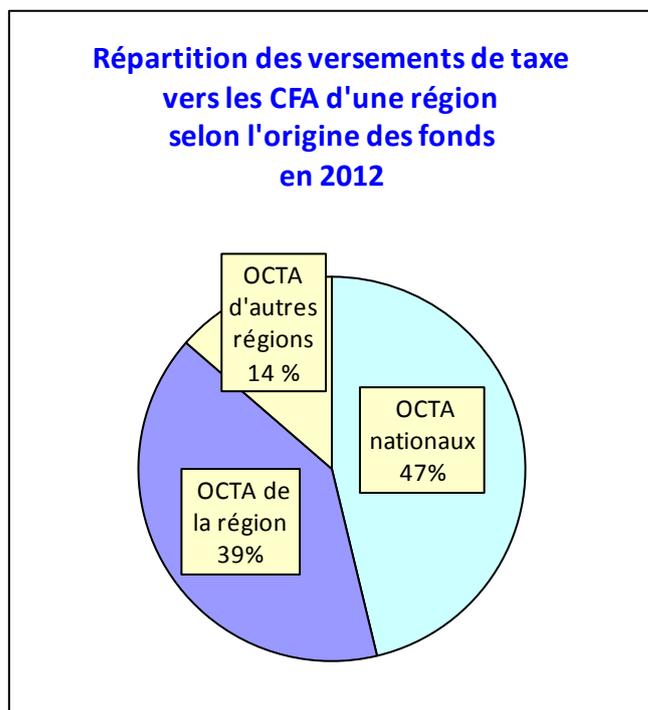
- 53 OCTA ont une habilitation nationale ; ils peuvent collecter et répartir la taxe sur tout le territoire.
- 94 OCTA sont habilités régionalement ; ils doivent collecter dans leur région d'implantation ; ils peuvent répartir la taxe dans ou hors de leur région.

Les OCTA nationaux ont collecté 993 millions d'euros soit 49% de la taxe d'apprentissage et les OCTA régionaux 1.040 millions d'euros soit 51% de la collecte.

## L'origine de la taxe

L'analyse des financements croisés entre les régions permet de faire un certain nombre de constatations.

En moyenne en 2012, les CFA d'une région reçoivent 39% de leur taxe via des OCTA implantés dans la même région, 14% via des OCTA implantés dans d'autres régions et 47% des OCTA nationaux.



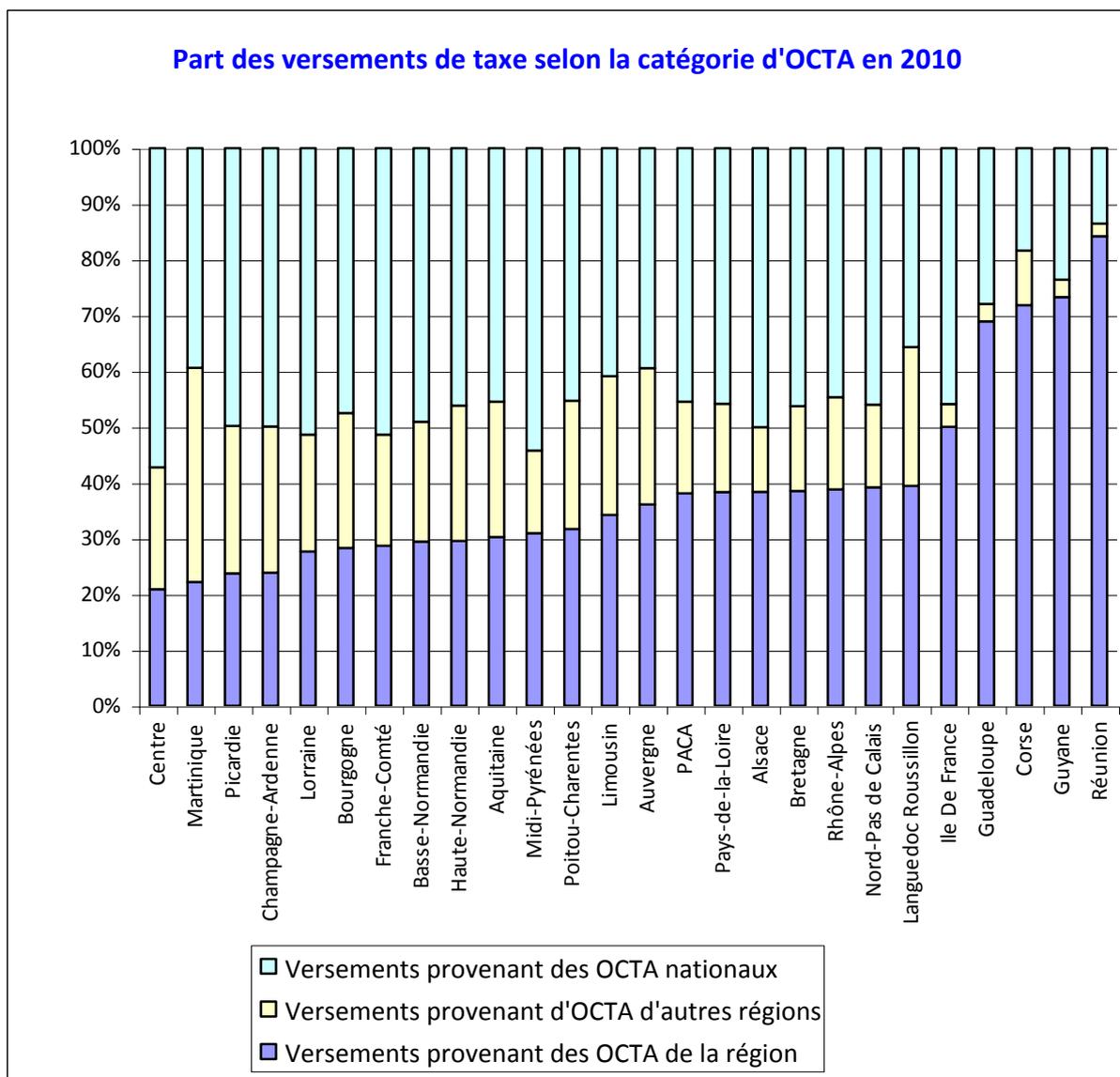
Source : DGEFP (Pactole) – Traitement CNFPTLV

Lecture : en moyenne, 39 % de la taxe versée dans une région provient d'OCTA implantés dans la région, 47 % provient d'OCTA nationaux et 14 % d'OCTA implantés dans d'autres régions.

Cependant, la situation est très contrastée selon les régions.

Sans tenir compte des extrêmes, les CFA peuvent recevoir entre un quart et la moitié de leurs fonds en provenance des OCTA nationaux, également entre un quart et la moitié de la part des OCTA implantés dans leur propre région, mais seulement entre 10 et 25% des OCTA implantés dans d'autres régions.

Les CFA de l'Île de France ont une position singulière, recevant seulement 4% de la part des OCTA d'autres régions. Les CFA de Corse et des DOM reçoivent peu de l'extérieur que ce soit des CFA nationaux ou des CFA régionaux d'autres régions à l'exception notable de la Martinique qui bénéficie de versements importants des OCTA nationaux et d'autres régions (deuxième région après le Centre en terme de diversification des ressources).



Source : DGEFP (Pactole) – Traitement CNFPTLV

## 4. Les schémas des flux financiers

Deux schémas présentés ci-après représentent les flux financiers de l'apprentissage :

- le premier présente la vision des flux liés au **fonctionnement et à l'investissement de l'appareil de formation**
- le second, les flux financiers de l'apprentissage **vers les bénéficiaires**.

Deux types de flux coexistent sur les schémas :

- les flux finaux ;

- les flux intermédiaires notamment des transferts de fonds effectués de l'État aux Régions au titre de la péréquation nationale, des contrats d'objectifs et de moyens, de la décentralisation. C'est le cas notamment de la taxe d'apprentissage versée au FNDMA par les entreprises, puis transférée aux Régions (péréquation et COM). Ces flux figurent en pointillés sur le schéma.

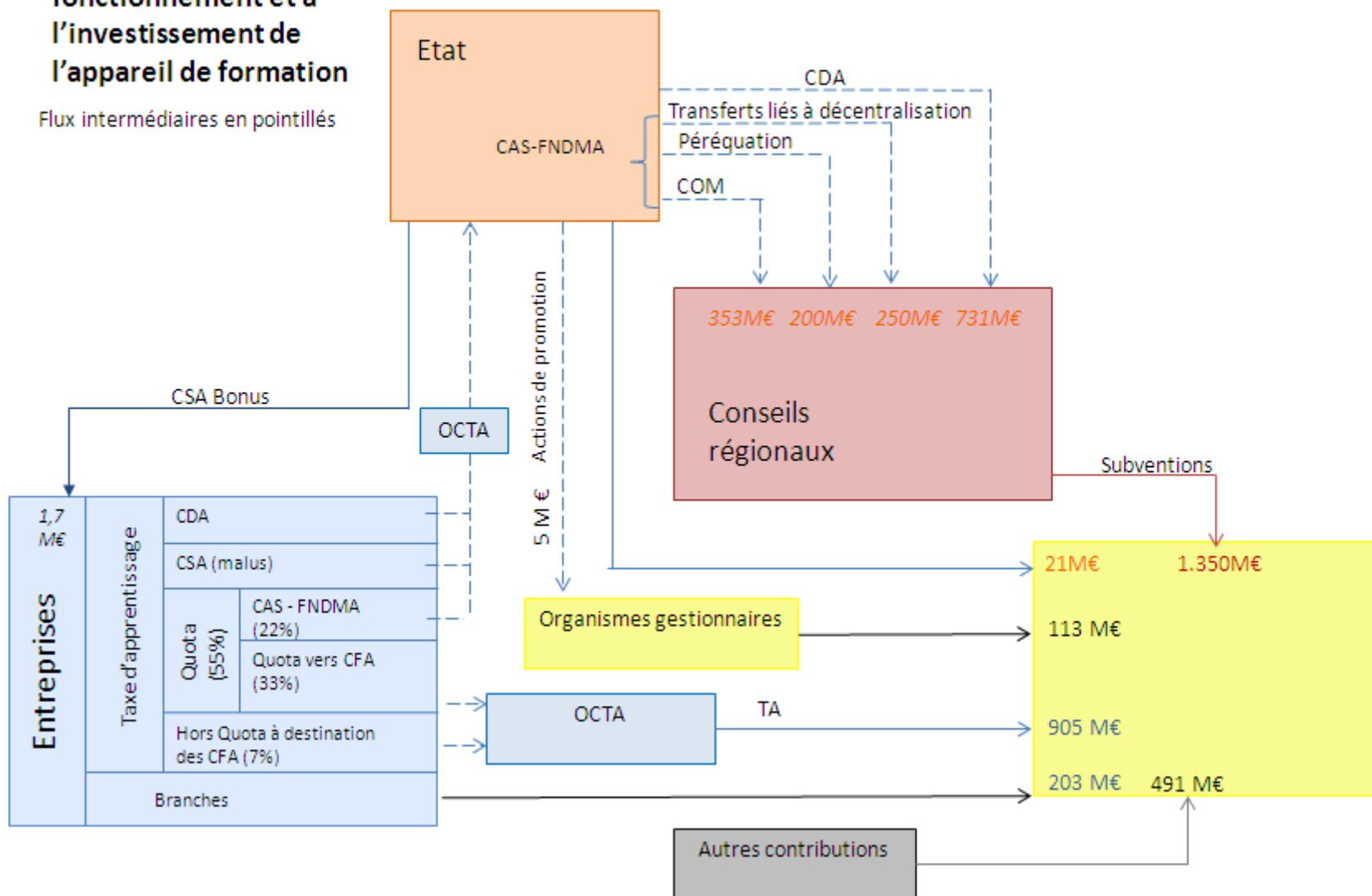
La Contribution au développement de l'apprentissage (CDA) figure également comme un flux intermédiaire sur le schéma.

Les entreprises versent la CDA, ressource fiscale (art. 1599 quinquies A du code général des impôts) qui s'est substituée à la dotation générale de décentralisation relative à la formation professionnelle. Cette DGD visait à compenser les transferts de compétences de l'État vers les Régions opérées en 1983 et 1987 en matière de formation professionnelle continue et d'apprentissage. La CDA n'a donc pas vocation à être affectée exclusivement à l'apprentissage comme le laisserait supposer son nom. Son produit est versé aux fonds régionaux de l'apprentissage et de la formation professionnelle continue (FRAFPC) et les Régions peuvent l'affecter de manière variable entre l'apprentissage et la formation professionnelle.

**1- Flux liés au fonctionnement et à l'investissement de l'appareil de formation**

Flux intermédiaires en pointillés

**Schéma des flux financiers de l'apprentissage en 2013**



## 2- Flux vers les bénéficiaires

### Schéma des flux financiers de l'apprentissage en 2013

Flux intermédiaires en pointillés

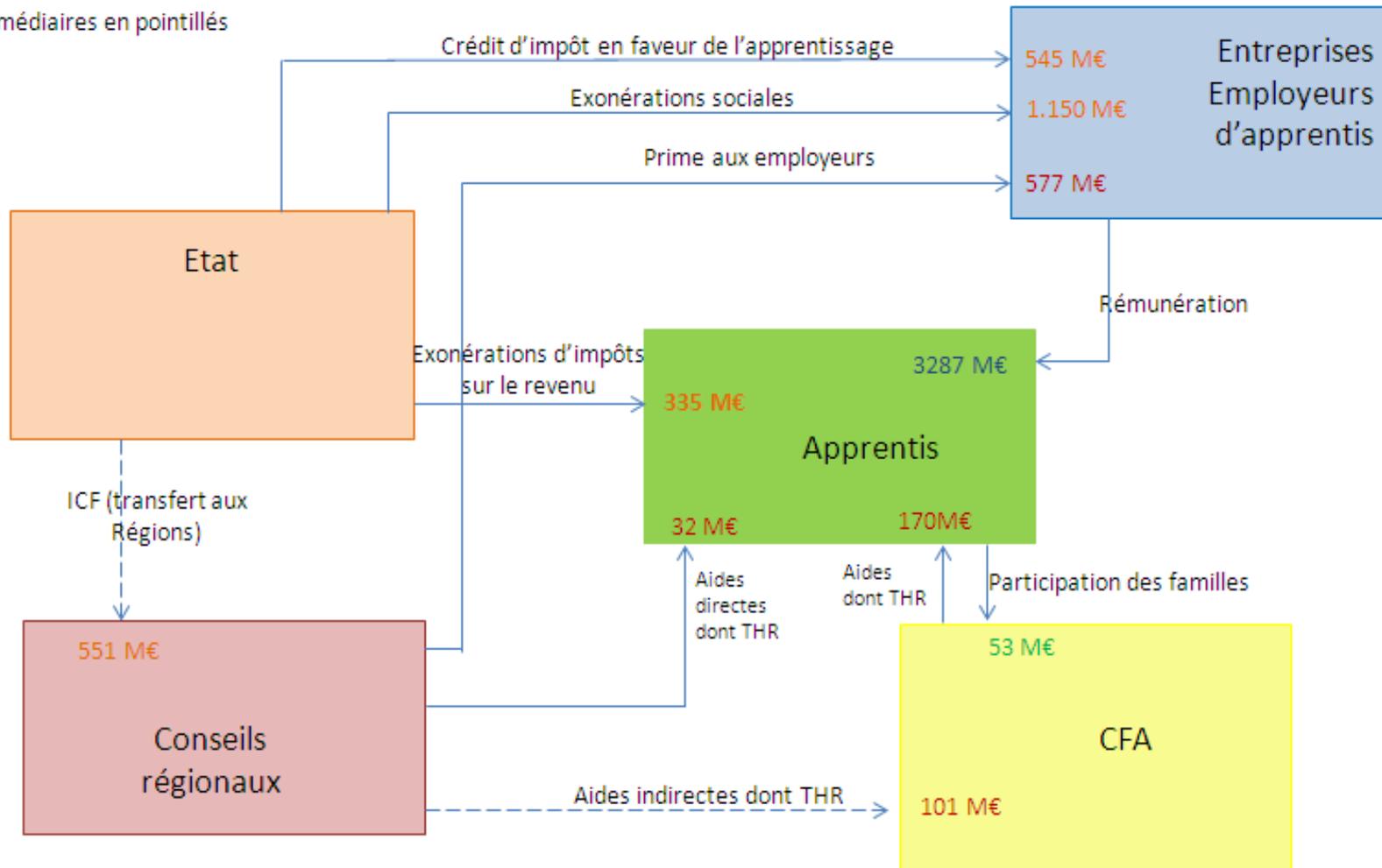


Tableau de synthèse du financement de l'apprentissage - 2004/2013

Bénéficiaires finaux	2004	2007	2011	2012	2013	Evolution 2011/2013	Contributeurs finaux	2004	2007	2011	2012	2012	Evolution 2011/2012
<b>Offre de formation</b>	<b>2 135</b>	<b>2 578</b>	<b>2 875</b>	<b>2 997</b>	<b>3 080</b>	<b>3%</b>	<b>Entreprises "assujetties" et "emp</b>	<b>2 085</b>	<b>2 779</b>	<b>3 427</b>	<b>3 688</b>	<b>3 818</b>	<b>4%</b>
Contribution des Conseils régionaux aux CFA (THR compris)	896	1095	1269	1330	1348	1%	Taxe d'apprentissage versée	603	748	811	811	905	12%
Contribution des entreprises - taxe d'apprentissage reçue *	603	748	811	861	905	5%	Participation des branches	132	179	208	207	203	-2%
Contribution des branches : fonds mutualisés, taxes fiscales AFT, ANFA, Cotis. CCCA-BTP	132	179	208	207	203	-2%	Rémunération des apprentis **	1350	1852	2 408	2 620	2 710	3%
Contribution des organismes gestionnaires	73	77	99	107	113	6%	<b>Régions (total source DARES)</b>	<b>1 321</b>	<b>1 807</b>	<b>2 010</b>	<b>1 980</b>	<b>2 053</b>	<b>4%</b>
Contribution des apprentis et leurs familles	43	71	61	55	53	-4%	Subvention aux CFA (gc aides indirectes aux jeunes)	896	1095	1268	1330	1381	4%
Participation de l'Etat		27	16	15	21	40%	Primes aux employeurs d'apprentis	425	614	577	550	577	5%
Report de taxe d'apprentissage			4				Aides directes aux apprentis et leur famille		14	45	45	32	-29%
Autres ressources	388	381	407	422	437	4%	Autres dépenses		84	120	55	95	73%
<b>Apprentis</b>	<b>1 950</b>	<b>2 690</b>	<b>3 305</b>	<b>3 505</b>	<b>3 654</b>	<b>4%</b>	<b>Etat</b>	<b>1 254</b>	<b>1 507</b>	<b>2 205</b>	<b>1 923</b>	<b>2 057</b>	<b>7%</b>
Rémunérations aux apprentis	1775	2 466	2 985	3 170	3 287	4%	Exonérations de cotisations sociales et autres dispositifs	823	900	1444	1109	1150	4%
Exonérations - impôt sur le revenu	175	210	275	290	335	16%	Crédit d'impôt apprentissage (aides en 2004)	255	370	470	500	545	9%
Aides directes des conseils régionaux		14	45	45	32	-29%	Exonérations - impôt sur le revenu des apprentis	175	210	275	290	335	16%
<b>Employeurs d'apprentis **</b>	<b>1 078</b>	<b>1 270</b>	<b>1 915</b>	<b>1 618</b>	<b>1 697</b>	<b>5%</b>	Divers	1	27	16	20	26	30%
Crédit d'impôt apprentissage (aides en 2004)	255	370	470	500	545	9%	Bonus			4	2		-43%
Exonération de cotisations sociales et autres dispositifs (plan urgence jeunes)	823	900	1445	1109	1150	4%	<b>Organismes gestionnaires</b>	<b>73</b>	<b>77</b>	<b>99</b>	<b>107</b>	<b>113</b>	<b>6%</b>
Bonus apprentissage				4	2	-43%	<b>Familles</b>	<b>43</b>	<b>71</b>	<b>61</b>	<b>55</b>	<b>53</b>	<b>-4%</b>
<b>Actions de promotion</b>				5	5	<b>0%</b>	Report de taxe d'apprentissage			4			
Autres dépenses des Régions (accompagnement, animations régionales, formation de formateurs...)		84	120	55	95	73%	Autres contributions : Ventes de produits fabriqués et prestations de services, contributions des départements et des communes, commensaux, contreparties financières	388	381	407	422	317	-25%
<b>Total bénéficiaires</b>	<b>5 163</b>	<b>6 622</b>	<b>8 215</b>	<b>8 175</b>	<b>8 526</b>	<b>4,3%</b>	<b>Total contributeurs</b>	<b>5 164</b>	<b>6 622</b>	<b>8 213</b>	<b>8 175</b>	<b>8 411</b>	<b>2,9%</b>

\* En 2012, les CFA ont reçu 873M€ de TA et ont consommé 861M€

\*\* Afin d'éviter le double-comptage et afin de mieux mesurer les dépenses liées à la politique publique d'apprentissage des Régions, il a été choisi de porter

## Partie III : Le financement de l'offre de formation et les aides aux apprentis

---

---

Les données figurant dans cette partie proviennent des conseils régionaux qui exploitent **les comptes financiers de leurs organismes de formation (CFA, SA)** ; ces comptes sont transmis depuis 2006 (données 2004) au CNEFOP qui les agrège et les consolide.

Elles font désormais l'objet d'une **base de données** utilisable par les acteurs et les décideurs.

L'analyse présentée dans ce chapitre **concerne uniquement les CFA régionaux métropolitains, aucune des régions ultramarines n'ayant communiqué ses données.**

Pour mémoire, on trouvera ci-dessous un bref rappel des données concernant les CFA ultramarins :

- Les DOM comptent 9.074 apprentis en 2012 dont 1.811 en Guadeloupe, 702 en Guyane, 1.726 en Martinique, 357 à Mayotte et 4.478 à La Réunion.
- Pour les dernières années connues, les ressources des CFA ultramarins se montaient à 9,4 millions en Guadeloupe (2008), 5 millions d'euros en Guyane (2012), 9,7 millions en Martinique (2009), 16 millions d'euros à La Réunion (2006),.
- Les CFA d'outremer représentent ainsi environ 2% des effectifs et environ 1,3% des ressources.

Les données financières concernant les quelques CFA à recrutement national ne sont pas pris en compte dans cette étude : par contre les effectifs de leurs apprentis sont classés dans les régions dans lesquels ces CFA sont situés.

## 1. Les établissements de formation par apprentissage (centres de formation d'apprentis - CFA)

### 1.1 La moitié des organismes gestionnaires de CFA sont privés

Les centres de formation d'apprentis (CFA) y compris ceux qui sont supports d'unités de formation par apprentissage (UFA) et les sections d'apprentissage (SA) sont gérés par des organismes privés (associations, entreprises, branches), parapublics (chambres consulaires)<sup>22</sup> ou publics (établissements publics locaux d'enseignement, collectivité territoriale).

Au 31 décembre 2013, les organismes privés (dont les CFA de branche) accueillent 55 % des apprentis (soit 230.000 apprentis) contre 27% pour les organismes parapublics et 19% pour les organismes publics.

	Total
Association mixte consulaire	12 859
Chambre d'agriculture	857
Chambre de commerce et d'industrie	45 779
Chambre des métiers	67 634
CFA résultant d'une convention nationale	8 248
Association organisation professionnelle entreprise groupement	201 319
Collectivités locales et territoriales	9 235
Etablissement public local d'enseignement et formation professionnelle agricole	25 424
Etablissement de formation ou recherche	9 910
Etablissement public local d'enseignement	26 959
Etablissement scolaire privé sous contrat	6 600
Section d'apprentissage	2 431
Groupement d'Intérêt public	7 093
<b>Total</b>	<b>424 348</b>

Source : enquête SIFA, au 31 décembre 2013

### 1.2 En moyenne, quatre sites de formation par CFA

Le nombre de sites de formation en apprentissage continue à s'accroître (+1,4% entre 2010 et 2012) pour atteindre le nombre de 3.176 en 2012 répartis sur l'ensemble du territoire.

Parallèlement le nombre de conventions entre Régions et CFA baisse de 3,8%. Le développement de l'apprentissage se fait donc principalement par la création de nouveaux sites de formation plus que par la création de CFA. Ainsi, le nombre moyen de sites par CFA est passé de 2,1 en 2004 à 3,2 en 2012.

Cette évolution s'explique à la fois par une réelle politique d'aménagement du territoire conduite par les Régions et par le développement des CFA « hors les murs » c'est-à-dire dont les formations sont dispensées dans un établissement d'enseignement (ex : université) qui garde la responsabilité pédagogique (le CFA, quant à lui, exerce la responsabilité administrative et financière).

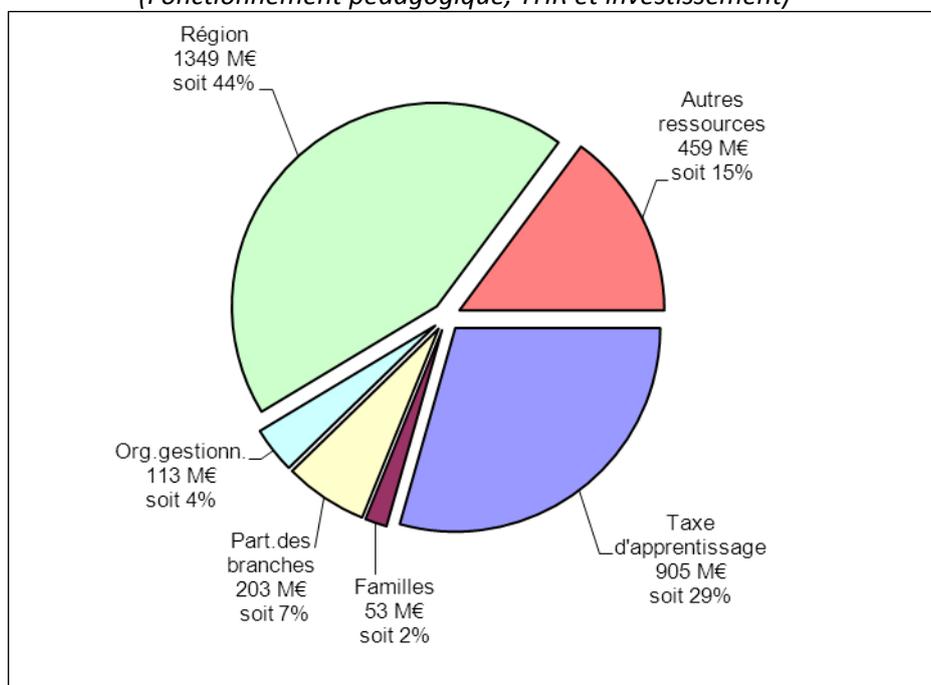
<sup>22</sup> les chambres consulaires sont parfois organisées en association, elles sont alors classées parmi les organismes privés. En conséquence, les organismes parapublics ne représentent pas l'ensemble de l'activité de formation des chambres consulaires.

Cette moyenne traduit cependant des disparités régionales, le nombre moyen de sites pouvant aller de moins de 2 à plus de 6 selon les régions.

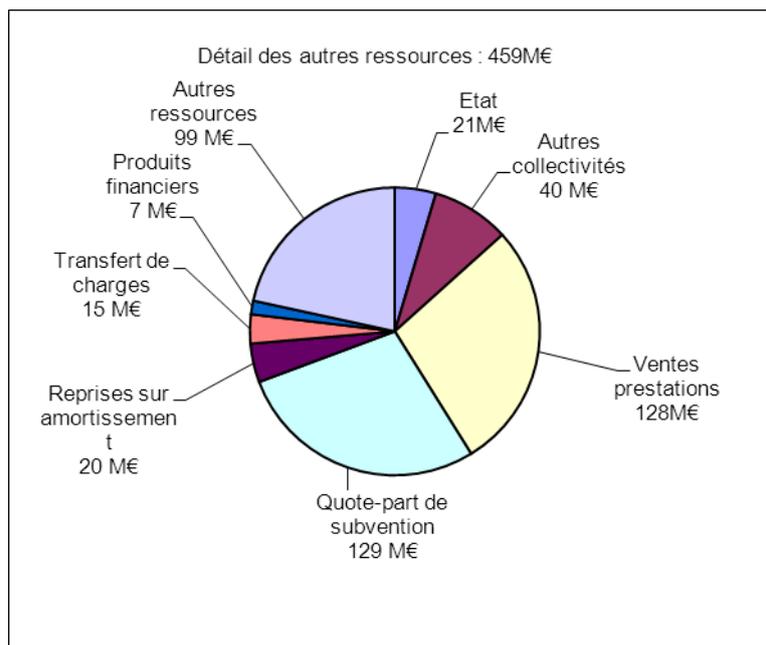
## 2. Les ressources globales des CFA

Les ressources nécessaires au financement des CFA s'élèvent à 3.080 millions d'euros en 2013. Comme le montre le graphique ci-dessous, les ressources des CFA proviennent essentiellement des subventions des conseils régionaux et des fonds des entreprises (taxe d'apprentissage et fonds des branches).

*Synthèse générale des ressources des CFA régionaux métropolitains en 2013  
(Fonctionnement pédagogique, THR et investissement)*



Source : comptes financiers des CFA - remontées CNEPTLV



Source : comptes financiers des CFA – remontées CNFPTLV

## 2.1 En 2013, les ressources des CFA ont augmenté

Entre 2004 et 2008, les ressources des CFA ont augmenté de près de 30% accompagnant la progression du nombre d'apprentis certes moins élevée, mais conséquente (+16 % sur la même période).

Après des années 2009 et 2010 assez stables, les ressources des CFA ont à nouveau augmenté en 2012 de 11%, et de 2.7% en 2013 pour atteindre 3 milliards d'euros en 2013.

Dans le même temps, ces dernières années, les effectifs pondérés d'apprentis évoluent lentement jusqu'en 2012 (5% entre 2007 et 2012), et baisse en 2013 de 3%

### EVOLUTION DES RESSOURCES DES CFA POUR LES EXERCICES 2004 A 2012

	Exercice 2007		Exercice 2012		Exercice 2013		Evolution 2007-2013	Evolution 2012-2013
	en M€	Poids	en M€	Poids	en M€	Poids		
<b>REGION</b>	<b>1 086</b>	<b>43%</b>	<b>1 330</b>	<b>44%</b>	<b>1 349</b>	<b>44%</b>	<b>24%</b>	<b>1%</b>
<b>ENTREPRISES</b>	<b>858</b>	<b>34%</b>	<b>1 068</b>	<b>36%</b>	<b>1 108</b>	<b>36%</b>	<b>29%</b>	<b>4%</b>
Taxe apprentissage reçue	669	27%	861	29%	905	29%	35%	5%
Participation des branches	189	8%	207	7%	203	7%	7%	-2%
<b>ORGANISMES GESTIONNAIRES *</b>	<b>95</b>	<b>4%</b>	<b>107</b>	<b>4%</b>	<b>113</b>	<b>4%</b>	<b>19%</b>	<b>6%</b>
<b>FAMILLES</b>	<b>63</b>	<b>3%</b>	<b>55</b>	<b>2%</b>	<b>53</b>	<b>2%</b>	<b>-16%</b>	<b>-4%</b>
<b>AUTRES RESSOURCES</b>	<b>412</b>	<b>16%</b>	<b>437</b>	<b>15%</b>	<b>459</b>	<b>15%</b>	<b>11%</b>	<b>5%</b>
Etat	23	1%	16	1%	21	1%	-7%	
Ventes et prestations	65	3%	93	3%	128	4%	97%	
Autres collectivités	35	1%	48	2%	40	1%	13%	
Contrepartie comptable	119	5%	173	6%	171	6%	44%	
Autres	171	7%	107	4%	99	3%	-42%	
<b>TOTAL RESSOURCES CONSOMMEES</b>	<b>2 513</b>		<b>2 997</b>		<b>3 080</b>		<b>23%</b>	<b>3%</b>

Source : remontées CNFPTLV

CFA métropolitains (+ Guyane pour 2007 et 2012)

\* Seuls sont indiqués ici les financements figurant dans les comptes des CFA. Une part importante des investissements pris en charge

Les grandes tendances qui se dégagent de l'analyse des chiffres sont détaillées dans les pages suivantes :

- la part importante des Conseils régionaux dans le financement des CFA qui conforte leur position de principal financeur des CFA avec près de 44% des ressources en 2013.
- la part des entreprises, deuxième financeur des CFA, se stabilise autour de 36% des ressources :
  - o mis à part une année 2010 difficile où les CFA ont du faire appel à un report de taxe, le produit de la taxe d'apprentissage reçue par les CFA est en constante augmentation ; il a augmenté de 5% en 2013, après l'augmentation de 11% en 2012.
  - o l'apport des branches professionnelles est assez stable autour de 200 M€.
- la participation des organismes gestionnaires telle que retracée dans les comptes des CFA reste marginale (4%).

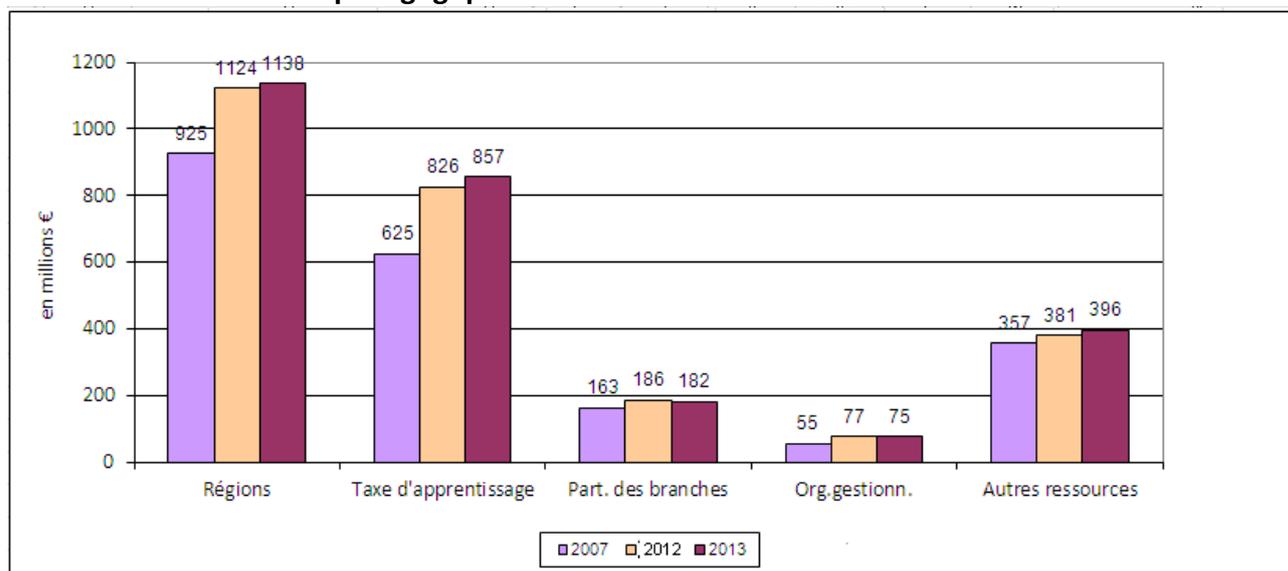
Une part importante des ressources consacrées aux investissements ne figure pas dans la comptabilité des CFA. La gestion du patrimoine des établissements relève souvent directement des organismes gestionnaires ou de structures juridiques spécifiques (ex. les sociétés civiles immobilières, les foyers de jeunes travailleurs,...).

- la participation des familles est limitée et ne concerne pratiquement que le THR ; cette participation qui se monte à 53 M€ (2% des ressources des CFA) est en baisse après avoir fortement augmenté entre 2004 et 2008 (+60%).

## 2.2 Les ressources sont principalement destinées au financement pédagogique

Le fonctionnement pédagogique (fonctionnement hors THR) des CFA mobilise 2.647 millions d'euros, soit près de 86% des ressources consommées. Les ressources sont également consacrées aux activités de transport, hébergement, restauration (THR) qui en utilisent 5%, et à certains investissements pour 9%.

**Evolution des ressources de fonctionnement pédagogique des CFA entre 2007 et 2013**



Source : comptes financiers des CFA - remontées CNFPTLV

Le fonctionnement pédagogique absorbe 86% des ressources provenant des Régions (1.138 millions d'euros), le THR 5% et l'investissement 9%.

La taxe d'apprentissage est utilisée à 95% pour le fonctionnement (857 millions d'euros) et à 5% pour l'investissement. Les fonds des branches professionnelles le sont à 90% pour le fonctionnement, à 1% pour le THR et 9% pour les investissements.

Par rapport à 2012, les financements par les Régions ont augmenté de 1% et ceux des entreprises (taxe d'apprentissage et autres fonds) de 3%.

## **2.3 Les Régions sont les premiers financeurs de l'offre de formation (44%)**

Les Régions interviennent pour équilibrer les comptes des CFA « en fonction des participations financières réelles perçues »<sup>23</sup>.

44% des ressources des CFA proviennent des Régions qui sont donc leur premier financeur.

Une grande variabilité s'observe entre les différentes régions ; on en étudiera les mécanismes liés notamment à l'interaction entre les deux financeurs principaux, au paragraphe 3 consacré à la complémentarité des financements.

Globalement, les ressources accordées aux CFA par les Régions ont fortement augmenté jusqu'en 2008, ont suivi un rythme plus modéré d'environ 2% par an jusqu'en 2011, avant d'augmenter 5% en 2012 et de 6% en 2013. Entre 2004 et 2013, les Régions ont ainsi mis à disposition des CFA, 55% de ressources supplémentaires.

## **2.4 Les entreprises représentent 36% des ressources**

Les entreprises sont le deuxième financeur avec 1,1 milliard d'euros (36%) provenant :

- de la taxe d'apprentissage pour 905 millions d'euros
- des fonds de certaines branches pour un montant total de 203 millions d'euros.

Après une baisse de 5% en 2010 des fonds reçus en provenance de la taxe d'apprentissage, les CFA, incités par les Régions, ont amplifié les campagnes de recherche de fonds. Par ailleurs, l'augmentation de la part du « quota » introduite par la loi Cherpion a permis d'augmenter les fonds provenant de la taxe d'apprentissage, qui enregistrent une hausse de 2% en 2011, de 6% en 2012 et de 5% en 2013.

La presque totalité des territoires sont sur cette tendance.

Les CFA reçoivent aussi des fonds mutualisés, taxes fiscales et cotisation professionnelle.

La participation des branches professionnelles et des OPCA au financement des CFA, hors taxe d'apprentissage, provient :

- de transferts de fonds de la professionnalisation (120 millions d'euros)

---

<sup>23</sup> Article R6233-11 du Code du Travail : « le montant définitif de la subvention [régionale] due au titre d'un exercice déterminé est arrêté en fonction des participations financières réelles perçues »

- de taxes fiscales destinées à l'apprentissage collectées dans les secteurs de la réparation automobile (ANFA) et du transport-logistique (AFT), ainsi que de la cotisation professionnelle du bâtiment et des travaux publics (CCCA-BTP), soit 83 millions d'euros pour ces trois branches.

En 2013, les fonds en provenance des branches représentent ainsi 203 M€. Le poids de ces ressources est stable depuis 2008 après de fortes augmentations entre 2004 (133 M€) et 2008.

## 2.5 D'autres contributions se retrouvent dans les comptes des CFA

Parmi les autres contributeurs, on trouve les organismes gestionnaires dont la participation s'élève à 113 millions d'euros en 2013 (4% des ressources inscrites dans la comptabilité des CFA) et les familles dont les contributions figurant dans les comptes des CFA s'élèvent à 53 millions d'euros (2%) et sont concentrées sur les frais de THR.

A côté des ressources des financeurs détaillées ci-dessus, l'exploitation des comptes financiers des CFA fait apparaître d'autres ressources, de mieux en mieux identifiées au fil des années, qui se montent à 459 millions d'euros en 2013 et proviennent :

- de ventes et prestations de services effectuées par les CFA qui augmentent régulièrement (128 M€) et leur fournissent désormais un peu plus de 4% de leurs ressources ; il peut s'agir par exemple de restauration dans les CFA, de prestations de coiffure, de ventes de chocolats fabriqués par les apprentis).
- de l'Etat (21 M€) qui, outre la gestion des CFA nationaux résiduels, participe en direct bien que faiblement au fonctionnement de certains CFA en convention avec les Régions
- des autres collectivités territoriales qui versent des contributions (40 M€, soit 1% des ressources) au fonctionnement, à l'investissement, et au THR.

De plus, sont identifiées dans les comptes des CFA, des ressources de contreparties financières :

- Quotes-parts de subvention versées au compte de résultat (129 M€)
- Reprises sur amortissements et provisions (20 M€)
- Transferts de charges (15 M€)
- Produits financiers (7 M€).

En 2013, les autres ressources non identifiées (99M€) représentent moins de 3% des ressources contre 7% en 2007.

### 3. Le financement du fonctionnement pédagogique pour les deux principaux financeurs

Comme on l'a vu, près de 90% des ressources sont utilisées pour le financement pédagogique. L'analyse ci-dessous permet d'approfondir ce sujet.

#### 3.1 Les contributions des deux principaux financeurs (Régions et entreprises) se complètent

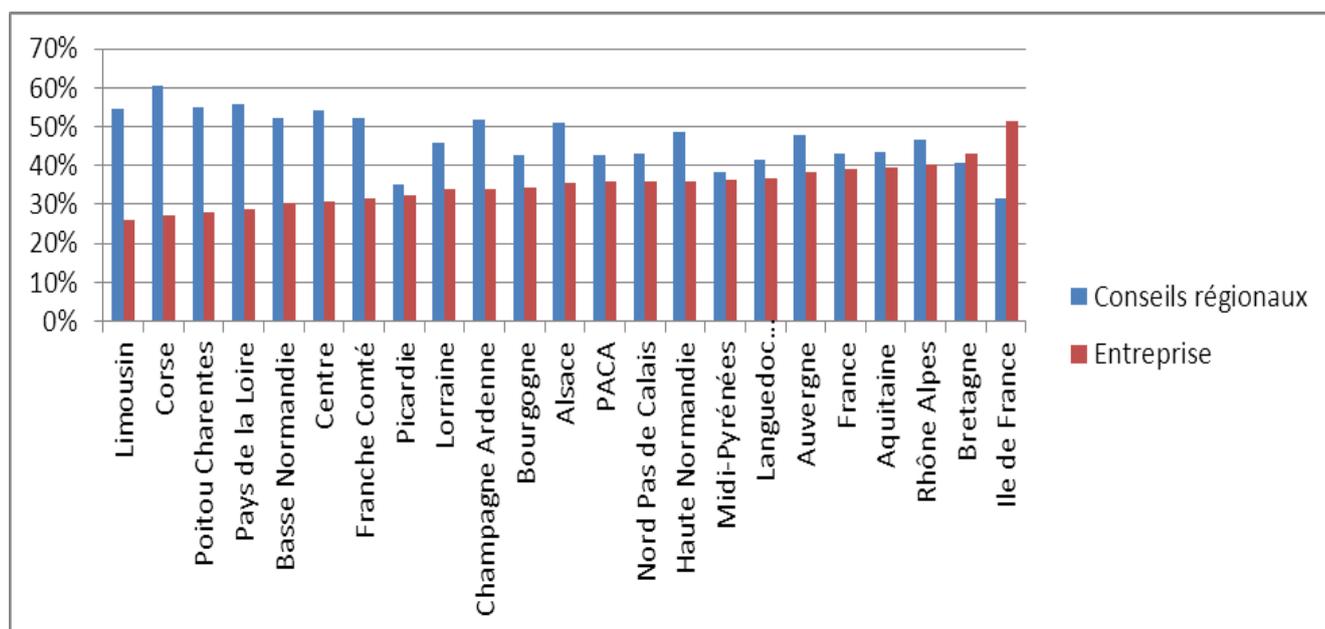
Le financement du fonctionnement pédagogique des CFA provient pour 82% des deux contributeurs principaux, en moyenne 43% des Régions, 39% des entreprises (taxe d'apprentissage et fonds des branches), le solde provenant d'autres contributeurs (familles, OG ...) ou de diverses contributions (ventes, Etat, autres collectivités, contreparties comptables...).

Selon la règle d'équilibre budgétaire (déjà citée ci-dessus<sup>24</sup>) pesant sur la Région, la contribution de cette dernière a tendance à être d'autant plus forte que la contribution des entreprises (taxe d'apprentissage et versement des branches) est plus faible.

L'analyse montre cependant des différences notables selon les territoires pour les deux contributeurs majeurs.

L'Île-de-France se distingue par une participation particulièrement forte des entreprises qui se monte à 339 millions d'euros soit la moitié des ressources des CFA concernés. Cette part se situe largement au-dessus de celle du Conseil régional (207 millions d'euros).

#### Financement du fonctionnement pédagogique par région en 2013



Source : comptes financiers des CFA - remontées CNFPTLV

<sup>24</sup> Article R6233-11

Seule la Bretagne a également, mais dans une moindre mesure, des ressources de fonctionnement pédagogique des CFA provenant majoritairement des entreprises (44 millions pour les entreprises contre 41 millions pour la région)

Dans toutes les autres régions, c'est la contribution du Conseil régional qui est la plus importante ; elle dépasse et parfois largement le financement par les entreprises. Ainsi dans les régions Corse, Limousin, Pays-de-la-Loire et Poitou-Charentes, il représente plus du double du financement des entreprises.

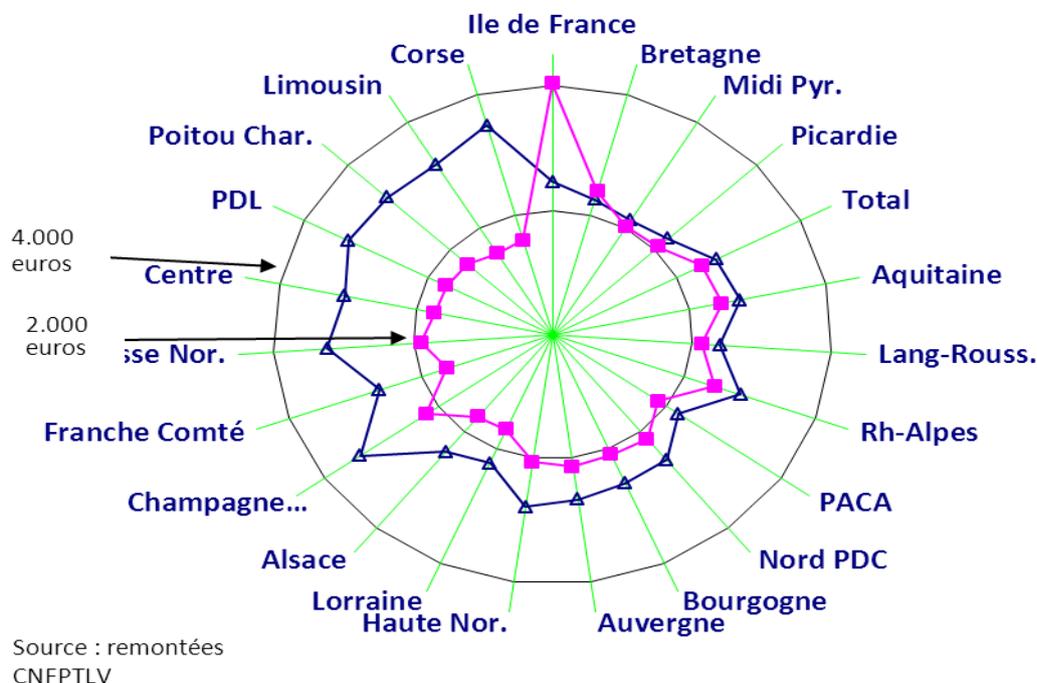
### **3.2 Pour le financement de la pédagogie, les ressources par apprenti dont disposent les CFA pour le fonctionnement pédagogique varient selon les territoires régionaux**

**Selon les régions, les ressources des CFA par apprenti pour le fonctionnement pédagogique (hors THR et investissement) varient de 4.800 euros à 7.800 euros avec une moyenne de 6.150 euros.**

Les CFA de trois régions (Alsace, Franche-Comté, Lorraine,) fonctionnent avec des ressources inférieures ou égales à 5.000 euros par apprenti. A l'opposé, huit régions disposent de ressources de fonctionnement supérieures à 6.000 euros, l'île de France étant la région disposant le plus de ressources de fonctionnement par apprenti, à 7.800 euros.

Le graphique ci-dessous propose un éclairage sur le financement du fonctionnement pédagogique rapporté au nombre d'apprentis de la région pour les deux financeurs principaux que sont les conseils régionaux et les entreprises. En moyenne, les entreprises participent au fonctionnement pédagogique à hauteur de 2.300 euros par apprenti et les conseils régionaux à hauteur de 2.600 euros.

## Dépenses de fonctionnement par apprenti en 2013



—▲— Dépenses des Régions par apprenti    —■— Dépenses des entreprises par apprenti

Source : comptes financiers des CFA - remontées CNFPTLV

L'Ile-de-France se démarque par un financement des entreprises (4000 euros par apprenti) largement supérieur à celui du Conseil régional (2.500 euros).

Ce qui n'empêche pas le financement du conseil régional d'Ile-de-France d'être équivalent à la moyenne nationale (2.600 euros).

Dans une moindre mesure, et avec des niveaux de financement très inférieurs, on observe en Bretagne, un financement moyen par les entreprises supérieur à celui du conseil régional (respectivement 2.400 et 2.200 euros). Par contre ici, la participation du conseil régional est inférieure à la moyenne nationale.

Dans toutes les autres régions, le financement du conseil régional domine.

En Champagne-Ardenne, Corse, Limousin, Poitou-Charentes, Basse-Normandie, Centre, Pays-de-la-Loire la contribution de la Région se situe largement au-dessus de la moyenne et approche ou dépasse 3.000 euros par apprenti. Dans ces régions, le financement par les entreprises est très inférieur à celui du Conseil régional.

Les constatations ci-dessus ne peuvent fonder des jugements de valeur, car pour une très grande part, elles rendent compte de situations qui ne peuvent être imputées à la volonté des acteurs : répartition des populations actives, place de l'apprentissage, etc.; elles appellent donc des travaux complémentaires d'information.

#### 4. Les dépenses des CFA

En 2013, les charges des CFA s'élevaient à 3.098 millions d'euros en augmentation de 1.6% par rapport à 2012. Les ressources de 2013 se montant à 3.080 millions d'euros, on constate un déficit global des CFA d'environ 18 millions d'euros.

Cependant, pour le fonctionnement seul (hors THR et investissement), les comptes des CFA sont à l'équilibre.

##### COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE DES CFA EN 2013 FONCTIONNEMENT

RESSOURCES	millions d'euros	CHARGES	millions d'euros
Région	1 138	Charges de personnel formateurs	1 121
Taxe d'apprentissage	857	Autres charges de personnel	581
Contribution des branches	182	Charges de personnel non réparties	1
Organismes gestionnaires	75	<b>SOUS-TOTAL CHARGES DE PERSONNEL</b>	<b>1 703</b>
Familles	5	Dotations aux amortissements et aux provisions	154
Ventes et prestations de service	108	Autres charges d'exploitation	763
Autres ressources	282	Autres charges hors exploitation	26
<b>TOTAL RESSOURCES CONSOMMEES</b>	<b>2 647</b>		
		<b>TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT</b>	<b>2 646</b>
<b>RESULTAT FONCTIONNEMENT</b>	<b>1</b>		

Source : comptes financiers des CFA - remontées CNFPTLV

#### 4.1 85 % des dépenses des CFA sont des charges de fonctionnement

Les charges de fonctionnement des CFA représentent 85% des dépenses de l'année 2013, celles de THR 5% et celles d'investissement 9%. La croissance des charges globales est continue, même si celle-ci se ralentit en 2013 (+1.7% contre une hausse de 13% entre 2007 et 2011 et de 5.6% en 2012).

	2007	2011	2012	2013
Charges d'exploitation	2 081	2 422	2 536	2 620
Charges hors exploitation	24	28	61	26
Charges de THR	180	181	178	170
Charges d'investissement	269	255	272	282
<b>TOTAL</b>	<b>2 555</b>	<b>2 886</b>	<b>3 047</b>	<b>3 098</b>
<b>EVOLUTIONS</b>		<b>12,9%</b>	<b>5,6%</b>	<b>1,7%</b>

Source : compte des CFA - remontées CNFPTLV

Les charges de fonctionnement augmentent de 1.7%, après la hausse de 6% en 2012.

La hausse plus importante des charges de fonctionnement par rapport à celles des effectifs d'apprenti a conduit à une hausse continue du coût de fonctionnement unitaire, qui passe de 5 100 euros en 2007 à 5 900 euros en 2015.

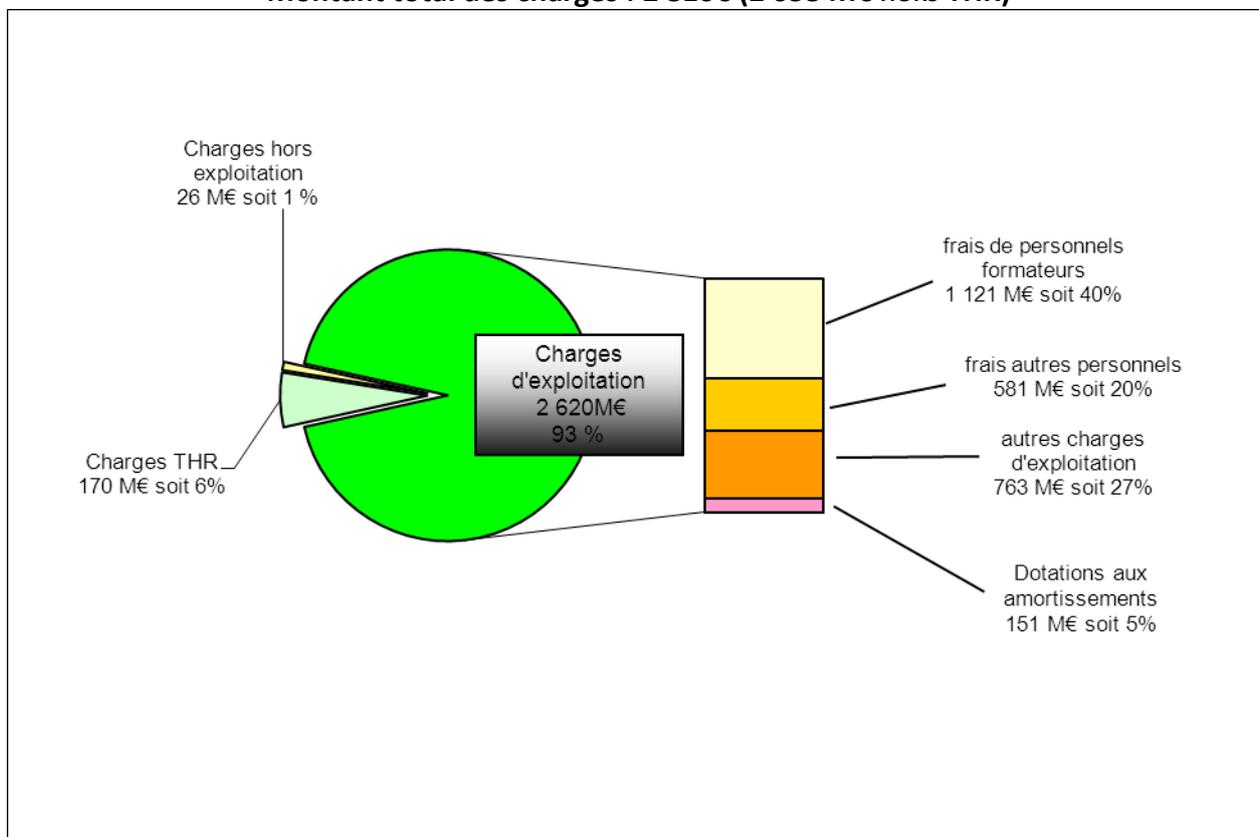
En revanche, en 2013, c'est la baisse des effectifs d'apprentis couplée avec la hausse modérée des charges de fonctionnement qui conduit à une augmentation significative du coût de fonctionnement unitaire qui passe 5 900 euros en 2012 à 6.200 euros en 2013.

Il faut noter que le développement de la qualité de la formation et l'augmentation de charges d'environnement (animateurs, médiateurs pour les jeunes en difficultés, etc.) sont des éléments contributifs important de cette hausse. Par ailleurs, la baisse du nombre d'apprenti n'entraîne pas à court terme de baisse équivalente des coûts globaux, ceux-ci étant avant tout liés au total de place offerte par les CFA, qui ne peut s'adapter à court terme à l'évolution des effectifs. Le taux de remplissage joue ainsi un rôle primordial dans la détermination du coût par apprenti. Enfin, même à offre de formation constante, les frais de personnels connaissent des hausses liées à l'augmentation automatique des salaires.

S'agissant de la structure des dépenses des CFA, on relève le poids particulièrement important des charges d'exploitation (comptes 60 à 65 et compte 681) qui représentent 84% du total des dépenses en 2013.

Comme on le voit au paragraphe 5, le poids des dotations aux amortissements (5% pour 154 M€) quant à lui, est sous-estimé compte tenu du mode de gestion du patrimoine des CFA.

**Dépenses de fonctionnement et de THR des CFA en 2013**  
**Montant total des charges : 2 816€ (2 638 M€ HORS THR)**



Source : comptes financiers des CFA - remontées CNFPTLV

## 4.2 Les frais de personnel constituent près des deux-tiers des charges d'exploitation

Les frais de personnel se montent à 1.702 millions d'euros et représentent 65% des charges d'exploitation ; en 2013, ils ont augmenté de 2.2%.

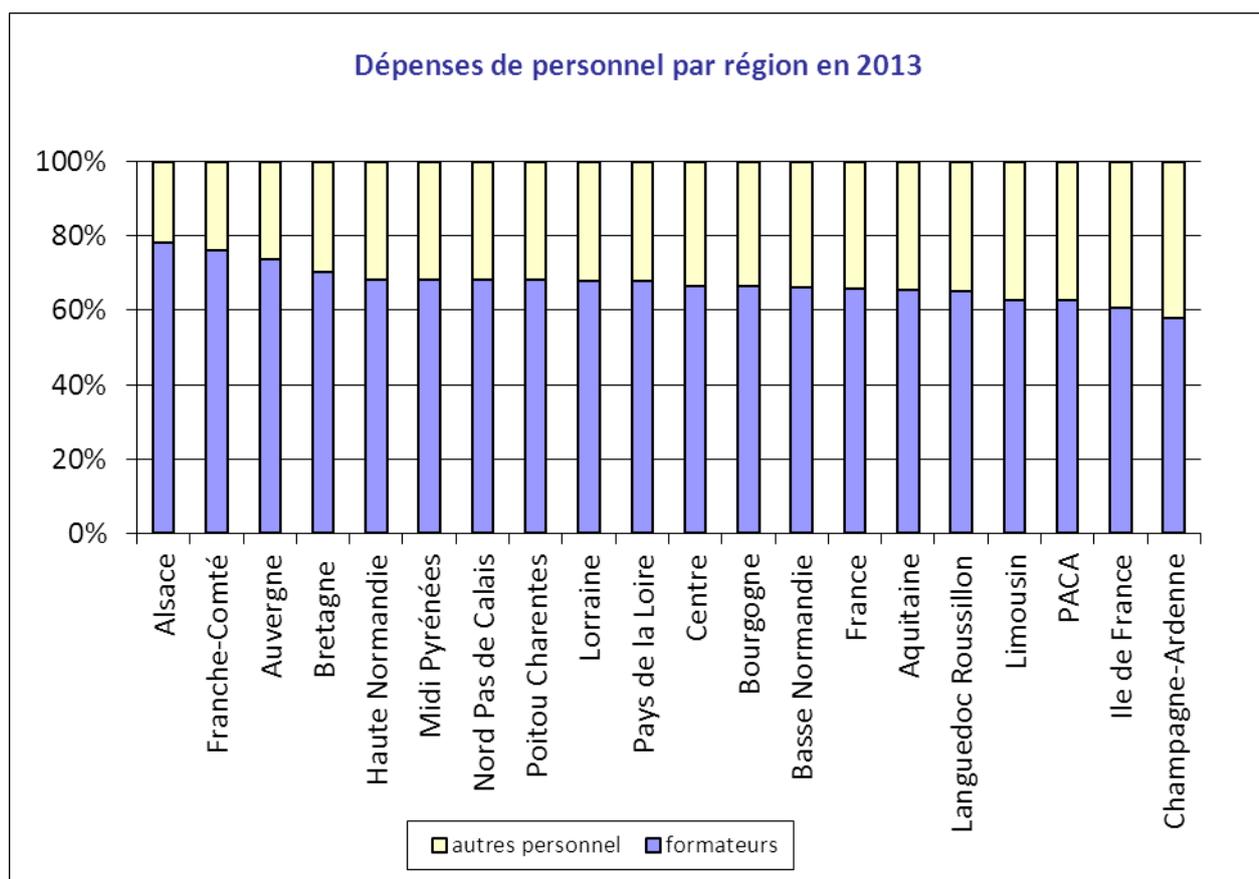
### Evolution des charges de personnels

	2007	2011	2012	2012
Charges de personnel relatives aux formateurs	871	1 040	1 033	1 121
Charges de personnel relatives aux autres personnels	433	542	547	581
Charges de personnel non réparties	39	39	85	1
<b>TOTAL CHARGES DE PERSONNEL</b>	<b>1 342</b>	<b>1 621</b>	<b>1 665</b>	<b>1 702</b>
Evolution		<b>20,7%</b>	<b>2,7%</b>	<b>2,2%</b>

Source : comptes des CFA - remontées CNFPTLV

En moyenne, 66% des charges de personnel concernent le personnel formateur. Le graphique ci-dessous montre les variations régionales.

Selon les régions, le personnel formateur représente de moins de 60% des coûts de personnel en Champagne-Ardenne, à 78% en Alsace, en passant par 61% en Ile-de-France.



Source : comptes financiers des CFA - remontées CNFPTLV

Les données concernant le personnel restent toutefois incomplètes du fait du développement de l'appel à la sous-traitance qui ne permet pas toujours d'isoler les frais de personnel des autres dépenses. Les mises à disposition de personnels notamment par les organismes gestionnaires, ne sont pas non plus prises en compte.

Le poste « autres charges d'exploitation », constitué essentiellement des charges d'achats et de services extérieurs donc de la **sous-traitance** de formation, augmente régulièrement pour atteindre 763 millions d'euros en 2013 (soit 43% des dépenses de personnel).

## 5. Les investissements des CFA

*Les comptes des CFA sur lesquels sont basés ces travaux, ne retracent que partiellement les investissements. En effet, la gestion du patrimoine des établissements relève souvent directement des organismes gestionnaires ou de structures juridiques spécifiques (ex. les sociétés civiles immobilières, les foyers de jeunes travailleurs,...).*

*Les chiffres ci-après ne donnent donc qu'un aperçu partiel du financement des investissements dans les CFA.*

Les ressources des CFA qui servent à financer **les dépenses d'investissement** représentent en 2013 275 millions d'euros soit 9% du total des ressources des CFA (contre 159 M€ en 2004 et 200M€ en 2010) se décomposant comme suit :

	Origine des ressources d'investissement (en M€)	
Région	138	50%
Taxe d'apprentissage	45	16%
Participation des branches	19	7%
Organismes gestionnaires	35	13%
Etat	7	3%
Autres collectivités	14	5%
Autres ressources	17	6%
	<b>275</b>	<b>100%</b>

Source : comptes financiers des CFA - remontées CNFPTLV

Par leur nature, les investissements (et en particulier les opérations immobilières) ne présentent pas de caractère régulier. Toutefois l'analyse des chiffres met en lumière le rôle prépondérant des Régions comme financeur des investissements comptabilisés dans les CFA, avec maintien de cette tendance sur 2013 puisque les Conseils régionaux financent plus de la moitié des investissements figurant dans les comptes des CFA. Les Régions ont en effet eu tendance à élargir leur intervention sur les investissements structurels et matériels mais aussi la remise à niveau informatique de l'administratif et le matériel y afférant.

Le montant de taxe d'apprentissage affectée aux investissements s'élève à 45 M€ en 2013; avec le financement des branches professionnelles, la participation des entreprises s'élève à 54 M€.

Des ressources supplémentaires en hausse de 40% par rapport à 2010, proviennent des autres collectivités (14 M€) ainsi que de l'Etat (7 M€).

Le financement des investissements par les organismes gestionnaires inscrits dans les comptes des CFA s'établit à 35M€ en 2013 soit plus du double de ceux de 2010 ; cependant en raison de la situation particulière du patrimoine des CFA, on ne connaît pas le montant réel des investissements des organismes gestionnaires dans les CFA.

Les charges ne sont pas détaillées dans les données exploitées ; celles figurant dans les comptes des CFA sont souvent liées aux dépenses pédagogiques : mises aux normes d'atelier, achat de machines ...

Les autres dépenses d'investissement et notamment l'immobilier se retrouvent plus généralement dans les comptes des organismes gestionnaires.

## 6. Les aides aux jeunes

### 6.1 Les frais de transport, hébergement, restauration (THR) ne transitent pas toujours par les comptes des CFA

En 2013, les frais de transport, d'hébergement et de restauration des apprentis (THR) figurant dans les comptes des CFA représentent un montant de 170M€, soit 5% des charges des CFA. Les ressources s'élèvent elles à 157 millions, réparties comme suit :

	Origine des ressources THR (en M€)		%
Régions	73		46%
Familles	48		31%
Taxe apprentissage	3		2%
Autres ressources	34		22%
<i>dont vente et prestation</i>		19	
<b>RESSOURCES THR</b>	<b>157</b>		<b>100%</b>

Source : comptes financiers des CFA - remontées CNFPTLV

Les « autres ressources de THR » regroupent : participation du personnel des CFA et visiteurs (commensaux) aux frais de restauration et d'hébergement, taxe fiscale, crédits de la professionnalisation, participation des organismes gestionnaires, subventions de l'Etat et des autres collectivités et contreparties comptables.

Bien que les données concernant le THR figurant dans les comptes des CFA ne reflètent qu'une partie de la réalité, on peut constater que les Régions et les familles en sont les principaux financeurs.

Selon les comptes des CFA, les Régions attribuent plus de 70 M€ aux apprentis pour leurs frais de transport, d'hébergement ou de restauration THR.

Il faut ajouter que pour des raisons de visibilité, plusieurs Conseils régionaux ne font plus transiter le THR par les CFA et transmettent leurs aides de THR directement aux apprentis ; ainsi 17 M€ supplémentaires sont attribuées par les Régions aux apprentis pour leurs frais de transport, hébergement, restauration.

Les familles versent 48 millions d'euros aux CFA pour le THR des apprentis.

De plus, un certain nombre de CFA affectent au THR des ressources en provenance de ventes et prestations de services sous la forme de service de repas pour personnes extérieures (commensaux). Ce dernier financement, non négligeable, s'élève à 19 M€.

## 6.2 Les Régions accordent des aides aux apprentis, au-delà du THR

L'information a été complétée par l'ensemble des aides des Régions retracées ou non dans les comptes des CFA. Les Régions accordent d'autres aides que l'on retrouve dans leurs comptes administratifs et dont la liste figure dans le tableau ci-après.

Ainsi, en dehors du THR qui reste dominant représentant les trois-quarts des aides, les Régions attribuent :

- des aides au premier équipement des apprentis (16 M€) afin de leur permettre de s'équiper dans le cadre de leur métier
- favorisent la mobilité européenne (3 M€)
- versent des aides à caractère social (fonds d'urgence)
- participent à l'achat des livres et aux animations à caractère culturel et sportif.

**Aides des Conseils régionaux aux apprentis en 2013**

	Aides directes aux apprentis	Aides via les CFA	Total
Premier équipement	10 048 924	5 953 794	16 002 719
Fournitures scolaires	1 078 535	293 166	1 371 701
Transport / Hébergement / Rest	17 447 206	70 294 991	87 742 197
Mobilité européenne	666 652	2 150 599	2 817 251
Fonds d'aides sociales	253 485	1 473 506	1 726 991
Aide au permis B	1 473 215		1 473 215
Aides aux handicapés		1 172 217	1 172 217
Carte nationale d'apprenti	25 884	19 693	45 577
Ordinateurs	255 468		255 468
Chèques Culture	439 175	53 440	492 615
Autres aides	158 600	1 178 540	1 337 140
<b>Total</b>	<b>31 847 144</b>	<b>82 589 946</b>	<b>114 437 091</b>

Source : comptes administratifs des Régions - remontées  
CNFPTLV

## Annexe 1 : Comptes en T des acteurs de l'apprentissage

Les comptes en T permettent de présenter les flux réalisés qu'ils soient intermédiaires ou finaux.

En effet, deux types de flux coexistent :

- les flux finaux qui sont effectués par le dernier financeur ;
- les flux intermédiaires notamment des transferts de fonds effectués de l'État aux Régions au titre de la péréquation nationale, des contrats d'objectifs et de moyens, de la décentralisation. C'est le cas notamment de la taxe d'apprentissage versée au FNDMA par les entreprises, puis transférée aux Régions (péréquation et COM).

La contribution au développement de l'apprentissage (CDA) n'est pas comptabilisée dans les tableaux :

Les entreprises versent la CDA, ressource fiscale (art. 1599 quinquies A du code général des impôts) qui s'est substituée à la dotation générale de décentralisation relative à la formation professionnelle. Cette DGD visait à compenser les transferts de compétences de l'État vers les Régions opérées en 1983 et 1987 en matière de formation professionnelle continue et d'apprentissage. La CDA n'a donc pas vocation à être affectée exclusivement à l'apprentissage comme le laisserait supposer son nom. Son produit est versé aux fonds régionaux de l'apprentissage et de la formation professionnelle continue (FRAFPC) et les Régions le répartissent de manière variable entre les dispositifs concernés.



## ÉTAT

	Ressources	Emplois	
<i>CAS FNDMA :</i>			<i>CAS FNDMA :</i>
Fraction du quota de la TA Source : RAP 2013	454,8	200	Péréquation vers les Régions (programme 787)
		353,6	COM - Contrats d'objectifs et de moyens (programme 788)
Contribution supplémentaire à l'apprentissage (CSA) Source : RAP 2013	220,8	2	CFA à recrutement national (programme 788)
		1,7	Bonus (Programme 789)
		5,2	Actions nationales promotion et communication (Programme 789)
		250	Compensation au titre des compétences transférées aux régions en matière d'apprentissage (programme 787)
		551,4	<i>Budget général :</i> Prime d'apprentissage transférée aux régions (ICF) (prog 103)
		21	Versements aux CFA
		Dépenses	<b>fiscales et sociales</b>
		<i>Soutien aux</i>	<i>entreprises</i>
		1 150,22	Compensation des exonérations de cotisations salariales et patronales
		545	Crédit d'impôt apprentissage
		<i>Soutien aux</i>	<i>apprentis et leurs familles</i>
		335	Exonération de l'impôt sur le revenu
<b>Budget général</b>	<b>2 740</b>		
	<b>3415</b>	<b>3 415</b>	

## RÉGIONS

	Ressources	Emplois	
		1 138	Subvention aux CFA pour le fonctionnement source : comptes financiers des CFA – remontées CNFPTLV
		138	pour les investissements source : comptes financiers des CFA – remontées CNFPTLV
		73	pour le THR (via les CFA)
		32	Aides directes aux apprentis source : comptes financiers des CFA – remontées CNFPTLV
ICF (transfert de l'Etat)	551,4	577	Primes aux Employeurs – ICF source : DARES
Compensation au titre des compétences transférées	250		
Péréquation	200	95	Autres dépenses dont Subventions d'investissements Source : DARES, calcul par différence
Contrats d'objectifs et de moyens	353,5		
<b>Budget des Régions</b>	<b>698</b>		
	<b>2 053</b>	<b>2 053</b>	Source : DARES
Hors CDA			

## ENTREPRISES ASSUJETTIES

en millions d'euros		
Ressources	Emplois	
	905	* Concours aux CFA – taxe d'apprentissage Source : comptes financiers des CFA (remontées CNFPTLV)
	454,8	FNDMA ** Source : Budget de l'Etat
	220,8	CSA Source : Budget de l'Etat
	120	Fonds mutualisés de la professionnalisation Source : comptes financiers des CFA (remontées CNFPTLV)
Budget des entreprises	1 783	83 Taxes fiscales (ANFA, AFT) et cotisation professionnelle (CCCA-BTP) Source : comptes financiers des CFA (remontées CNFPTLV)
	<b>1 783</b>	<b>1 783</b>

\* Selon Pactole 872M€

\*\* selon Pactole (DGEFP) : 469  
Hors CDA

2013

**EMPLOYEURS D'APPRENTIS**

	<b>Ressources</b>	<b>Emplois</b>	
Primes aux employeurs	577		
		3 287	Rémunération des apprentis Source : DARES/DADS
Exonération de cotisations salariales et patronales	1 150,2		
Plan urgence jeunes			
Crédit d'impôt apprentissage	545		
<b>Budget des employeurs</b>	<b>1 015</b>		
<b>Total</b>	<b>3 287</b>	<b>3 287</b>	

2013

## APPRENTIS

	Ressources	Emplois	
Rémunérations brutes des apprentis	3 287	53	Participation aux frais de transport, hébergement et restauration
Aides directes des conseils régionaux pour le THR	32		
Exonération de l'impôt sur le revenu	335		
		<b>3 601</b>	<b>Dépenses des ménages</b>
<b>Total</b>	<b>3654</b>	<b>3654</b>	

2013

**ORGANISMES DE FORMATION**

	<b>Ressources</b>	<b>Emplois</b>	
	millions d'euros	millions d'euros	
Subvention des Conseils régionaux (Fonctionnement et investissements)	1275	2 646	Charges de fonctionnement des CFA
Contribution des Conseils régionaux au THR	73	170	Charges de THR
Concours des entreprises aux CFA (taxe d'apprentissage)	905	282	Charges d'investissement
Fonds mutualisés, taxes fiscales et cotisation professionnelle	203		
Organisme gestionnaire	113		
Participation des familles	53		
Subvention Etat	21		
Ventes de produits fabriqués et prestations de service	128		
Contributions d'autres collectivités	40	-18	<b>Déficit CFA</b>
Contreparties comptables	171		
Autres ressources	99		
	<b>3 080</b>	<b>3 080</b>	

## Annexe 2 : Tableaux régionaux

Tableau 1 : Effectifs d'apprentis par niveaux.....	65
Tableau 2 : Effectifs d'apprentis par nature d'organisme gestionnaire .....	66
Tableau 3 : Effectifs 2011-2012 .....	67
Tableau 4 : Poids de l'apprentissage dans la formation professionnelle initiale par niveau .....	68
Tableau 5 : Effectifs d'apprentis par domaine d'activité .....	69
Tableau 6 : Evolution des effectifs d'apprentis par sexe et par région .....	70
Tableau 7 : Effectifs par niveau de formation et par sexe .....	71
Tableau 8 : Ressources des CFA .....	72
Tableau 9 : Taxe d'apprentissage reçue par les CFA.....	74
Tableau 10 : Evolution de la taxe d'apprentissage .....	75
Tableau 11 : Contribution des branches professionnelles au financement des CFA .....	76
Tableau 12 : Contribution des organismes gestionnaires au financement des CFA .....	77
Tableau 13 : Contribution des conseils régionaux au financement des CFA.....	78
Tableau 14 : Contribution de l'Etat au financement des CFA.....	79
Tableau 15 : Contribution des autres collectivités au financement des CFA .....	80
Tableau 16 : Ventes/prestations de service des CFA.....	81
Tableau 17 : Contribution des familles au financement des CFA.....	82
Tableau 18 : Quotes-parts de subvention virée au compte de résultat .....	83
Tableau 19 : Reprises sur amortissement et provisions .....	84
Tableau 20 : Transferts de charges .....	85
Tableau 21 : Produits financiers .....	86
Tableau 22 : Autres ressources consacrées au financement des CFA .....	87
Tableau 23 : Ressources consacrées au fonctionnement des CFA.....	88
Tableau 24 : Charges de personnels des CFA .....	90
Tableau 25 : Charges de fonctionnement des CFA .....	91
Tableau 26 : Ressources consacrées à l'investissement .....	92
Tableau 27 : Ressources consacrées au THR .....	93
Tableau 28 : Aides aux apprentis .....	94

## EFFECTIFS D'APPRENTIS PAR NIVEAU 2013

Tableau  
1

Régions	NIVEAU VI	NIVEAU V	NIVEAU IV	NIVEAU III	NIVEAU II	NIVEAU I	Effectifs pondérés apprentis
	Effectifs pondérés pré-apprentis	Effectifs pondérés apprentis et pré-apprentis	Effectifs pondérés apprentis				
Alsace	279	6 522	3 995	2 855	999	1 013	15 664
Aquitaine	373	9 089	4 838	2 532	690	1 411	18 933
Auvergne	74	5 001	2 375	819	252	457	8 978
Bourgogne	265	5 532	2 889	1 479	162	388	10 715
Bretagne	166	8 864	5 345	2 162	645	1 172	18 355
Centre	309	9 255	5 502	3 462	690	886	20 103
Champagne-Ardenne	230	4 314	2 265	1 037	246	548	8 641
Corse	0	1 217	348	299	94	115	2 073
Franche-Comté	262	4 188	2 865	2 221	395	392	10 324
Ile de France	1 238	19 872	18 280	17 647	10 016	16 988	84 042
Languedoc-Roussillon	43	7 674	3 941	2 461	603	1 510	16 231
Limousin	106	1 889	1 196	407	237	123	3 958
Lorraine	497	6 996	4 580	3 317	749	672	16 811
Midi-Pyrénées	674	8 785	4 052	2 895	602	1 325	18 333
Nord-Pas de Calais	0	8 635	6 168	4 545	633	2 321	22 302
Basse-Normandie	0	5 458	3 253	1 162	214	544	10 632
Haute-Normandie	218	6 707	3 551	2 010	530	938	13 954
Pays de la Loire	0	12 390	9 743	4 852	696	1 294	28 975
Picardie	623	5 279	3 311	2 103	346	1 157	12 821
Poitou-Charentes	142	6 387	4 091	2 584	478	830	14 512
Provence Alpes Côte d'Azur	0	15 224	8 148	4 056	901	1 941	30 269
Rhône-Alpes	512	17 679	12 035	7 941	1 997	3 178	43 342
<b>France Métropolitaine</b>	<b>6 013</b>	<b>176 957</b>	<b>112 772</b>	<b>72 845</b>	<b>22 175</b>	<b>39 205</b>	<b>429 967</b>
Guadeloupe	82	1 005	191	354	60	22	1 714
Guyane	0	395	54	215	23	0	686
Martinique	126	567	527	309	138	18	1 685
Mayotte	88	226	35	0	0	0	349
Réunion	1	2 236	1 233	818	171	74	4 533
<b>Outre Mer</b>	<b>297</b>	<b>4 429</b>	<b>2 039</b>	<b>1 695</b>	<b>392</b>	<b>115</b>	<b>8 967</b>
<b>TOTAL</b>	<b>6 310</b>	<b>181 387</b>	<b>114 811</b>	<b>74 540</b>	<b>22 567</b>	<b>39 320</b>	<b>438 935</b>

## EFFECTIFS D'APPRENTIS PAR NATURE D'ORGANISME GESTIONNAIRE - TOUS CFA CONFONDUS - 2010-2012

	au 31/12/2010				au 31/12/2011				au 31/12/2012			
	Organismes publics	Organismes parapublics	Organismes privés	Total	Organismes publics	Organismes parapublics	Organismes privés	Total	Organismes publics	Organismes parapublics	Organismes privés	Total
Alsace	8 357	2 448	4 172	14 977	8 526	2 620	4 338	15 484	8 525	2 680	4 306	15 511
Aquitaine	4 736	6 202	7 030	17 968	4 859	6 143	7 516	18 518	5 113	5 072	8 491	18 676
Auvergne	1 241	0	7 354	8 595	1 294		7 601	8 895	1 362		7 601	8 963
Bourgogne	1 361	487	9 179	11 027	1 350	465	9 403	11 218	1 379	428	8 970	10 777
Bretagne	1 902	9 399	6 712	18 013	1 925	9 377	7 053	18 355	1 886	9 161	7 301	18 348
Centre	4 632	5 124	10 002	19 758	4 943	5 227	10 168	20 338	5 896	5 260	8 996	20 152
Champagne-Ardenne	1 110	287	7 133	8 530	1 195		7 447	8 642	1 253		7 245	8 498
Corse	458	768	745	1 971	436	825	769	2 030	484	830	766	2 080
Franche-Comté	2 735	1 835	5 514	10 084	2 784	1 842	5 723	10 349	2 853	1 768	5 607	10 228
Ile de France	3 710	18 750	56 215	78 675	4 077	19 475	59 269	82 821	4 154	19 158	60 435	83 747
Languedoc-Roussillon	3 083	6 431	5 396	14 910	3 276	6 566	5 959	15 801	3 610	6 630	5 987	16 227
Limousin	1 650	1 052	1 040	3 742	1 657	1 153	982	3 792	1 767	1 168	985	3 920
Lorraine	4 312	4 636	7 041	15 989	4 585	4 747	7 153	16 485	4 851	4 609	7 042	16 502
Midi-Pyrénées	3 105	5 562	8 767	17 434	3 105	5 569	8 869	17 543	3 320	5 620	9 023	17 963
Nord-Pas de Calais	3 912	5 809	11 725	21 446	4 191	5 845	12 090	22 126	4 454	5 692	12 443	22 589
Basse-Normandie	1 622	5 558	3 657	10 837	1 807	5 448	3 628	10 883	1 796	5 311	3 603	10 710
Haute-Normandie	2 833	4 840	6 166	13 839	2 914	3 150	7 801	13 865	2 862	3 090	7 988	13 940
Pays de la Loire	3 886	10 578	14 682	29 146	4 037	10 684	14 822	29 543	3 816	11 327	14 292	29 435
Picardie	1 666	4 426	6 818	12 910	1 566	4 282	6 887	12 735	1 619	4 061	6 732	12 412
Poitou-Charentes	2 360	8 184	3 400	13 944	2 552	8 345	3 503	14 400	2 722	8 150	3 729	14 601
Provence Alpes Côte d'Azur	7 946	8 144	15 998	32 088	8 339	8 596	14 837	31 772	7 646	8 322	14 891	30 859
Rhône-Alpes	4 003	3 659	33 600	41 262	4 333	3 787	34 682	42 802	4 543	3 874	34 821	43 238
<b>France Métropolitaine</b>	<b>70 620</b>	<b>114 179</b>	<b>232 346</b>	<b>417 145</b>	<b>73 751</b>	<b>114 146</b>	<b>240 500</b>	<b>428 397</b>	<b>75 911</b>	<b>112 211</b>	<b>241 254</b>	<b>429 376</b>
Guadeloupe	295	1012	251	1 558	301	1 028	136	1 465	347	1 131	244	1 722
Guyane	35	333	0	368	94	371		465	127	575		702
Martinique	125	1024	437	1 586	153	994	376	1 523	136	1 084	379	1 599
Mayotte					307			307	267			267
Réunion	415	3396	44	3 855	425	3 688	64	4 177	513	3 876	88	4 477
<b>Outre Mer</b>	<b>870</b>	<b>5 765</b>	<b>732</b>	<b>7 367</b>	<b>1 280</b>	<b>6 081</b>	<b>576</b>	<b>7 937</b>	<b>1 390</b>	<b>6 666</b>	<b>711</b>	<b>8 767</b>
<b>CFA régionaux</b>	<b>71 490</b>	<b>119 944</b>	<b>233 078</b>	<b>424 512</b>	<b>75 031</b>	<b>120 227</b>	<b>241 076</b>	<b>436 334</b>				
<b>CFA nationaux</b>	<b>0</b>	<b>171</b>	<b>1 597</b>	<b>1 768</b>								
<b>TOTAL</b>	<b>71 490</b>	<b>120 115</b>	<b>234 675</b>	<b>426 280</b>	<b>75 031</b>	<b>120 227</b>	<b>241 076</b>	<b>436 334</b>	<b>77 301</b>	<b>118 877</b>	<b>241 965</b>	<b>438 143</b>

Source : Enquête SIFA -DEPP - Ministère de l'Education Nationale

## EFFECTIFS D'APPRENTIS 2013

	au 31/12/2012			2012			au 31/12/2013		
	Pré-apprentis	Apprentis	Total	Pré-apprentis	Apprentis	Total	Pré-apprentis	Apprentis	Total
Alsace	287	15 511	15 798	279	15 384	15 664	268	15 194	15 462
Aquitaine	368	18 676	19 044	373	18 560	18 933	381	18 386	18 767
Auvergne	78	8 963	9 041	74	8 904	8 978	68	8 816	8 884
Bourgogne	280	10 777	11 057	265	10 449	10 715	243	9 958	10 201
Bretagne	167	18 348	18 515	166	18 188	18 355	165	17 949	18 114
Centre	300	20 152	20 452	309	19 794	20 103	322	19 258	19 580
Champagne-Ardennes	237	8 498	8 735	230	8 411	8 641	220	8 280	8 500
Corse	0	2 080	2 080	0	2 073	2 073	0	2 062	2 062
Franche-Comté	277	10 228	10 505	262	10 062	10 324	240	9 812	10 052
Ile de France	1 339	83 747	85 086	1 238	82 803	84 042	1 087	81 388	82 475
Languedoc-Roussillon	66	16 227	16 293	43	16 189	16 231	8	16 131	16 139
Limousin	101	3 920	4 021	106	3 852	3 958	113	3 751	3 864
Lorraine	532	16 502	17 034	497	16 314	16 811	445	16 032	16 477
Midi-Pyrénées	726	17 963	18 689	674	17 659	18 333	597	17 203	17 800
Nord-Pas de Calais	0	22 589	22 589	0	22 302	22 302	0	21 871	21 871
Basse-Normandie	0	10 710	10 710	0	10 632	10 632	0	10 514	10 514
Haute-Normandie	240	13 940	14 180	218	13 736	13 954	185	13 429	13 614
Pays de la Loire	0	29 435	29 435	0	28 975	28 975	0	28 286	28 286
Picardie	677	12 412	13 089	623	12 197	12 821	543	11 875	12 418
Poitou-Charentes	140	14 601	14 741	142	14 371	14 512	144	14 025	14 169
Provence Alpes Côte d'Azur	0	30 859	30 859	0	30 269	30 269	1	29 385	29 386
Rhône-Alpes	548	43 238	43 786	512	42 830	43 342	458	42 217	42 675
<b>France Métropolitaine</b>	<b>6 363</b>	<b>429 376</b>	<b>435 739</b>	<b>6 013</b>	<b>423 954</b>	<b>429 967</b>	<b>5 488</b>	<b>415 822</b>	<b>421 310</b>
Guadeloupe	89	1 722	1 811	82	1 632	1 714	72	1 496	1 568
Guyane	0	702	702	0	686	686	0	663	663
Martinique	127	1 599	1 726	126	1 559	1 685	124	1 500	1 624
Mayotte	90	267	357	88	261	349	85	252	337
Réunion	1	4 477	4 478	1	4 532	4 533	0	4 615	4 615
<b>Outre Mer</b>	<b>307</b>	<b>8 767</b>	<b>9 074</b>	<b>297</b>	<b>8 671</b>	<b>8 967</b>	<b>281</b>	<b>8 526</b>	<b>8 807</b>
<b>TOTAL</b>	<b>6 670</b>	<b>438 143</b>	<b>444 813</b>	<b>6 310</b>	<b>432 625</b>	<b>438 935</b>	<b>5 769</b>	<b>424 348</b>	<b>430 117</b>

**POIDS DE L'APPRENTISSAGE DANS LA FORMATION PROFESSIONNELLE INITIALE PAR NIVEAU**  
(effectif au 31/12 de l'année)

	2011	2012	2013	2012/2011	2013/2012
<b>V</b>					
Apprentis	189 560	185 875	174 654	-1,9%	-6,0%
Jeunes en formation professionnelle sous statut scolaire	177 417	142 901	141 102	-19,5%	-1,3%
Jeunes en formation professionnelle initiale	366 977	328 776	315 756	-10,4%	-4,0%
<b>Poids de l'apprentissage</b>	<b>51,7%</b>	<b>56,5%</b>	<b>55,31%</b>		
<b>IV</b>					
Apprentis	123 888	116 897	111 682	-5,6%	-4,5%
Jeunes en formation professionnelle sous statut scolaire	610 567	609 018	626 106	-0,3%	2,8%
Jeunes en formation professionnelle initiale	734 455	725 915	737 788	-1,2%	1,6%
<b>Poids de l'apprentissage</b>	<b>16,9%</b>	<b>16,1%</b>	<b>15,14%</b>		
<b>III (DUT, BTS, DMA)</b>					
Apprentis	67 193	74 868	74 048	11,4%	-1,1%
Jeunes en formation professionnelle sous statut scolaire	361 043	368 410	370 996	2,0%	0,7%
Jeunes en formation professionnelle initiale	428 236	443 278	445 044	3,5%	0,4%
<b>Poids de l'apprentissage</b>	<b>15,7%</b>	<b>16,9%</b>	<b>16,64%</b>		
<b>II (licence, maîtrise)</b>					
Apprentis (total niveau II)	21 762	22 321	22 937	2,6%	2,8%
Jeunes en formation professionnelle sous statut scolaire (licence et maîtrise)	465 177	492 635	500 382	5,9%	1,6%
Jeunes en formation professionnelle initiale	486 939	514 956	523 319	5,8%	1,6%
<b>Poids de l'apprentissage</b>	<b>4,5%</b>	<b>4,3%</b>	<b>4,4%</b>		
<b>I (diplôme d'ingénieur)</b>					
Apprentis (total niveau I)	33 931	38 182	41 027	12,5%	7,5%
Jeunes en formation professionnelle sous statut scolaire (ingénieur)	121 571	124 448	126 506	2,4%	1,7%
Jeunes en formation professionnelle initiale	155 502	162 630	167 533	4,6%	3,0%
<b>Poids de l'apprentissage</b>	<b>21,8%</b>	<b>23,5%</b>	<b>24,5%</b>		
<b>Total</b>					
Apprentis	436 334	438 143	424 348	0,4%	-3,1%
Jeunes en formation professionnelle sous statut scolaire	1 735 775	1 737 412	1 765 092	0,1%	1,6%
Jeunes en formation professionnelle initiale	2 172 109	2 175 555	2 189 440	0,2%	0,6%
<b>Poids de l'apprentissage</b>	<b>20,1%</b>	<b>20,1%</b>	<b>19,38%</b>		

Source : Enquête SIFA -DEPP - Ministère de l'Education Nationale

\* par rapport aux effectifs du deuxième cycle universitaire

\* \*par rapport aux effectifs d'ingénieurs

## EFFECTIFS D'APPRENTIS PAR DOMAINE D'ACTIVITE AU 31/12/2013

	11 - mathématiques et sciences	12 - sciences humaines et droit	13 - lettres et arts	20 - spécialités pluri-techno de la production	21 - agriculture, pêche, forêt	22 - transformations	23 - génie civil, construction, bois	24 - matériaux souples	25 - mécanique, électricité, électronique	30 - spécialistes plurivalentes des services	31 - échanges et gestion	32 - communication et information	33 - services aux personnes	34 - services à la collectivité	TOTAL
Alsace	113	51	18	593	928	2 819	1 910	41	2 584	46	3 275	563	2 069	184	15 194
Aquitaine	9			777	1 687	3 535	2 986	41	3 017	46	3 183	402	2 403	300	18 386
Auvergne				369	816	1 992	1 595	8	1 423		1 441	72	1 064	36	8 816
Bourgogne				373	1 202	2 095	1 667	17	1 673		1 510	118	1 303		9 958
Bretagne				405	1 462	3 883	3 369		2 467	12	2 958	562	2 533	298	17 949
Centre	45	62		689	1 612	3 582	2 804	80	2 614	20	3 821	453	3 178	298	19 258
Champagne-Ardennes				369	659	1 735	1 679		1 347		1 515	43	900	33	8 280
Corse	24	4		3	104	316	323		341	23	526	39	329	30	2 062
Franche-Comté	36	8		252	1 186	2 177	1 178	6	1 705	8	1 613	309	1 235	99	9 812
Ile de France	457	1 167	193	2 769	1 991	10 245	6 193	349	10 585	251	25 144	7 740	13 010	1 294	81 388
Languedoc-Roussillon	29	83		275	1 205	2 828	2 661	19	2 333		3 350	374	2 816	158	16 131
Limousin				50	433	766	665		533		654	77	550	23	3 751
Lorraine	35	18		771	1 344	3 363	2 200	36	2 240	47	3 248	352	2 237	141	16 032
Midi-Pyrénées	11	32		380	1 332	3 006	2 481	19	3 442	19	2 995	537	2 749	200	17 203
Nord-Pas de Calais	106	29		1 094	1 934	4 072	3 061	90	2 925	20	4 166	687	3 532	155	21 871
Basse-Normandie	10	44		412	1 209	2 296	1 819	18	1 351		1 784	87	1 462	22	10 514
Haute-Normandie	9			676	1 078	2 480	2 465		2 316	17	2 453	336	1 573	26	13 429
Pays de la Loire	2	2	10	1 179	2 825	5 512	6 056	85	4 437		4 431	645	3 062	40	28 286
Picardie	74	12		481	1 388	1 916	1 952	1	2 151	18	1 995	457	1 359	71	11 875
Poitou-Charentes	31	68		710	1 260	2 484	2 556	27	1 960		2 453	408	2 018	50	14 025
Provence Alpes Côte d'Azur	50	85		824	2 691	5 146	4 133	31	4 768	47	4 728	649	5 961	272	29 385
Rhône-Alpes	166	84	11	1 777	2 728	8 547	6 847	250	7 254	118	6 880	1 388	5 660	507	42 217
<b>France Métropolitaine</b>	<b>1 207</b>	<b>1 749</b>	<b>232</b>	<b>15 228</b>	<b>31 074</b>	<b>74 795</b>	<b>60 600</b>	<b>1 118</b>	<b>63 466</b>	<b>692</b>	<b>84 123</b>	<b>16 298</b>	<b>61 003</b>	<b>4 237</b>	<b>415 822</b>
Guadeloupe					39	267	292	4	180		367	25	322		1 496
Guyane				13	57	88	63		125		164	26	127		663
Martinique		1		13	62	206	221		298		470	37	188	4	1 500
Mayotte						53	70		38		51		40		252
Réunion		5		86	370	912	728	4	625	69	701	327	731	57	4 615
<b>Outre Mer</b>	<b>0</b>	<b>6</b>	<b>0</b>	<b>112</b>	<b>528</b>	<b>1 526</b>	<b>1 374</b>	<b>8</b>	<b>1 266</b>	<b>69</b>	<b>1 753</b>	<b>415</b>	<b>1 408</b>	<b>61</b>	<b>8 526</b>
<b>TOTAL</b>	<b>1 207</b>	<b>1 755</b>	<b>232</b>	<b>15 340</b>	<b>31 602</b>	<b>76 321</b>	<b>61 974</b>	<b>1 126</b>	<b>64 732</b>	<b>761</b>	<b>85 876</b>	<b>16 713</b>	<b>62 411</b>	<b>4 298</b>	<b>424 348</b>

Source : Enquête SIFA -DEPP

**EVOLUTION DES EFFECTIFS D'APPRENTIS PAR SEXE ET PAR REGION**  
2004-2012-2013

	au 31/12/2004			% Filles en 2004	au 31/12/2012			% Filles en 2012	au 31/12/2013			% Filles en 2013
	G	F	Total		G	F	Total		G	F	Total	
Alsace	8 430	4 276	12 706	33,7%	10 191	5 320	15 511	34,3%	10 027	5 167	15 194	34,0%
Aquitaine	10 407	4 524	14 931	30,3%	13 067	5 609	18 676	30,0%	12 914	5 472	18 386	29,8%
Auvergne	5 751	1 722	7 473	23,0%	6 541	2 422	8 963	27,0%	6 466	2 350	8 816	26,7%
Bourgogne	8 073	3 086	11 159	27,7%	7 883	2 894	10 777	26,9%	7 327	2 631	9 958	26,4%
Bretagne	11 484	4 756	16 240	29,3%	12 925	5 423	18 348	29,6%	12 687	5 262	17 949	29,3%
Centre	10 758	5 143	15 901	32,3%	13 306	6 846	20 152	34,0%	12 682	6 576	19 258	34,1%
Champagne-Ardennes	5 651	2 157	7 808	27,6%	6 173	2 325	8 498	27,4%	6 034	2 246	8 280	27,1%
Corse	917	327	1 244	26,3%	1 351	729	2 080	35,1%	1 294	768	2 062	37,2%
Franche-Comté	5 988	2 525	8 513	29,7%	7 122	3 106	10 228	30,4%	6 878	2 934	9 812	29,9%
Ile de France	39 484	22 343	61 827	36,1%	50 307	33 440	83 747	39,9%	48 688	32 700	81 388	40,2%
Languedoc-Roussillon	8 621	3 343	11 964	27,9%	11 414	4 813	16 227	29,7%	11 168	4 963	16 131	30,8%
Limousin	2 455	903	3 358	26,9%	2 796	1 124	3 920	28,7%	2 687	1 064	3 751	28,4%
Lorraine	10 006	4 214	14 220	29,6%	11 129	5 373	16 502	32,6%	10 785	5 247	16 032	32,7%
Midi-Pyrénées	10 708	4 395	15 103	29,1%	12 705	5 258	17 963	29,3%	12 084	5 119	17 203	29,8%
Nord-Pas de Calais	11 512	4 975	16 487	30,2%	15 196	7 393	22 589	32,7%	14 746	7 125	21 871	32,6%
Basse-Normandie	6 699	3 123	9 822	31,8%	7 309	3 401	10 710	31,8%	7 212	3 302	10 514	31,4%
Haute-Normandie	9 453	4 082	13 535	30,2%	9 653	4 287	13 940	30,8%	9 317	4 112	13 429	30,6%
Pays de la Loire	20 302	7 785	28 087	27,7%	21 299	8 136	29 435	27,6%	20 551	7 735	28 286	27,3%
Picardie	8 810	2 455	11 265	21,8%	9 286	3 126	12 412	25,2%	8 868	3 007	11 875	25,3%
Poitou-Charentes	8 425	3 561	11 986	29,7%	9 977	4 624	14 601	31,7%	9 563	4 462	14 025	31,8%
Provence Alpes Côte d'Azur	21 053	10 015	31 068	32,2%	20 829	10 030	30 859	32,5%	19 686	9 699	29 385	33,0%
Rhône-Alpes	23 893	9 251	33 144	27,9%	30 584	12 654	43 238	29,3%	30 014	12 203	42 217	28,9%
<b>France Métropolitaine</b>	<b>248 880</b>	<b>108 961</b>	<b>357 841</b>	<b>30,5%</b>	<b>291 043</b>	<b>138 333</b>	<b>429 376</b>	<b>32,2%</b>	<b>281 678</b>	<b>134 144</b>	<b>415 822</b>	<b>32,3%</b>
Guadeloupe	779	451	1 230	36,7%	1 099	623	1 722	36,2%	927	569	1 496	38,0%
Guyane	147	59	206	28,6%	439	263	702	37,5%	412	251	663	37,9%
Martinique	1 273	677	1 950	34,7%	1 067	532	1 599	33,3%	1 007	493	1 500	32,9%
Mayotte					167	100	267	37,5%	118	134	252	53,2%
Réunion	2 854	1 055	3 909	27,0%	3 123	1 354	4 477	30,2%	3 225	1 390	4 615	30,1%
<b>Outre Mer</b>	<b>5 053</b>	<b>2 242</b>	<b>7 295</b>	<b>30,7%</b>	<b>5 895</b>	<b>2 872</b>	<b>8 767</b>	<b>32,8%</b>	<b>5 689</b>	<b>2 837</b>	<b>8 526</b>	<b>33,3%</b>
CFA régionaux	253 933	111 203	365 136	30,5%								
CFA nationaux	3 438	414	3 852	10,8%								
<b>TOTAL</b>	<b>257 371</b>	<b>111 617</b>	<b>368 988</b>	<b>30,3%</b>	<b>296 938</b>	<b>141 205</b>	<b>438 143</b>	<b>32%</b>	<b>287 367</b>	<b>136 981</b>	<b>424 348</b>	<b>32%</b>

Source : Enquête SIFA -DEPP

**EFFECTIFS D'APPRENTIS PAR NIVEAU DE FORMATION ET PAR SEXE  
2013**

	V			IV			III			II			I			TOTAL APPRENTIS		
	H	F	total	H	F	total	H	F	total	H	F	total	H	F	total	H	F	total
Alsace	4 400	1 905	6 305	2 731	1 205	3 936	1 629	1 188	2 817	607	460	1 067	660	409	1 069	10 027	5 167	15 194
Aquitaine	6 679	2 067	8 746	3 131	1 627	4 758	1 692	923	2 615	344	361	705	1 068	494	1 562	12 914	5 472	18 386
Auvergne	3 727	1 244	4 971	1 759	590	2 349	605	210	815	129	121	250	246	185	431	6 466	2 350	8 816
Bourgogne	3 836	1 368	5 204	2 047	677	2 724	1 061	373	1 434	110	72	182	273	141	414	7 327	2 631	9 958
Bretagne	6 496	2 160	8 656	3 525	1 722	5 247	1 472	747	2 219	322	282	604	872	351	1 223	12 687	5 262	17 949
Centre	6 541	2 376	8 917	3 282	2 037	5 319	1 941	1 474	3 415	372	322	694	546	367	913	12 682	6 576	19 258
Champagne-Ardennes	3 155	1 019	4 174	1 608	609	2 217	702	330	1 032	180	102	282	389	186	575	6 034	2 246	8 280
Corse	858	318	1 176	179	152	331	150	197	347	39	48	87	68	53	121	1 294	768	2 062
Franche-Comté	2 924	1 127	4 051	2 006	755	2 761	1 390	771	2 161	243	178	421	315	103	418	6 878	2 934	9 812
Ile de France	12 799	6 013	18 812	11 002	6 571	17 573	9 716	7 740	17 456	5 103	4 840	9 943	10 068	7 536	17 604	48 688	32 700	81 388
Languedoc-Roussillon	5 725	1 704	7 429	2 403	1 413	3 816	1 630	880	2 510	383	302	685	1 027	664	1 691	11 168	4 963	16 131
Limousin	1 380	467	1 847	798	347	1 145	300	91	391	141	111	252	68	48	116	2 687	1 064	3 751
Lorraine	4 864	1 901	6 765	2 970	1 560	4 530	2 018	1 188	3 206	393	393	786	540	205	745	10 785	5 247	16 032
Midi-Pyrénées	6 509	1 989	8 498	2 386	1 552	3 938	1 897	946	2 843	313	282	595	979	350	1 329	12 084	5 119	17 203
Nord-Pas de Calais	5 825	2 443	8 268	3 922	2 031	5 953	2 996	1 582	4 578	389	250	639	1 614	819	2 433	14 746	7 125	21 871
Basse-Normandie	3 761	1 541	5 302	2 114	1 122	3 236	851	348	1 199	127	93	220	359	198	557	7 212	3 302	10 514
Haute-Normandie	4 794	1 722	6 516	2 347	1 135	3 482	1 210	741	1 951	224	263	487	742	251	993	9 317	4 112	13 429
Pays de la Loire	9 241	2 748	11 989	6 630	2 780	9 410	3 280	1 480	4 760	459	307	766	941	420	1 361	20 551	7 735	28 286
Picardie	3 821	1 151	4 972	2 387	824	3 211	1 590	543	2 133	210	152	362	860	337	1 197	8 868	3 007	11 875
Poitou-Charentes	4 535	1 622	6 157	2 684	1 294	3 978	1 490	1 056	2 546	259	245	504	595	245	840	9 563	4 462	14 025
Provence Alpes Côte d'Azur	10 910	3 631	14 541	4 831	3 109	7 940	2 198	1 824	4 022	488	420	908	1 259	715	1 974	19 686	9 699	29 385
Rhône-Alpes	13 074	4 028	17 102	8 352	3 514	11 866	5 182	2 682	7 864	1 084	951	2 035	2 322	1 028	3 350	30 014	12 203	42 217
<b>France Métropolitaine</b>	<b>125 854</b>	<b>44 544</b>	<b>170 398</b>	<b>73 094</b>	<b>36 626</b>	<b>109 720</b>	<b>45 000</b>	<b>27 314</b>	<b>72 314</b>	<b>11 919</b>	<b>10 555</b>	<b>22 474</b>	<b>25 811</b>	<b>15 105</b>	<b>40 916</b>	<b>281 678</b>	<b>134 144</b>	<b>415 822</b>
Guadeloupe	661	242	903	60	94	154	170	186	356	26	37	63	10	10	20	927	569	1 496
Guyane	243	110	353	37	19	56	100	96	196	32	26	58	0	0	0	412	251	663
Martinique	418	84	502	340	178	518	175	153	328	70	69	139	4	9	13	1 007	493	1 500
Mayotte	118	97	215	0	37	37	0	0	0	0	0	0	0	0	0	118	134	252
Réunion	1 850	433	2 283	813	384	1 197	412	442	854	97	106	203	53	25	78	3 225	1 390	4 615
<b>Outre Mer</b>	<b>3 290</b>	<b>966</b>	<b>4 256</b>	<b>1 250</b>	<b>712</b>	<b>1 962</b>	<b>857</b>	<b>877</b>	<b>1 734</b>	<b>225</b>	<b>238</b>	<b>463</b>	<b>67</b>	<b>44</b>	<b>111</b>	<b>5 689</b>	<b>2 837</b>	<b>8 526</b>
<b>TOTAL</b>	<b>129 144</b>	<b>45 510</b>	<b>174 654</b>	<b>74 344</b>	<b>37 338</b>	<b>111 682</b>	<b>45 857</b>	<b>28 191</b>	<b>74 048</b>	<b>12 144</b>	<b>10 793</b>	<b>22 937</b>	<b>25 878</b>	<b>15 149</b>	<b>41 027</b>	<b>287 367</b>	<b>136 981</b>	<b>424 348</b>

Source : Enquête SIFA -DEPP

## RESSOURCES DES CFA REGIONAUX EN 2013

	Effectifs pondérés	Taxe apprentissage	Participation des branches	Organismes gestionnaires	Conseils régionaux	Etat	Autres collectivités publiques	Ventes Prestations
Alsace	15 664	23 219 130	4 477 441	2 655 785	40 740 816	314 992	182 201	2 855 515
Aquitaine	18 933	38 364 048	10 465 592	5 403 852	65 216 764	692 354	3 213 598	2 600 947
Auvergne	8 978	15 246 827	4 475 659	1 520 166	29 223 303	522 083	445 890	2 408 065
Bourgogne	10 715	18 468 210	4 842 936	875 331	32 245 246	667 270	987 000	2 606 483
Bretagne	18 354	35 194 806	11 484 576	3 257 433	46 024 504	304 429	1 904 760	7 052 242
Centre	20 104	29 089 462	9 127 680	3 538 458	75 718 941	2 743 917	1 406 573	4 589 571
Champagne Ardenne	8 640	19 317 895	3 889 936	144 461	32 944 667	193 355	135 044	1 670 016
Corse	2 073	3 118 411	239 605	226 787	7 967 382	27 420	392 721	209 878
Franche Comté	10 323	12 093 488	5 593 830	2 590 282	28 405 573	402 146	25 257	1 695 644
Ile de France	84 042	322 103 353	31 424 867	21 449 010	229 423 537	1 476 556	8 376 774	30 144 139
Languedoc Roussillon	16 232	29 892 374	6 244 914	6 597 862	50 167 212	476 736	3 438 946	3 907 369
Limousin	3 958	5 569 323	1 790 129	72 500	14 067 104	88 453	619 882	1 252 945
Lorraine	16 811	24 424 405	8 841 285	7 138 549	46 308 199	654 439	395 535	3 268 224
Midi-Pyrénées	18 333	37 973 335	1 770 624	1 506 670	45 018 967	423 884	511 780	4 664 121
Nord Pas de Calais	22 302	42 774 424	7 541 234	12 376 333	85 443 399	922 281	3 903 648	4 918 122
Basse Normandie	10 631	15 553 442	14 589 752	2 304 764	55 549 732	579 825	1 401 559	4 306 498
Haute Normandie	13 954	22 804 132	8 340 092	1 207 097	46 019 275	96 908	759 566	2 309 093
Pays de la Loire	28 975	38 987 533	14 047 733	11 575 085	118 400 679	1 808 049	1 717 754	5 351 524
Picardie	12 821	14 872 929	12 914 668	5 126 554	35 391 455	761 742	1 798 813	16 551 044
Poitou Charentes	14 512	19 687 792	4 907 406	5 714 878	55 437 552	316 284	359 508	5 580 208
PACA	30 270	50 948 235	6 784 212	9 931 244	70 921 472	3 637 170	3 734 376	5 948 366
Rhône Alpes	43 342	84 926 289	29 367 500	7 775 828	138 178 642	3 562 868	4 023 757	13 688 581
<b>Total</b>	<b>429 966</b>	<b>904 629 842</b>	<b>203 161 673</b>	<b>112 988 928</b>	<b>1 348 814 420</b>	<b>20 673 159</b>	<b>39 734 942</b>	<b>127 578 595</b>

source : comptes financiers des CFA consolidés par les conseils régionaux – remontées CNFPTLV

## RESSOURCES DES CFA EN 2013 (suite)

	Effectifs pondérés	Familles	Quote part de subventions	Reprises sur amortissements	Transfert de charges	Produits financiers	Autres ressources	Total	Ressource par jeune
Alsace	15 664	578 269	3 868 370	158 167	39 360	152 348	658 598	79 900 991	5 101
Aquitaine	18 933	2 107 058	6 366 004	501 677	796 716	101 193	5 155 747	140 985 550	7 447
Auvergne	8 978	1 551 528	1 056 779	1 270 242	247 255	195 879	1 392 908	59 556 584	6 633
Bourgogne	10 715	3 123 915	2 725 070	1 368 443	596 442	68 884	6 034 999	74 610 229	6 963
Bretagne	18 354	637 493	5 767 722	921 018	1 070 127	248 696	1 924 733	115 792 539	6 309
Centre	20 104	4 361 925	6 959 999	342 090	595 043	280 575	3 538 320	142 292 553	7 078
Champagne	8 640	1 084 791	3 891 555	523 670	378 873	314 431	5 045 087	69 533 779	8 048
Corse	2 073	81 577	425 404	170 795	131 186	0	421 488	13 412 654	6 470
Franche Com	10 323	2 465 234	2 102 994	588 360	368 435	124 332	1 085 271	57 540 846	5 574
Ile de France	84 042	8 386 774	23 866 429	4 542 225	3 023 034	2 226 607	23 647 231	710 090 537	8 449
Languedoc R	16 232	1 762 506	3 141 920	1 761 421	514 644	102 152	1 035 696	109 043 752	6 718
Limousin	3 958	412 773	642 075	88 992	28 935	10 171	5 187 740	29 831 022	7 537
Lorraine	16 811	2 276 235	3 952 959	254 932	302 771	160 011	2 605 939	100 583 481	5 983
Midi-Pyréné	18 333	3 048 166	6 342 641	364 102	997 093	331 598	11 039 143	113 992 124	6 218
Nord Pas de	22 302	1 756 470	9 009 627	1 313 317	679 429	177 672	0	170 815 956	7 659
Basse Norma	10 631	3 867 213	3 522 821	1 432 247	364 323	128 147	4 381 258	107 981 581	10 157
Haute Norma	13 954	2 328 265	5 466 060	536 162	416 637	79 261	2 112 899	92 475 447	6 627
Pays de la Lo	28 975	3 538 899	9 777 748	621 504	947 349	261 071	4 232 669	211 267 598	7 291
Picardie	12 821	1 621 066	4 356 925	373 814	411 930	118 764	2 247 370	96 547 074	7 531
Poitou Chare	14 512	2 092 128	4 762 245	426 731	207 064	28 947	3 328 689	102 849 432	7 087
PACA	30 270	1 097 985	7 702 604	605 673	773 985	259 618	7 173 335	169 518 275	5 600
Rhône Alpes	43 342	4 492 350	12 931 144	2 183 629	1 743 790	1 818 415	6 619 121	311 311 916	7 183
<b>Total</b>	<b>429 966</b>	<b>52 672 621</b>	<b>128 639 094</b>	<b>20 349 211</b>	<b>14 634 421</b>	<b>7 188 773</b>	<b>98 868 242</b>	<b>3 079 933 921</b>	<b>7 163</b>

Source : comptes financiers des CFA consolidés par les conseils régionaux – remontées CNFPTLV

## TAXE APPRENTISSAGE 2013 - CFA REGIONAUX METROPOLITAINS

Tableau 9

	Taxe reçue en 2012	Taxe reçue région	Taxe reçue hors région	Reliquat 2011 pour 2012	Taxe disponible en 2012	Effectifs pondérés jeunes	Taxe d'apprentissage Fonctionnement	Taxe d'apprentissage THR	Taxe d'apprentissage Investissement	Total taxe consommée	Taxe consommée par jeune
Alsace	23 149 904	8 626 366	14 523 538	1 449 984	24 599 888	15 664	22 144 144	15 980	1 059 007	23 219 130	1 482
Aquitaine	39 975 295	20 898 760	19 076 535	1 552 479	41 527 774	18 933	36 825 604	0	1 538 444	38 364 048	2 026
Auvergne	15 222 493	6 673 105	8 549 389	516 386	15 738 879	8 978	14 903 964	0	342 863	15 246 827	1 698
Bourgogne	17 745 717	5 580 543	12 165 174	2 310 150	20 055 867	10 715	18 095 511	0	372 699	18 468 210	1 724
Bretagne	36 848 907	21 614 140	15 234 767	12 628 213	49 477 120	18 354	33 890 261	122 214	1 182 331	35 194 806	1 918
Centre	29 182 297	7 868 156	21 314 141	11 553 062	40 735 359	20 104	25 832 714	1 221 025	2 035 723	29 089 462	1 447
Champagne-Ardenne	14 710 275	4 898 281	8 410 936	3 724 797	18 635 395	8 640	15 054 860	4 498	1 842 724	11 033 881	1 277
Corse	3 104 103	2 235 615	825 248	6 259	3 110 362	2 073	3 029 972	7 298	81 141	3 118 411	1 504
Franche-Comté	12 644 785	3 556 551	9 088 237	787 813	13 432 598	10 323	11 114 067	0	979 421	12 093 488	1 172
Ile de France	330 875 312	0	0	73 622 247	404 497 559	84 042	309 013 483	0	13 089 870	322 103 353	3 833
Languedoc Roussillon	29 859 190	11 562 868	18 673 303	2 055 164	31 914 354	16 232	29 021 559	131 724	739 091	29 892 374	1 842
Limousin	5 853 182	2 249 037	3 604 146	1 341 139	7 194 321	3 958	5 831 620	0	145 552	5 977 172	1 510
Lorraine	20 187 138	13 350 321	6 836 816	10 626 002	30 813 140	16 811	19 000 104	0	5 424 301	24 424 405	1 453
Midi Pyrénées	38 500 585	16 451 797	22 048 788	3 651 532	42 152 117	18 333	35 561 400	57 791	2 354 144	37 973 335	2 071
Nord Pas de Calais	43 539 510	18 658 001	24 881 509	17 039 844	60 579 354	22 302	40 603 554	0	2 170 870	42 774 424	1 918
Basse Normandie	15 695 054	5 301 431	10 393 623	18 155	15 713 209	10 631	14 604 965	368 638	579 839	15 553 442	1 463
Haute Normandie	22 900 119	8 951 922	13 948 197	2 712 302	25 612 421	13 954	21 540 221	0	1 263 911	22 804 132	1 634
Pays de la Loire	38 764 057	17 564 283	21 199 774	5 000 534	43 764 591	28 975	38 308 254	0	679 279	38 987 533	1 346
Picardie	22 449 447	6 067 064	16 382 383	0	22 449 447	12 821	13 792 415	238 160	842 354	14 872 929	1 160
Poitou Charentes	20 031 671	8 175 840	11 855 831	124 137	20 155 808	14 512	20 026 909	0	60 808	20 087 717	1 384
PACA	54 321 701	28 727 884	25 593 817	6 674 093	60 995 794	30 270	49 610 823	0	1 337 412	50 948 235	1 683
Rhône-Alpes CNEFOP	88 475 907	31 753 982	56 721 925	18 352 161	106 828 068	43 342	79 816 138	74 <sup>0</sup>	5 110 151	84 926 289	1 959
<b>TOTAL</b>	<b>924 036 650</b>	<b>250 765 947</b>	<b>341 328 078</b>	<b>175 746 453</b>	<b>1 099 983 425</b>	<b>429 966</b>	<b>857 622 541</b>	<b>2 167 328</b>	<b>43 231 935</b>	<b>897 153 603</b>	<b>2 087</b>

## EVOLUTION DE LA TAXE D'APPRENTISSAGE RECUE PAR LES CFA REGIONAUX METROPOLITAINS EN 2013

	2004			2008			2012			2013			Variation de la moyenne 2013/2004 en %
	Effectifs pondérés jeunes	Taxe d'apprentissage	Moyenne par jeune	Effectifs pondérés jeunes	Taxe d'apprentissage	Moyenne par jeune	Effectifs pondérés jeunes	Taxe d'apprentissage	Moyenne par jeune	Effectifs pondérés jeunes	Taxe d'apprentissage	Moyenne par jeune	
Alsace	12 563	12 540 879	998	14 832	20 745 861	1 399	15 756	22 414 071	1 423	15 664	23 149 904	1 478	48%
Aquitaine	15 436	21 067 068	1 365	17 652	29 821 877	1 689	18 879	38 912 970	2 061	18 933	39 975 295	2 111	55%
Auvergne	7 434	7 006 850	943	8 685	13 261 500	1 527	8 998	14 263 295	1 585	8 978	15 222 493	1 695	80%
Bourgogne	11 355	15 691 620	1 382	12 363	16 290 256	1 318	11 293	16 499 486	1 461	10 715	17 745 717	1 656	20%
Bretagne	16 207	22 266 420	1 374	18 573	29 558 903	1 591	18 518	35 433 483	1 913	18 354	36 848 907	2 008	46%
Centre	16 436	19 065 696	1 160	19 525	24 873 232	1 274	20 570	27 508 624	1 337	20 104	29 182 297	1 452	25%
Champagne-Ardenne	7 936	10 091 106	1 272	9 090	13 718 467	1 509	8 823	15 224 777	1 726	8 640	14 710 275	1 703	34%
Corse	1 231	1 490 756	1 211	1 781	2 278 111	1 279	2 052	2 247 020	1 095	2 073	3 104 103	1 497	24%
Franche-Comté	8 744	9 207 003	1 053	10 234	11 001 298	1 075	10 588	11 736 812	1 109	10 323	12 644 785	1 225	16%
Ile de France	62 887	205 945 791	3 275	76 112	272 949 158	3 586	84 678	312 246 172	3 687	84 042	330 875 312	3 937	20%
Languedoc Roussillon	11 744	14 158 097	1 206	14 380	20 090 891	1 397	16 033	28 091 875	1 752	16 232	29 859 190	1 840	53%
Limousin	3 349	3 821 792	1 141	4 040	5 429 220	1 344	3 884	5 478 840	1 411	3 958	5 853 182	1 479	30%
Lorraine	14 563	16 935 522	1 163	17 305	21 143 388	1 222	17 024	19 175 555	1 126	16 811	20 187 138	1 201	3%
Midi Pyrénées	15 477	19 929 356	1 288	18 200	25 819 695	1 419	18 448	33 686 479	1 826	18 333	38 500 585	2 100	63%
Nord Pas de Calais	16 601	23 852 000	1 437	20 214	33 445 342	1 655	22 311	40 384 504	1 810	22 302	43 539 510	1 952	36%
Basse Normandie	9 954	10 328 879	1 038	11 121	13 643 858	1 227	10 813	14 845 803	1 373	10 631	15 695 054	1 476	42%
Haute Normandie	13 899	16 513 838	1 188	15 310	21 716 681	1 418	14 116	22 010 681	1 559	13 954	22 900 119	1 641	38%
Pays de la Loire	28 505	26 768 047	939	30 838	34 152 504	1 107	29 656	36 673 317	1 237	28 975	38 764 057	1 338	42%
Picardie	11 697	15 248 396	1 304	13 448	19 441 475	1 446	13 252	21 536 693	1 625	12 821	22 449 447	1 751	34%
Poitou Charentes	12 299	11 530 984	938	14 612	16 109 008	1 102	14 590	18 496 724	1 268	14 512	20 031 671	1 380	47%
PACA	31 473	35 467 327	1 127	33 697	46 540 055	1 381	31 419	51 673 119	1 645	30 270	54 321 701	1 795	59%
Rhône-Alpes	33 449	50 608 176	1 513	41 018	79 736 082	1 944	43 610	83 141 222	1 906	43 342	88 475 907	2 041	35%
<b>France métropolitaine</b>	<b>363 239</b>	<b>569 535 603</b>	<b>1 568</b>	<b>423 030</b>	<b>771 766 861</b>	<b>1 824</b>	<b>435 311</b>	<b>871 681 522</b>	<b>2 002</b>	<b>429 966</b>	<b>924 036 650</b>	<b>2 149</b>	<b>37%</b>

Source : comptes financiers des CFA consolidés par les conseils régionaux – remontées CNEFOP

Tableau 11

	Effectifs pondérés jeunes	Fonctionnement			THR			Investissement			Total			Moyenne utilisée par jeune
		Taxe fiscale	Fonds mutualisés	Taxe fiscale et fonds mutualisés	Taxe fiscale	Fonds mutualisés	Taxe fiscale et fonds mutualisés	Taxe fiscale	Fonds mutualisés	Taxe fiscale et fonds mutualisés	Taxe fiscale	Fonds mutualisés	Taxe fiscale et fonds mutualisés	
Alsace	15 664	467 620	3 998 890	4 466 510	0	0	0	10 931	0	10 931	478 551	3 998 890	4 477 441	286
Aquitaine	18 933	3 442 243	6 765 117	10 207 361	58 478	0	58 478	196 989	2 765	199 754	3 697 710	6 767 882	10 465 592	553
Auvergne	8 978	2 622 363	1 695 755	4 318 118	0	0	0	157 541	0	157 541	2 779 904	1 695 755	4 475 659	499
Bourgogne	10 715	3 973 823	489 458	4 463 281	755	0	755	368 900	10 000	378 900	4 343 478	499 458	4 842 936	452
Bretagne	18 354	3 267 759	6 788 539	10 056 298	214 119	49 534	263 653	1 164 625	0	1 164 625	4 646 503	6 838 073	11 484 576	626
Centre	20 104	4 103 635	4 665 703	8 769 338	2 012	0	2 012	356 330	0	356 330	4 461 977	4 665 703	9 127 680	454
Champagne-Ardenne	8 640	2 288 095	1 394 294	3 682 389	8 154	0	8 154	199 392	0	199 392	2 495 642	1 394 294	3 889 936	450
Corse	2 073	201 551	27 547	229 098	0	0	0	10 507	0	10 507	212 058	27 547	239 605	116
Franche-Comté	10 323	1 318 023	4 077 047	5 395 070	0	0	0	198 760	0	198 760	1 516 783	4 077 047	5 593 830	542
Ile de France	84 042	5 731 722	24 590 250	30 321 972	0	0	0	1 102 895	0	1 102 895	6 834 617	24 590 250	31 424 867	374
Languedoc Roussillon	16 232	3 046 812	2 818 054	5 864 866	380 048	0	380 048	0	0	0	3 426 860	2 818 054	6 244 914	385
Limousin	3 958	750 058	230 159	980 217	0	0	0	809 912	0	809 912	1 559 970	230 159	1 790 129	452
Lorraine	16 811	8 799 218	0	8 799 218	0	0	0	42 068	0	42 068	8 841 285	0	8 841 285	526
Midi Pyrénées	18 333	1 110 362	614 490	1 724 852	0	0	0	45 772	0	45 772	1 156 134	614 490	1 770 624	97
Nord Pas de Calais	22 302	2 462 383	5 078 851	7 541 234	0	0	0	0	0	0	2 462 383	5 078 851	7 541 234	338
Basse Normandie	10 631	2 375 081	3 034 316	5 409 397	0	0	0	9 180 355	0	9 180 355	11 555 436	3 034 316	14 589 752	1 372
Haute Normandie	13 954	2 810 806	4 476 484	7 287 290	536 863	0	536 863	515 939	0	515 939	3 863 609	4 476 484	8 340 092	598
Pays de la Loire	28 975	3 940 900	7 322 776	11 263 675	324 367	0	324 367	2 459 691	0	2 459 691	6 724 957	7 322 776	14 047 733	485
Picardie	12 821	87 251	12 745 378	12 832 629	0	2 688	2 688	79 351	0	79 351	166 602	12 748 066	12 914 668	1 007
Poitou Charentes	14 512	73 815	4 664 701	4 738 516	0	3 396	3 396	165 494	0	165 494	239 309	4 668 097	4 907 406	338
PACA	30 270	4 634 095	1 870 893	6 504 988	23 426	0	23 426	255 798	0	255 798	4 913 319	1 870 893	6 784 212	224
Rhône-Alpes	43 342	4 580 788	22 931 798	27 512 586	0	0	0	1 854 914	0	1 854 914	6 435 702	22 931 798	29 367 500	678
<b>TOTAL</b>	<b>429 966</b>	<b>62 088 403</b>	<b>120 280 501</b>	<b>182 368 904</b>	<b>1 548 222</b>	<b>55 618</b>	<b>1 603 840</b>	<b>19 176 164</b>	<b>12 765</b>	<b>19 188 929</b>	<b>82 812 790</b>	<b>120 348 884</b>	<b>203 161 673</b>	<b>473</b>

Source : comptes financiers des CFA consolidés par les conseils régionaux – remontées CNFPTLV

## CONTRIBUTION DES ORGANISMES GESTIONNAIRES AU FINANCEMENT DES CFA EN 2013

	Effectifs pondérés	Participation fonctionnement	Participation THR	Participation Investissement	Total	Contribution par jeune
Alsace	15 664	1 833 304	0	822 480	2 655 785	170
Aquitaine	18 933	4 745 928	202 849	455 074	5 403 852	285
Auvergne	8 978	16 726	0	1 503 440	1 520 166	169
Bourgogne	10 715	674 519	200 812	0	875 331	82
Bretagne	18 354	1 457 802	368 581	1 431 050	3 257 433	177
Centre	20 104	2 200 430	219 326	1 118 702	3 538 458	176
Champagne Ardenne	8 640	124 075	0	20 386	144 461	17
Corse	2 073	186 787	0	40 000	226 787	109
Franche Comté	10 323	2 401 522	100 570	88 190	2 590 282	251
Ile de France	84 042	16 131 195	0	5 317 815	21 449 010	255
Languedoc Roussillon	16 232	6 470 830	127 032	0	6 597 862	406
Limousin	3 958	72 500	0	0	72 500	18
Lorraine	16 811	6 916 427	2 007	220 115	7 138 549	425
Midi-Pyrénées	18 333	1 218 120	248 952	39 598	1 506 670	82
Nord Pas de Calais	22 302	7 954 134	0	4 422 199	12 376 333	555
Basse Normandie	10 631	1 587 405	157 039	560 320	2 304 764	217
Haute Normandie	13 954	810 133	0	396 964	1 207 097	87
Pays de la Loire	28 975	3 828 882	49 714	7 696 490	11 575 085	399
Picardie	12 821	2 383 477	0	2 743 077	5 126 554	400
Poitou Charentes	14 512	3 580 444	269 956	1 864 478	5 714 878	394
PACA	30 270	9 137 239	159 223	634 782	9 931 244	328
Rhône Alpes	43 342	1 241 784	747 900	5 786 144	7 775 828	179
<b>Total</b>	<b>429 966</b>	<b>74 973 663</b>	<b>2 853 961</b>	<b>35 161 304</b>	<b>112 988 928</b>	<b>263</b>

Source : comptes financiers des CFA consolidés par les conseils régionaux – remontées CNFPTLV

Tableau 13

## CONTRIBUTION DES CONSEILS REGIONAUX AU FINANCEMENT DES CFA EN 2013

	Effectifs pondérés	Participation fonctionnement	Participation THR	Participation Investissement	Total	Contribution par jeune
Alsace	15 664	38 061 281	1 893 579	785 956	40 740 816	2 601
Aquitaine	18 933	51 990 490	7 158 821	6 067 453	65 216 764	3 445
Auvergne	8 978	23 957 482	3 560 623	1 705 198	29 223 303	3 255
Bourgogne	10 715	27 894 292	2 248 170	2 102 784	32 245 246	3 009
Bretagne	18 354	41 369 827	188 615	4 466 062	46 024 504	2 508
Centre	20 104	61 147 657	6 421 314	8 149 970	75 718 941	3 766
Champagne Ardenne	8 640	29 195 141	2 356 249	1 393 277	32 944 667	3 813
Corse	2 073	7 238 195	666 350	62 837	7 967 382	3 843
Franche Comté	10 323	27 196 221	866 446	342 906	28 405 573	2 752
Ile de France	84 042	206 854 757	106 342	22 462 438	229 423 537	2 730
Languedoc Roussillon	16 232	39 169 460	1 811 985	9 185 767	50 167 212	3 091
Limousin	3 958	12 685 372	838 361	543 371	14 067 104	3 554
Lorraine	16 811	37 834 787	4 860 656	3 612 755	46 308 199	2 755
Midi-Pyrénées	18 333	39 573 930	3 490 418	1 954 619	45 018 967	2 456
Nord Pas de Calais	22 302	57 695 432	6 760 477	20 987 490	85 443 399	3 831
Basse Normandie	10 631	34 375 352	2 018 526	19 155 854	55 549 732	5 225
Haute Normandie	13 954	38 969 506	3 882 700	3 167 069	46 019 275	3 298
Pays de la Loire	28 975	95 465 447	10 021 061	12 914 171	118 400 679	4 086
Picardie	12 821	28 989 357	3 258 495	3 143 603	35 391 455	2 761
Poitou Charentes	14 512	46 974 401	1 497 788	6 965 363	55 437 552	3 820
PACA	30 270	66 747 712	1 962 060	2 211 700	70 921 472	2 343
Rhône Alpes	43 342	124 247 387	7 484 764	6 446 491	138 178 642	3 188
<b>Total</b>	<b>429 966</b>	<b>1 137 633 486</b>	<b>73 353 801</b>	<b>137 827 133</b>	<b>1 348 814 420</b>	<b>3 137</b>

Source : comptes financiers des CFA consolidés par les conseils régionaux – remontées CNFPTLV

## CONTRIBUTION DE L'ETAT AU FINANCEMENT DES CFA EN 2013

	Effectifs pondérés	Participation fonctionnement	Participation THR	Participation Investissement	Total	Contribution par jeune
Alsace	15 664	314 992	0	0	314 992	20
Aquitaine	18 933	692 354	0	0	692 354	37
Auvergne	8 978	502 051	20 032	0	522 083	58
Bourgogne	10 715	663 592	3 678	0	667 270	62
Bretagne	18 354	304 429	0	0	304 429	17
Centre	20 104	566 839	32 110	2 144 968	2 743 917	136
Champagne Ardenne	8 640	66 801	0	126 554	193 355	22
Corse	2 073	27 420	0	0	27 420	13
Franche Comté	10 323	389 205	33	12 908	402 146	39
Ile de France	84 042	1 130 410	0	346 146	1 476 556	18
Languedoc Roussillon	16 232	476 736	0	0	476 736	29
Limousin	3 958	85 649	1 220	1 584	88 453	22
Lorraine	16 811	336 252	1 987	316 199	654 439	39
Midi-Pyrénées	18 333	422 578	0	1 306	423 884	23
Nord Pas de Calais	22 302	919 657	0	2 624	922 281	41
Basse Normandie	10 631	571 423	0	8 402	579 825	55
Haute Normandie	13 954	96 908	0	0	96 908	7
Pays de la Loire	28 975	720 306	11 641	1 076 102	1 808 049	62
Picardie	12 821	761 742	0	0	761 742	59
Poitou Charentes	14 512	273 320	0	42 964	316 284	22
PACA	30 270	3 634 167	3 003	0	3 637 170	120
Rhône Alpes	43 342	513 981	0	3 048 887	3 562 868	82
<b>Total</b>	<b>429 966</b>	<b>13 470 811</b>	<b>73 705</b>	<b>7 128 643</b>	<b>20 673 159</b>	<b>48</b>

Source : comptes financiers des CFA consolidés par les conseils régionaux – remontées CNFPTLV

## CONTRIBUTION DES AUTRES COLLECTIVITES AU FINANCEMENT DES CFA EN 2013

	Effectifs pondérés	Participation fonctionnement	Participation THR	Participation Investissement	Total	Contribution par jeune
Alsace	15 664	182 201	0	0	182 201	12
Aquitaine	18 933	488 798	12 575	2 712 225	3 213 598	170
Auvergne	8 978	444 353	1 537	0	445 890	50
Bourgogne	10 715	954 082	32 918	0	987 000	92
Bretagne	18 354	1 111 070	18 911	774 779	1 904 760	104
Centre	20 104	286 876	63 599	1 056 098	1 406 573	70
Champagne Ardenne	8 640	134 906	138	0	135 044	16
Corse	2 073	77 950	218 071	96 700	392 721	189
Franche Comté	10 323	25 257	0	0	25 257	2
Ile de France	84 042	7 942 042	0	434 732	8 376 774	100
Languedoc Roussillon	16 232	3 438 946	0	0	3 438 946	212
Limousin	3 958	609 636	10 246	0	619 882	157
Lorraine	16 811	367 279	28 256	0	395 535	24
Midi-Pyrénées	18 333	501 796	9 984	0	511 780	28
Nord Pas de Calais	22 302	3 140 979	0	762 669	3 903 648	175
Basse Normandie	10 631	67 325	691	1 333 543	1 401 559	132
Haute Normandie	13 954	755 460	4 106	0	759 566	54
Pays de la Loire	28 975	1 126 209	35 981	555 564	1 717 754	59
Picardie	12 821	234 045	18 000	1 546 768	1 798 813	140
Poitou Charentes	14 512	266 933	48 878	43 697	359 508	25
PACA	30 270	2 363 134	0	1 371 242	3 734 376	123
Rhône Alpes	43 342	602 976	88 890	3 331 891	4 023 757	93
<b>Total</b>	<b>429 966</b>	<b>25 122 252</b>	<b>592 781</b>	<b>14 019 909</b>	<b>39 734 942</b>	<b>92</b>

Source : comptes financiers des CFA consolidés par les conseils régionaux – remontées CNFPTLV

## VENTE ET PRESTATIONS DE SERVICE DES CFA EN 2013

\*

	Effectifs pondérés	Participation fonctionnement	Participation THR	Participation Investissement	Total	Contribution par jeune
Alsace	15 664	2 855 515	0		2 855 515	182
Aquitaine	18 933	1 943 855	657 092		2 600 947	137
Auvergne	8 978	1 762 710	645 355		2 408 065	268
Bourgogne	10 715	2 185 288	421 195		2 606 483	243
Bretagne	18 354	3 755 338	3 296 904		7 052 242	384
Centre	20 104	3 453 770	1 135 801		4 589 571	228
Champagne Ardenne	8 640	1 217 015	453 001		1 670 016	193
Corse	2 073	188 467	21 411		209 878	101
Franche Comté	10 323	1 633 787	61 857		1 695 644	164
Ile de France	84 042	28 715 925	1 428 214		30 144 139	359
Languedoc Roussillon	16 232	3 907 369	0		3 907 369	241
Limousin	3 958	1 076 197	176 748		1 252 945	317
Lorraine	16 811	2 306 719	961 505		3 268 224	194
Midi-Pyrénées	18 333	4 397 668	266 453		4 664 121	254
Nord Pas de Calais	22 302	4 918 122	0		4 918 122	221
Basse Normandie	10 631	3 190 884	1 115 614		4 306 498	405
Haute Normandie	13 954	2 033 760	275 333		2 309 093	165
Pays de la Loire	28 975	5 011 105	340 419		5 351 524	185
Picardie	12 821	16 352 624	198 420		16 551 044	1 291
Poitou Charentes	14 512	3 559 781	2 020 427		5 580 208	385
PACA	30 270	4 357 491	1 590 875		5 948 366	197
Rhône Alpes	43 342	9 356 798	4 331 783		13 688 581	316
<b>Total</b>	<b>429 966</b>	<b>108 180 189</b>	<b>19 398 406</b>		<b>127 578 595</b>	<b>297</b>

Source : comptes financiers des CFA consolidés par les conseils régionaux – remontées CNFPTLV

## CONTRIBUTION DES FAMILLES AU FINANCEMENT DES CFA EN 2013

\*

	Effectifs pondérés	Participation fonctionnement	Participation THR	Participation Investissement	Total	Contribution par jeune
Alsace	15 664	0	578 269		578 269	37
Aquitaine	18 933	113 880	1 993 178		2 107 058	111
Auvergne	8 978	283 353	1 268 175		1 551 528	173
Bourgogne	10 715	0	3 123 915		3 123 915	292
Bretagne	18 354	348 053	289 440		637 493	35
Centre	20 104	506 978	3 854 947		4 361 925	217
Champagne Ardenne	8 640	364 828	719 963		1 084 791	126
Corse	2 073	48 873	32 704		81 577	39
Franche Comté	10 323	167 261	2 297 973		2 465 234	239
Ile de France	84 042	1 238 598	7 148 176		8 386 774	100
Languedoc Roussillon	16 232	0	1 762 506		1 762 506	109
Limousin	3 958	13 778	398 995		412 773	104
Lorraine	16 811	198 042	2 078 194		2 276 235	135
Midi-Pyrénées	18 333	988 264	2 059 902		3 048 166	166
Nord Pas de Calais	22 302	0	1 756 470		1 756 470	79
Basse Normandie	10 631	0	3 867 213		3 867 213	364
Haute Normandie	13 954	0	2 328 265		2 328 265	167
Pays de la Loire	28 975	0	3 538 899		3 538 899	122
Picardie	12 821	0	1 621 066		1 621 066	126
Poitou Charentes	14 512	0	2 092 128		2 092 128	144
PACA	30 270	0	1 097 985		1 097 985	36
Rhône Alpes	43 342	356 387	4 135 964		4 492 350	104
<b>Total</b>	<b>429 966</b>	<b>4 628 294</b>	<b>48 044 326</b>		<b>52 672 621</b>	<b>123</b>

Source : comptes financiers des CFA consolidés par les conseils régionaux – remontées CNFPTLV

## QUOTE PART DE SUBVENTION VIREE AU COMPTE DE RESULTAT EN 2013

\*

	Effectifs pondérés	Participation fonctionnement	Participation THR	Participation Investissement	Total	Contribution par jeune
Alsace	15 664	3 868 370	0		3 868 370	247
Aquitaine	18 933	5 911 286	454 718		6 366 004	336
Auvergne	8 978	1 040 806	15 973		1 056 779	118
Bourgogne	10 715	2 585 740	139 330		2 725 070	254
Bretagne	18 354	5 737 600	30 122		5 767 722	314
Centre	20 104	6 699 328	260 671		6 959 999	346
Champagne Ardenne	8 640	3 880 864	10 691		3 891 555	450
Corse	2 073	425 404	0		425 404	205
Franche Comté	10 323	2 050 998	51 996		2 102 994	204
Ile de France	84 042	23 127 408	739 021		23 866 429	284
Languedoc Roussillon	16 232	2 943 270	198 650		3 141 920	194
Limousin	3 958	642 075	0		642 075	162
Lorraine	16 811	3 750 251	202 707		3 952 959	235
Midi-Pyrénées	18 333	6 162 564	180 077		6 342 641	346
Nord Pas de Calais	22 302	9 009 627	0		9 009 627	404
Basse Normandie	10 631	2 889 890	632 931		3 522 821	331
Haute Normandie	13 954	5 260 024	206 037		5 466 060	392
Pays de la Loire	28 975	9 719 409	58 340		9 777 748	337
Picardie	12 821	4 257 569	99 356		4 356 925	340
Poitou Charentes	14 512	4 263 698	498 547		4 762 245	328
PACA	30 270	7 263 405	439 199		7 702 604	254
Rhône Alpes	43 342	12 106 186	824 957		12 931 144	298
<b>Total</b>	<b>429 966</b>	<b>123 595 772</b>	<b>5 043 322</b>		<b>128 639 094</b>	<b>299</b>

Source : comptes financiers des CFA consolidés par les conseils régionaux – remontées CNFPTLV

## REPRISES SUR AMORTISSEMENT ET PROVISIONS EN 2013

	Effectifs pondérés	Participation fonctionnement	Participation THR	Participation Investissement	Total	Contribution par jeune
Alsace	15 664	158 167	0		158 167	10
Aquitaine	18 933	490 265	11 413		501 677	26
Auvergne	8 978	1 230 376	39 866		1 270 242	141
Bourgogne	10 715	1 362 269	6 174		1 368 443	128
Bretagne	18 354	756 325	164 693		921 018	50
Centre	20 104	262 353	79 737		342 090	17
Champagne Ardenne	8 640	513 393	10 277		523 670	61
Corse	2 073	170 795	0		170 795	82
Franche Comté	10 323	540 981	47 379		588 360	57
Ile de France	84 042	4 530 693	11 532		4 542 225	54
Languedoc Roussillon	16 232	1 761 421	0		1 761 421	109
Limousin	3 958	88 992	0		88 992	22
Lorraine	16 811	254 932	0		254 932	15
Midi-Pyrénées	18 333	361 999	2 103		364 102	20
Nord Pas de Calais	22 302	1 313 317	0		1 313 317	59
Basse Normandie	10 631	1 432 247	0		1 432 247	135
Haute Normandie	13 954	536 162	0		536 162	38
Pays de la Loire	28 975	613 509	7 995		621 504	21
Picardie	12 821	353 488	20 326		373 814	29
Poitou Charentes	14 512	405 166	21 565		426 731	29
PACA	30 270	567 523	38 150		605 673	20
Rhône Alpes	43 342	1 983 057	200 572		2 183 629	50
<b>Total</b>	<b>429 966</b>	<b>19 687 429</b>	<b>661 782</b>		<b>20 349 211</b>	<b>47</b>

Source : comptes financiers des CFA consolidés par les conseils régionaux – remontées CNFPTLV

## TRANSFERTS DE CHARGES EN 2013

\* \* \*

	Effectifs pondérés	Participation fonctionnement	Participation THR	Participation Investissement	Total	Contribution par jeune
Alsace	15 664	39 360			39 360	3
Aquitaine	18 933	796 716			796 716	42
Auvergne	8 978	247 255			247 255	28
Bourgogne	10 715	596 442			596 442	56
Bretagne	18 354	1 070 127			1 070 127	58
Centre	20 104	595 043			595 043	30
Champagne Ardenne	8 640	378 873			378 873	44
Corse	2 073	131 186			131 186	63
Franche Comté	10 323	368 435			368 435	36
Ile de France	84 042	3 023 034			3 023 034	36
Languedoc Roussillon	16 232	514 644			514 644	32
Limousin	3 958	28 935			28 935	7
Lorraine	16 811	302 771			302 771	18
Midi-Pyrénées	18 333	997 093			997 093	54
Nord Pas de Calais	22 302	679 429			679 429	30
Basse Normandie	10 631	364 323			364 323	34
Haute Normandie	13 954	416 637			416 637	30
Pays de la Loire	28 975	947 349			947 349	33
Picardie	12 821	411 930			411 930	32
Poitou Charentes	14 512	207 064			207 064	14
PACA	30 270	773 985			773 985	26
Rhône Alpes	43 342	1 743 790			1 743 790	40
<b>Total</b>	<b>429 966</b>	<b>14 634 421</b>			<b>14 634 421</b>	<b>34</b>

Source : comptes financiers des CFA consolidés par les conseils régionaux – remontées CNFPTLV

Tableau 21

## PRODUITS FINANCIERS EN 2013

	Effectifs pondérés	Participation fonctionnement	Participation THR	Participation Investissement	Total	Contribution par jeune
Alsace	15 664	152 348			152 348	10
Aquitaine	18 933	101 193			101 193	5
Auvergne	8 978	195 879			195 879	22
Bourgogne	10 715	68 884			68 884	6
Bretagne	18 354	248 696			248 696	14
Centre	20 104	280 575			280 575	14
Champagne Ardenne	8 640	314 431			314 431	36
Corse	2 073	0			0	0
Franche Comté	10 323	124 332			124 332	12
Ile de France	84 042	2 226 607			2 226 607	26
Languedoc Roussillon	16 232	102 152			102 152	6
Limousin	3 958	10 171			10 171	3
Lorraine	16 811	160 011			160 011	10
Midi-Pyrénées	18 333	331 598			331 598	18
Nord Pas de Calais	22 302	177 672			177 672	8
Basse Normandie	10 631	128 147			128 147	12
Haute Normandie	13 954	79 261			79 261	6
Pays de la Loire	28 975	261 071			261 071	9
Picardie	12 821	118 764			118 764	9
Poitou Charentes	14 512	28 947			28 947	2
PACA	30 270	259 618			259 618	9
Rhône Alpes	43 342	1 818 415			1 818 415	42
<b>Total</b>	<b>429 966</b>	<b>7 188 773</b>			<b>7 188 773</b>	<b>17</b>

Source : comptes financiers des CFA consolidés par les conseils régionaux – remontées CNFPTLV

## AUTRES RESSOURCES CONSACREES AU FINANCEMENT DES CFA EN 2013

	Effectifs pondérés	Participation fonctionnement	Participation THR	Participation Investissement	Total	Contribution par jeune
Alsace	15 664	607 379	4 727	46 492	658 598	42
Aquitaine	18 933	4 930 937	192 914	31 897	5 155 747	272
Auvergne	8 978	1 317 372	1 512	74 024	1 392 908	155
Bourgogne	10 715	5 872 101	56 898	106 000	6 034 999	563
Bretagne	18 354	1 892 342	32 391	0	1 924 733	105
Centre	20 104	2 454 601	243 011	840 708	3 538 320	176
Champagne Ardenne	8 640	1 007 312	95 954	3 941 821	5 045 087	584
Corse	2 073	230 751	0	190 737	421 488	203
Franche Comté	10 323	623 212	83 594	378 465	1 085 271	105
Ile de France	84 042	23 622 477	24 754	0	23 647 231	281
Languedoc Roussillon	16 232	1 035 696	0	0	1 035 696	64
Limousin	3 958	1 933 992	64 955	3 188 793	5 187 740	1 311
Lorraine	16 811	2 033 499	106 286	466 154	2 605 939	155
Midi-Pyrénées	18 333	10 521 845	45 813	471 485	11 039 143	602
Nord Pas de Calais	22 302	0	0	0	0	0
Basse Normandie	10 631	1 107 288	729 747	2 544 223	4 381 258	412
Haute Normandie	13 954	2 103 106	1 247	8 546	2 112 899	151
Pays de la Loire	28 975	3 885 974	252 710	93 985	4 232 669	146
Picardie	12 821	2 088 854	9 530	148 986	2 247 370	175
Poitou Charentes	14 512	2 032 850	64 335	1 231 504	3 328 689	229
PACA	30 270	5 492 978	372 945	1 307 412	7 173 335	237
Rhône Alpes	43 342	4 299 438	216 419	2 103 264	6 619 121	153

Source : comptes financiers des CFA consolidés par les conseils régionaux – remontées CNFPTLV

## RESSOURCES CONSACREES AU FONCTIONNEMENT EN 2013

	Effectifs pondérés	Taxe apprentissage	Participation des branches	Organismes gestionnaires	Conseils régionaux	Etat	Autres collectivités publiques	Ventes Prestations
Alsace	15 664	22 144 144	4 466 510	1 833 304	38 061 281	314 992	182 201	2 855 515
Aquitaine	18 933	36 825 604	10 207 361	4 745 928	51 990 490	692 354	488 798	1 943 855
Auvergne	8 978	14 903 964	4 318 118	16 726	23 957 482	502 051	444 353	1 762 710
Bourgogne	10 715	18 095 511	4 463 281	674 519	27 894 292	663 592	954 082	2 185 288
Bretagne	18 354	33 890 261	10 056 298	1 457 802	41 369 827	304 429	1 111 070	3 755 338
Centre	20 104	25 832 714	8 769 338	2 200 430	61 147 657	566 839	286 876	3 453 770
Champagne Ardenne	8 640	15 388 116	3 682 389	124 075	29 195 141	66 801	134 906	1 217 015
Corse	2 073	3 029 972	229 098	186 787	7 238 195	27 420	77 950	188 467
Franche Comté	10 323	11 114 067	5 395 070	2 401 522	27 196 221	389 205	25 257	1 633 787
Ile de France	84 042	309 013 483	30 321 972	16 131 195	206 854 757	1 130 410	7 942 042	28 715 925
Languedoc Roussillon	16 232	29 021 559	5 864 866	6 470 830	39 169 460	476 736	3 438 946	3 907 369
Limousin	3 958	5 062 878	980 217	72 500	12 685 372	85 649	609 636	1 076 197
Lorraine	16 811	19 000 104	8 799 218	6 916 427	37 834 787	336 252	367 279	2 306 719
Midi-Pyrénées	18 333	35 561 400	1 724 852	1 218 120	39 573 930	422 578	501 796	4 397 668
Nord Pas de Calais	22 302	40 603 554	7 541 234	7 954 134	57 695 432	919 657	3 140 979	4 918 122
Basse Normandie	10 631	14 604 965	5 409 397	1 587 405	34 375 352	571 423	67 325	3 190 884
Haute Normandie	13 954	21 540 221	7 287 290	810 133	38 969 506	96 908	755 460	2 033 760
Pays de la Loire	28 975	38 308 254	11 263 675	3 828 882	95 465 447	720 306	1 126 209	5 011 105
Picardie	12 821	13 792 415	12 832 629	2 383 477	28 989 357	761 742	234 045	16 352 624
Poitou Charentes	14 512	19 367 794	4 738 516	3 580 444	46 974 401	273 320	266 933	3 559 781
PACA	30 270	49 610 823	6 504 988	9 137 239	66 747 712	3 634 167	2 363 134	4 357 491
Rhône Alpes	43 342	79 816 138	27 512 586	1 241 784	124 247 387	513 981	602 976	9 356 798
<b>Total</b>	<b>429 966</b>	<b>856 527 939</b>	<b>182 368 904</b>	<b>74 973 663</b>	<b>1 137 633 486</b>	<b>13 470 811</b>	<b>25 122 252</b>	<b>108 180 189</b>

Source : comptes financiers des CFA consolidés par les conseils régionaux – remontées CNFP TLV

Tableau 23

	Familles	Quote part de subventions	Reprises sur amortissements	Transfert de charges	Produits financiers	Autres ressources	Total	Ressource par jeune
Alsace	0	3 868 370	158 167	39 360	152 348	607 379	74 683 572	4 768
Aquitaine	113 880	5 911 286	490 265	796 716	101 193	4 930 937	119 238 667	6 298
Auvergne	283 353	1 040 806	1 230 376	247 255	195 879	1 317 372	50 220 445	5 594
Bourgogne	0	2 585 740	1 362 269	596 442	68 884	5 872 101	65 416 001	6 105
Bretagne	348 053	5 737 600	756 325	1 070 127	248 696	1 892 342	101 998 168	5 557
Centre	506 978	6 699 328	262 353	595 043	280 575	2 454 601	113 056 502	5 624
Champagne Ardenne	364 828	3 880 864	513 393	378 873	314 431	1 007 312	56 268 143	6 513
Corse	48 873	425 404	170 795	131 186	0	230 751	11 984 898	5 781
Franche Comté	167 261	2 050 998	540 981	368 435	124 332	623 212	52 030 348	5 040
Ile de France	1 238 598	23 127 408	4 530 693	3 023 034	2 226 607	23 622 477	657 878 601	7 828
Languedoc Roussillon	0	2 943 270	1 761 421	514 644	102 152	1 035 696	94 706 949	5 835
Limousin	13 778	642 075	88 992	28 935	10 171	1 933 992	23 290 392	5 884
Lorraine	198 042	3 750 251	254 932	302 771	160 011	2 033 499	82 260 290	4 893
Midi-Pyrénées	988 264	6 162 564	361 999	997 093	331 598	10 521 845	102 763 707	5 605
Nord Pas de Calais	0	9 009 627	1 313 317	679 429	177 672	0	133 953 157	6 006
Basse Normandie	0	2 889 890	1 432 247	364 323	128 147	1 107 288	65 728 646	6 183
Haute Normandie	0	5 260 024	536 162	416 637	79 261	2 103 106	79 888 468	5 725
Pays de la Loire	0	9 719 409	613 509	947 349	261 071	3 885 974	171 151 190	5 907
Picardie	0	4 257 569	353 488	411 930	118 764	2 088 854	82 576 894	6 441
Poitou Charentes	0	4 263 698	405 166	207 064	28 947	2 032 850	85 698 914	5 905
PACA	0	7 263 405	567 523	773 985	259 618	5 492 978	156 713 063	5 177
Rhône Alpes	356 387	12 106 186	1 983 057	1 743 790	1 818 415	4 299 438	265 598 923	6 128
<b>Total</b>	<b>4 628 294</b>	<b>123 595 772</b>	<b>19 687 429</b>	<b>14 634 421</b>	<b>7 188 773</b>	<b>79 094 004</b>	<b>2 647 105 938</b>	<b>6 157</b>

Source : comptes financiers des CFA consolidés par les conseils régionaux – remontées CNFPPLV

## CHARGES DE PERSONNELS EN 2013

	Formateurs	Autres personnels	Non réparti	Total
Alsace	43 083 974	11 896 261	0	54 980 235
Aquitaine	50 447 019	26 660 303	0	77 107 322
Auvergne	21 548 227	7 661 578	0	29 209 805
Bourgogne	28 673 113	14 532 209	0	43 205 322
Bretagne	50 614 665	21 288 603	0	71 903 268
Centre	52 531 359	26 269 354	0	78 800 713
Champagne-Ardenne	17 882 197	12 968 884	-818 346	30 032 735
Corse	4 473 816	3 768 752	0	8 242 568
Franche-Comté	27 786 293	8 624 394	0	36 410 687
Ile de France	247 030 303	160 995 225	0	408 025 527
Languedoc Roussillon	40 588 805	21 671 428	0	62 260 233
Limousin	10 551 712	6 257 671	0	16 809 383
Lorraine	39 750 140	18 653 748	0	58 403 888
Midi Pyrénées	39 790 748	18 500 485	0	58 291 233
Nord Pas de Calais	60 289 310	28 239 791	0	88 529 101
Basse Normandie	30 696 806	15 758 027	0	46 454 833
Haute Normandie	35 833 204	16 632 846	0	52 466 051
Pays de la Loire	78 412 962	37 061 195	0	115 474 157
Picardie	49 137 476	690 013	0	49 827 489
Poitou Charentes	37 897 653	17 778 168	0	55 675 821
PACA	57 131 996	34 177 963	0	91 309 959
Rhône-Alpes	96 954 712	71 226 125	0	168 180 838
<b>TOTAL</b>	<b>1 121 106 491</b>	<b>581 313 023</b>	<b>-818 346</b>	<b>1 701 601 167</b>

Source : comptes financiers des CFA consolidés par les conseils régionaux – remontées CNEFOP

**CHARGES DE FONCTIONNEMENT DES CFA THR COMPRIS (EN €) EN 2013**

**CFA REGIONAUX METROPOLITAINS**

	Effectifs pondérés jeunes	Nombre d'heures	Charges d'exploitation (cptes 60 à 65)	Coût (1) par jeune	Charges hors exploitation (cptes 66 à 68)	Coût (2) par jeune	Total Transport, Hébergement, Restauration	Charges de fonctionnement THR compris	Coût (3) par jeune	Coût / heure apprenti
Alsace	15 664	8 469 288	73 808 665	4 712	210 460	13	2 430 261	76 238 926	4 867	9
Aquitaine	18 933	9 967 634	116 686 133	6 163	1 852 460	98	11 397 234	128 083 367	6 765	13
Auvergne	8 978	4 512 038	47 866 129	5 331	484 731	54	6 256 989	54 123 118	6 028	12
Bourgogne	10 715	5 369 685	62 512 750	5 834	1 636 905	153	6 359 439	68 872 189	6 428	13
Bretagne	18 354	9 266 096	101 813 539	5 547	777 163	42	5 113 552	106 927 091	5 826	12
Centre	20 104	10 477 251	112 440 372	5 593	674 813	34	13 543 121	125 983 493	6 267	12
Champagne-Ardenne	8 640	3 974 283	55 134 521	6 381	502 135	58	4 505 185	59 639 706	6 903	15
Corse	2 073	149 432	11 624 955	5 608	177 456	86	953 659	12 578 614	6 068	84
Franche-Comté	10 323	5 690 198	50 578 388	4 900	764 900	74	3 703 211	54 281 599	5 258	10
Ile de France	84 042	48 377 682	653 391 166	7 775	5 355 251	64	13 387 641	666 778 807	7 934	14
Languedoc Roussillon	16 232	nd	93 969 264	5 789	763 554	47	4 767 609	98 736 873	6 083	nd
Limousin	3 958	183 894	22 625 764	5 716	63 252	16	1 814 177	24 439 941	6 175	133
Lorraine	16 811	9 037 843	81 796 570	4 866	365 136	22	9 148 276	90 944 845	5 410	10
Midi Pyrénées	18 333	9 122 759	101 745 584	5 550	2 811 132	153	6 819 088	108 564 672	5 922	12
Nord Pas de Calais	22 302	969 332	132 814 020	5 955	698 958	31	8 516 947	141 330 967	6 337	146
Basse Normandie	10 631	5 411 035	62 260 288	5 856	492 661	46	10 548 678	72 808 966	6 849	13
Haute Normandie	13 954	7 494 422	79 440 593	5 693	377 313	27	7 727 514	87 168 108	6 247	12
Pays de la Loire	28 975	15 838 103	170 473 299	5 883	1 483 991	51	15 121 998	185 595 297	6 405	12
Picardie	12 821	6 950 857	82 959 814	6 471	988 965	77	5 885 826	88 845 640	6 930	13
Poitou Charentes	14 512	7 783 648	85 364 190	5 882	962 431	66	7 248 685	92 612 875	6 382	12
PACA	30 270	15 097 038	156 107 848	5 157	2 132 356	70	5 733 274	161 841 122	5 347	11
Rhône-Alpes	43 342	20 976 865	264 554 365	6 104	2 127 622	49	18 980 038	283 534 403	6 542	14
<b>TOTAL</b>	<b>429 966</b>	<b>205 119 383</b>	<b>2 619 968 217</b>	<b>6 093</b>	<b>25 703 645</b>	<b>60</b>	<b>169 962 402</b>	<b>2 789 930 618</b>	<b>6 489</b>	<b>14</b>

**RESSOURCES CONSACREES A L'INVESTISSEMENT EN 2013**  
**CFA REGIONAUX METROPOLITAINS**

	Effectifs pondérés	Taxe apprentissage	Participation des branches	Organismes gestionnaires	Conseils régionaux	Etat	Autres collectivités publiques	Autres ressources	Total	Ressource par jeune
Alsace	15 664	1 059 007	10 931	822 480	785 956	0	0	46 492	2 724 866	174
Aquitaine	18 933	1 538 444	199 754	455 074	6 067 453	0	2 712 225	31 897	11 004 846	581
Auvergne	8 978	342 863	157 541	1 503 440	1 705 198	0	0	74 024	3 783 066	421
Bourgogne	10 715	372 699	378 900	0	2 102 784	0	0	106 000	2 960 383	276
Bretagne	18 354	1 182 331	1 164 625	1 431 050	4 466 062	0	774 779	0	9 018 847	491
Centre	20 104	2 035 723	356 330	1 118 702	8 149 970	2 144 968	1 056 098	840 708	15 702 499	781
Champagne Ardenne	8 640	3 393 762	199 392	20 386	1 393 277	126 554	0	3 941 821	9 075 192	1 050
Corse	2 073	81 141	10 507	40 000	62 837	0	96 700	190 737	481 922	232
Franche Comté	10 323	979 421	198 760	88 190	342 906	12 908	0	378 465	2 000 650	194
Ile de France	84 042	13 089 870	1 102 895	5 317 815	22 462 438	346 146	434 732	0	42 753 897	509
Languedoc Roussillon	16 232	739 091	0	0	9 185 767	0	0	0	9 924 858	611
Limousin	3 958	151 647	809 912	0	543 371	1 584	0	3 188 793	4 695 307	1 186
Lorraine	16 811	5 424 301	42 068	220 115	3 612 755	316 199	0	466 154	10 081 593	600
Midi-Pyrénées	18 333	2 354 144	45 772	39 598	1 954 619	1 306	0	471 485	4 866 924	265
Nord Pas de Calais	22 302	2 170 870	0	4 422 199	20 987 490	2 624	762 669	0	28 345 852	1 271
Basse Normandie	10 631	579 839	9 180 355	560 320	19 155 854	8 402	1 333 543	2 544 223	33 362 536	3 138
Haute Normandie	13 954	1 263 911	515 939	396 964	3 167 069	0	0	8 546	5 352 429	384
Pays de la Loire	28 975	679 279	2 459 691	7 696 490	12 914 171	1 076 102	555 564	93 985	25 475 281	879
Picardie	12 821	842 354	79 351	2 743 077	3 143 603	0	1 546 768	148 986	8 504 139	663
Poitou Charentes	14 512	176 515	165 494	1 864 478	6 965 363	42 964	43 697	1 231 504	10 490 015	723
PACA	30 270	1 337 412	255 798	634 782	2 211 700	0	1 371 242	1 307 412	7 118 346	235
Rhône Alpes	43 342	5 110 151	1 854 914	5 786 144	6 446 491	3 048 887	3 331 891	2 103 264	27 681 743	639
<b>Total</b>	<b>429 966</b>	<b>44 904 775</b>	<b>19 188 929</b>	<b>35 161 304</b>	<b>137 827 133</b>	<b>7 128 643</b>	<b>14 019 909</b>	<b>17 174 496</b>	<b>275 405 190</b>	<b>641</b>

Source : comptes financiers des CFA consolidés par les conseils régionaux – remontées CNEFOP

## RESSOURCES CONSACREES AU THR EN 2013

	Effectifs pondérés	Taxe apprentissage	Participation des branches	Organismes gestionnaires	Conseils régionaux	Etat	Autres collectivités publiques
Alsace	15 664	15 980	0	0	1 893 579	0	0
Aquitaine	18 933	0	58 478	202 849	7 158 821	0	12 575
Auvergne	8 978	0	0	0	3 560 623	20 032	1 537
Bourgogne	10 715	0	755	200 812	2 248 170	3 678	32 918
Bretagne	18 354	122 214	263 653	368 581	188 615	0	18 911
Centre	20 104	1 221 025	2 012	219 326	6 421 314	32 110	63 599
Champagne Ardenne	8 640	536 017	8 154	0	2 356 249	0	138
Corse	2 073	7 298	0	0	666 350	0	218 071
Franche Comté	10 323	0	0	100 570	866 446	33	0
Ile de France	84 042	0	0	0	106 342	0	0
Languedoc Roussillon	16 232	131 724	380 048	127 032	1 811 985	0	0
Limousin	3 958	354 798	0	0	838 361	1 220	10 246
Lorraine	16 811	0	0	2 007	4 860 656	1 987	28 256
Midi-Pyrénées	18 333	57 791	0	248 952	3 490 418	0	9 984
Nord Pas de Calais	22 302	0	0	0	6 760 477	0	0
Basse Normandie	10 631	368 638	0	157 039	2 018 526	0	691
Haute Normandie	13 954	0	536 863	0	3 882 700	0	4 106
Pays de la Loire	28 975	0	324 367	49 714	10 021 061	11 641	35 981
Picardie	12 821	238 160	2 688	0	3 258 495	0	18 000
Poitou Charentes	14 512	143 483	3 396	269 956	1 497 788	0	48 878
PACA	30 270	0	23 426	159 223	1 962 060	3 003	0
Rhône Alpes	43 342	0	0	747 900	7 484 764	0	88 890
<b>Total</b>	<b>429 966</b>	<b>3 197 128</b>	<b>1 603 840</b>	<b>2 853 961</b>	<b>73 353 801</b>	<b>73 705</b>	<b>592 781</b>

Source : comptes financiers des CFA consolidés par les conseils régionaux – remontées CNFPTLV

## RESSOURCES CONSACREES AU THR EN 2013 (suite)

	Ventes Prestations	Familles	Quote part de subventions	Reprises sur amortissements	Autres ressources	Total	Ressource par jeune
Alsace	0	578 269	0	0	4 727	2 492 554	159
Aquitaine	657 092	1 993 178	454 718	11 413	192 914	10 742 037	567
Auvergne	645 355	1 268 175	15 973	39 866	1 512	5 553 073	619
Bourgogne	421 195	3 123 915	139 330	6 174	56 898	6 233 845	582
Bretagne	3 296 904	289 440	30 122	164 693	32 391	4 775 524	260
Centre	1 135 801	3 854 947	260 671	79 737	243 011	13 533 553	673
Champagne Ardenne	453 001	719 963	10 691	10 277	95 954	4 190 444	485
Corse	21 411	32 704	0	0	0	945 834	456
Franche Comté	61 857	2 297 973	51 996	47 379	83 594	3 509 848	340
Ile de France	1 428 214	7 148 176	739 021	11 532	24 754	9 458 040	113
Languedoc Roussillon	0	1 762 506	198 650	0	0	4 411 945	272
Limousin	176 748	398 995	0	0	64 955	1 845 323	466
Lorraine	961 505	2 078 194	202 707	0	106 286	8 241 598	490
Midi-Pyrénées	266 453	2 059 902	180 077	2 103	45 813	6 361 493	347
Nord Pas de Calais	0	1 756 470	0	0	0	8 516 947	382
Basse Normandie	1 115 614	3 867 213	632 931	0	729 747	8 890 399	836
Haute Normandie	275 333	2 328 265	206 037	0	1 247	7 234 551	518
Pays de la Loire	340 419	3 538 899	58 340	7 995	252 710	14 641 126	505
Picardie	198 420	1 621 066	99 356	20 326	9 530	5 466 041	426
Poitou Charentes	2 020 427	2 092 128	498 547	21 565	64 335	6 660 503	459
PACA	1 590 875	1 097 985	439 199	38 150	372 945	5 686 866	188
Rhône Alpes	4 331 783	4 135 964	824 957	200 572	216 419	18 031 249	416
<b>Total</b>	<b>19 398 406</b>	<b>48 044 326</b>	<b>5 043 322</b>	<b>661 782</b>	<b>2 599 742</b>	<b>157 422 793</b>	<b>366</b>

Source : comptes financiers des CFA consolidés par les conseils régionaux – remontées CNFPTLV

## AIDES AUX JEUNES EN 2013 – CFA REGIONAUX

	Aides directes aux apprentis										
	Premier équipement	Fournitures scolaires	Transport / Héberg / Rest	Mobilité européenne	Fonds d'aides sociales	Aide au permis B	Carte nationale d'apprenti	Ordinateurs	Chèques Culture	Autres aides	Total aides directes
Alsace	268 750		5 699								274 449
Aquitaine											0
Auvergne										24 000	24 000
Bourgogne											0
Bretagne	815 290		11 566 895								12 382 185
Centre	313 625							77 959	297 250		688 834
Champagne Ardenne									4 245		4 245
Corse											0
Franche Comté			998 300								998 300
Ile de France											0
Languedoc Roussillon						205 959					205 959
Limousin	182 460									9 600	192 060
Lorraine											0
Midi-Pyrénées	235 010		1 900 899	45 300							2 181 209
Nord Pas de Calais	4 126 117										4 126 117
Basse Normandie											0
Haute Normandie	316 007			227 780							543 787
Pays de la Loire								177 509	137 680		315 189
Picardie	563 899										563 899
Poitou Charentes			2 975 413	31 337		1 267 256	25 884				4 299 890
PACA	1 443 876				253 485						1 697 361
Rhône Alpes	1 783 890	1 078 535		362 235						125 000	3 349 660
<b>Total</b>	<b>10 048 924</b>	<b>1 078 535</b>	<b>17 447 206</b>	<b>666 652</b>	<b>253 485</b>	<b>1 473 215</b>	<b>25 884</b>	<b>255 468</b>	<b>439 175</b>	<b>158 600</b>	<b>31 847 144</b>

Source : comptes financiers des CFA consolidés par les conseils régionaux – remontées CNEFOP

## AIDES AUX JEUNES EN 2013 – CFA REGIONAUX

	Aides via les CFA										Total des aides aux apprentis
	Premier équipement	Fournitures scolaires	Transport / Hébergement / Rest	Mobilité européenne	Fonds d'aides sociales	Aides aux handicapés	Carte nationale d'apprenti	Chèques Culture	Autres aides	Total aides indirectes	
Alsace	30 081		1 893 579	40 000		167 508	3 574			2 134 742	2 409 191
Aquitaine			7 158 821		362 300					7 521 121	7 521 121
Auvergne	565 286		3 560 623	52 613						4 178 522	4 202 522
Bourgogne	232 232		2 248 170			226 065		16 122		2 722 589	2 722 589
Bretagne			188 615	395 026		186 445				770 086	13 152 271
Centre			6 421 314	735 431						7 156 745	7 845 579
Champagne Ardenne			2 539 733	20 881	191 488		12 406			2 764 508	2 768 753
Corse	73 799		666 350			2 500				742 649	742 649
Franche Comté	416 735		866 446		32 519					1 315 700	2 314 000
Ile de France			106 342							106 342	106 342
Languedoc Roussillon	840 926			146 400						987 326	1 193 285
Limousin			1 100 267	7 000						1 107 267	1 299 327
Lorraine	325 760		4 860 656	54 096		56 169	3 713	120 090		5 420 485	5 420 485
Midi-Pyrénées			3 490 418							3 490 418	5 671 627
Nord Pas de Calais			6 760 477	407 900	13 679	23 962				7 206 018	11 332 135
Basse Normandie	510 193		2 018 526	158 408	182 188	308 551		900 070		4 077 936	4 077 936
Haute Normandie			3 882 700							3 882 700	4 426 487
Pays de la Loire	1 991 036	293 166	10 021 061		245 685					12 550 948	12 866 137
Picardie			3 258 495							3 258 495	3 822 394
Poitou Charentes	967 746		1 767 633		182 854					2 918 233	7 218 123
PACA										0	1 697 361
Rhône Alpes			7 484 764	132 845	262 794	201 017		53 440	142 257	8 277 117	11 626 777
<b>Total</b>	<b>5 953 794</b>	<b>293 166</b>	<b>70 294 991</b>	<b>2 150 599</b>	<b>1 473 506</b>	<b>1 172 217</b>	<b>19 693</b>	<b>53 440</b>	<b>1 178 540</b>	<b>82 589 946</b>	<b>114 437 091</b>

Source : comptes financiers des CFA consolidés par les conseils régionaux – remontées CNEFOP

**CNEFOP**

Adresse postale : 14, Avenue Duquesne 75350 PARIS SP 07

Tél : 01 44 38 33 85

Document téléchargeable sur : [www.cnefop.gouv.fr](http://www.cnefop.gouv.fr)